

COMMUNISME

GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

CONTRE LA DEMOCRATIE ET LES GUERRES IMPERIALISTES



Organe central
en français

du

**Groupe
Communiste
Internationaliste**

Aux lecteurs

Camarades, notre revue ne peut pleinement contribuer à l'organisation de la lutte révolutionnaire internationale sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants.

Toute contribution est vivement encouragée, soit pour améliorer le contenu de cette revue (en envoyant des informations, des publications, des analyses de situations, des illustrations, etc.), soit pour améliorer sa diffusion (en s'abonnant, en la faisant circuler, en suggérant d'autres moyens ou lieux de distribution, etc.).

Utilisez ces matériaux, diffusez-les, discutez-les, reproduisez-les... Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation.

Notre plus chaleureux salut communiste, notre appui inconditionnel à tous les prolétaires qui luttent pour affirmer nos intérêts mondiaux et autonomes de classe, contre le capitalisme, contre son Etat, contre les partis pseudo-ouvriers et syndicats, qui en perpétuent la survie.

Contribuons à l'organisation de notre classe en parti mondial pour abolir les classes, pour abattre le monde de la marchandise, pour le communisme, pour la communauté humaine.

Pour nous contacter, écrivez à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

BP 33
Anderlecht Autonomie
6A, rue de l'Autonomie
1070 Bruxelles
Belgique

<http://gci-icg.org>
email: info@gci-icg.org

S O M M A I R E

Editorial	1
Notes sur la démocratie	3
Capital, démocratie, dictature du profit	9
Leur paix, c'est le nerf de leurs guerres !	17

Par manque de place, nous réservons à notre numéro suivant en français plusieurs textes en lien direct avec la présente revue: un texte retraçant brièvement l'histoire de la contre-insurrection, la traduction du texte *Guerre sociale et toile d'araignée impérialiste en Syrie (2011-2015)* de *Prolétaires internationnalistes*, ainsi que des articles sur la lutte en Amérique latine.

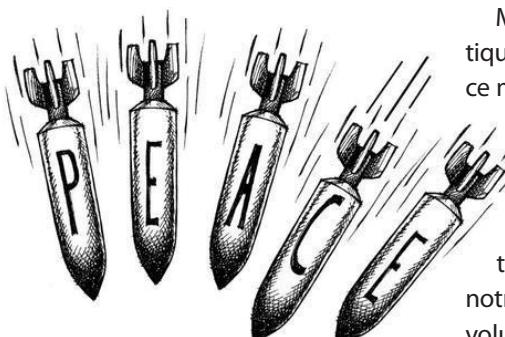
Attention... nouvelle adresse.

BP 33
Anderlecht Autonomie
6A, rue de l'Autonomie
1070 Bruxelles
Belgique

EDITORIAL

L'élaboration de la présente revue était en cours lorsque sont survenus à Bruxelles les attentats du 22 mars 2016, à l'aéroport national et dans le métro. C'est peu dire que ces attentats et leurs suites n'ont fait que renforcer notre rage contre ce monde qui produit ces carnages, mais également contre ce « nous » qui est sensé avoir été attaqué par « eux », dans la mesure où cette équation fallacieuse exprime une fois encore l'une des clefs de la perpétuation meurtrière de ce monde marchand.

« Nous », c'est-à-dire les citoyens de tel ou tel pays mais aussi « notre démocratie », « nos libertés », notre « convivialité », nos « valeurs », nationales, européennes, occidentales... toutes choses qu'en dépit de nos mécontentements et de nos protestations (dociles), « nous » partagerions avec « nos » dirigeants, au sein de la masse innocente, rassurante et paisible des électeurs. Voilà ce que nous assènent les sermonneurs officiels drapés dans leurs deuils nationaux, définissant les termes de la profession de foi démocratique et délivrant les certificats de bonne vie et moeurs.



« Eux », ce sont aujourd'hui « les terroristes », les « fanatiques religieux », les « ennemis de la liberté » et de « notre mode de vie ».

Alors bien sûr, des voix rompent avec l'unanimité étouffant : *nous sommes en guerre*, oui, nous sommes devenus de la chair à canon de coin de rue, oui, mais à cause des guerres que mènent nos Etats (la Belgique est engagée dans diverses opérations guerrières dans le monde y compris contre l'Etat Islamique) et que les dits terroristes ne font que ramener sur notre sol, déchiquetant ici comme le font là-bas les bombes de l'occident et ses alliés, la chair des hommes, des femmes et des enfants.

Quant à l'ennemi visé par les campagnes « antiterroristes » dotées d'un arsenal répressif sans cesse renforcé, c'est également *nous*, un autre *nous*, irréductible à celui des unions nationales, le *nous* de nos révoltes présentes et futures, aussitôt que nous quittons les rails de la domestication politique et syndicale, a fortiori si nous nous organisons en-dehors et contre ces appareils de contention.

Mais pour appréhender de manière critique et stratégique notre situation dans ce monde, il faut aller au-delà de la critique de la « politique internationale », de la « politique sociale », du contrôle et de la répression...

Partout, l'Etat reconstitue encore et toujours des « fronts » en travers de notre lutte, en travers du mouvement révolutionnaire, pour le canaliser, le diviser, ramener ce qui est possible vers les voies sans issue de cette société et massacer les indomptables : fronts populaires, nationaux, religieux... mais également des « fronts de lutte » destinés à reprendre le contrôle de la lutte réelle et la vider de sa substance subversive, à casser la convergence fondamentale des révoltes de notre classe (au départ de quelque « secteur »

ou préjudice particulier que ce soit) au profit d'une *unification démocratique* qui empeste déjà l'éloge funèbre. Pour saper ces fronts, il nous faut reprendre la critique de cette société à la racine.

C'est à cela que nous tentons de contribuer dans la présente revue, dont le centre de gravité est constitué de deux textes de critique radicale de la démocratie (*Notes sur la démocratie* et *Capital, démocratie, dictature du profit*), d'un texte inspiré par la campagne terroriste internationale actuelle qui se fait appeler « guerre contre le terrorisme » (*Leur paix, c'est le nerf de leurs guerres !*), assorti d'exergues diverses, sur l'Etat Islamique, sur la critique du Capital, sur les Casques bleus, sur le confusionnisme et le conspirationnisme, sur l'essor des Sociétés militaires privées.

Par manque de place, nous réservons à notre numéro suivant en français plusieurs textes en lien direct avec la présente revue : un texte retracant brièvement l'histoire de la contre-insurrection, la traduction du texte *Guerre sociale et toile d'araignée impérialiste en Syrie* (2011-2015) de Prolétaires internationalistes, ainsi que des articles sur la lutte en Amérique latine.

La suite de cette présentation provient de notre dernière revue en Espagnol, axée sur le même thème, avec en commun les deux textes contre la démocratie, issus de discussions conjointes dans les deux langues. Par contre le texte *La paix, c'est le nerf de leurs guerres !* et de ses annexes est postérieur.

Auparavant, il fallait pas mal d'années avant que l'on apprenne comment le terrorisme international d'Etat se coordonnait pour torturer, assassiner et faire disparaître, à présent les choses semblent plus claires, plus vite. L'opération Condor (lancée en novembre 1975), avec l'implication totale des Etats-Unis dans les « escadrons de la mort » de chaque armée

du Cône sud, de même que la contribution décisive de l'Etat français, espagnol... (avec des gouvernements de droite comme de gauche!) dans le terrorisme d'Etat d'Argentine, du Chili, d'Uruguay, du Paraguay, du Brésil, du Pérou... n'a été connue que des années après dans toute sa cohérence, son organisation, ses ramifications. Et jusqu'aujourd'hui, tout cela demeure minimisé par l'idéologie qui identifie exclusivement l'impérialisme aux USA !

Quelques décennies plus tard, le caractère ouvertement terroriste de l'Etat du Capital partout dans le monde est plus difficile à occulter. Il n'y a aujourd'hui plus de doute sur la participation active, durant des décennies, non seulement de chaque ambassade, base ou commando central des Etats-Unis manipulant les forces armées locales au Mexique, en Colombie, au Guatemala... mais aussi des entreprises multinationales, comme Exxon, Chevron/Texaco, Coca Cola, Mac Donald... jusqu'à la complicité d'organisations écologistes telles que la WWF, dans l'organisation des escadrons de la mort et des disparitions forcées. Bien entendu, dans cette imbrication de toutes les couches du terrorisme d'Etat mondial, on perçoit toujours l'importance des forces "nationales" telles que les forces para-poliicières de Uribe en Colombie ou les groupes liés au gouvernement au Mexique, au Guatemala... de

même que la participation permanente de mercenaires "libres" et indépendants, locaux ou "made in USA", qui ont continué à prospérer sous le mandat de l'illustre président Obama, Prix Nobel de la Paix. Ces derniers temps, le terrorisme d'Etat occidental et ses alliances avec « l'islamisme radical » s'est également manifesté de plus en plus ouvertement, en commençant par l'action terroriste d'Israël dans toute la région du Moyen-Orient, en passant par la guerre ouverte imposé par les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et l'OTAN en Irak, Lybie, Syrie, Afghanistan..., en poursuivant avec les attaques terroristes avec des drones dans différents endroits du monde ou encore l'appui, le financement et l'armement d'Al Qaeda, de l'Etat Islamique, de fractions des Talibans...

Mais en dernière instance, c'est la catastrophe du Capital qui est en cause, qui menace la vie humaine partout. La contradiction entre profit du Capital et humanité est toujours plus explosive et il n'est déjà plus viable de faire croire au prolétariat que cela se passe seulement "ailleurs". Partout, le prolétariat n'a d'autre solution que de sortir dans la rue se battre pour sa vie, pour sa terre, pour son eau... Face à cela, la recette générale de tous les Etats consiste à asséner plus de répression, plus de flics, plus de contrôle, partout. Le caractère blindé et assassin

de la démocratie se fait chaque fois plus évident, au même rythme que se vérifie que le taux de profit du Capital tue tous les jours et dans tous les pays.

Il existe pourtant encore l'illusion qu'en certaines régions, la faim sera évitée, que la vie ne sera pas totalement contaminée ou que l'eau continuera à être potable malgré les compagnies pétrolières ou Monsanto; qu'on pourra maintenir des millions d'être humains heureux, que la démocratie continuera à brider ses flics, qu'elle enverra ses militaires faire la guerre ailleurs et qu'elle se maintiendra avec des élections et des jeux.

Mais cela n'est que pure illusion. La catastrophe s'étend absolument à tous les coins de la terre, à tous les êtres humains. L'eau, la terre, les océans, l'air... ne connaissent pas les frontières que le Capital à créées... Bref, c'est bien toute l'humanité qui est menacée. L'être humain n'a pas de futur avec le Capital. La prochaine explosion financière et économique mettra encore plus en évidence l'antagonisme entre Capital et humanité. Le Capital et son Etat n'épargneront rien ni personne. La démocratie montrera partout sa sinistre et profonde réalité de terrorisme d'Etat. Le prolétariat est forcé de s'unifier contre ce nouveau saut dans le vide du Capital, qui signifiera très concrètement plus d'austérité, plus de catastrophe, plus de misère, plus de destruction de la vie partout, plus de guerre et de terrorisme d'Etat...



Contre le terrorisme d'Etat et la guerre impérialiste,
qui sont la seule chose
que l'on puisse attendre
de la société du Capital
et de sa démocratie,
la seule alternative
qui puisse s'affirmer
est encore et toujours
la révolution sociale mondiale.

NOTES SUR LA DEMOCRATIE

1 La démocratie n'est pas une simple question de votes, de majorités, de gouvernements libres ou de décisions collectives ; de la même manière que le Capital n'est pas une simple question de somme d'argent ou un ensemble de machines... tel que l'affirme l'idéologie dominante. Nous qui luttons de toutes nos forces contre la société présente, avons une compréhension historique et sociale très différente du Capital, de la démocratie (ainsi que de bon nombre d'autres « concepts » tel que la « valeur », le « prolétariat », l'« argent », le « parti », le « mode de production »). En effet, pour nous, la compréhension de tous ces concepts diffère totalement de celle vulgairement utilisée par les médias, les universités ou en général par l'idéologie dominante.

2 Il ne s'agit cependant pas d'en faire une question de mots ou de définitions. Il ne s'agit pas de « définir » le Capital, la démocratie ou le prolétariat d'une manière différente, par snobisme ou intellectualisme. Il s'agit, au contraire de mettre en évidence ce que le Capital (la démocratie, le prolétariat...) sont historiquement. Et cela indépendamment de ce qu'en dit l'idéologie dominante, ou plutôt de la manière dont la classe dominante tente de l'occulter. Autrement dit, il ne s'agit pas de donner intellectuellement une définition différente (comme le font les intellectuels quand ils discutent entre eux de questions conceptuelles), mais de mettre en évidence le processus historique réel. Nous tentons d'exprimer, par la voie de la pensée et de la manière la plus claire possible, les processus qui sont vécus dans la pratique. En effet, nous tentons de voir des processus, des énergies, des forces, des directions... là où la logique formelle voit des choses. Pour ce faire, nous insistons sur le fait d'expliquer théoriquement comment le Capital se définit (pour continuer avec cet exemple) dans son processus historique (naissance, développement et mort ; biologie/nécrologie) en tant qu'énergie, en tant

**Pourquoi
ne veux-tu pas
comprendre que
nous sommes dans
une démocratie
et que tu es
un homme
libre ?**



que force. Pour ce faire, nous concevons le prolétariat en tant que processus qui va de sa dissolution à son affirmation en tant que classe (pour l'abolition des classes), en tant que processus qui rompt avec sa déstructuration individualiste et se constitue comme force historique au travers d'une lutte associative accidentée. De la même manière, nous ne cherchons pas la définition de la démocratie selon les idéologues et universitaires mais bien dans le long processus historique de développement de la marchandise, l'atomisation de la valeur, jusqu'à la dictature généralisée de la valeur se valorisant.

3 Par exemple, l'idéologie dominante identifie le Capital à une matière physique en l'assimilant, comme s'il s'agissait de la même chose, à une certaine somme d'argent ou à la machine dont la propriété permet la production (y compris pour les plus marxistes) et la possibilité d'exploiter le travail humain. Pour nous au contraire, le Capital est essentiellement énergie, force, processus. Depuis son origine et au travers de toute son histoire, le Capital est de la valeur en processus de valorisation (développement de la valeur d'échange, de l'équivalent général, autonomisation de la valeur). Avec le temps ce processus s'est affirmé comme le sujet même de la société actuelle dans le sens totalement pratique et concret qui consiste à ce que toutes les décisions sociales sont imposées par son être : maximalisation du taux de profit. C'est justement cette compréhension pratique et historique de notre parti qui permet de capter et agir mieux dans la perspective de la mort du Capital. Elle permet en même temps de mettre en évidence que la compréhension dominante est partielle, intéressée et dérive, à son tour, du féttichisme de la marchandise et plus globalement du matérialisme vulgaire : on ne voit que les « choses » et non les relations sociales qui se cachent derrière les choses. En percevant le Capital pour ce qu'il est réellement, quelles que soient les formes dans lesquelles celui-ci se présente et se cache (somme d'argent, machine, force de travail, marchandise, patron...), son caractère de processus social et historique est mis en évidence et sa nécrologie mise à nu : sa mort apparaît comme nécessaire. Ainsi, la conception du Capital en tant que chose peut être dénoncée pour ce qu'elle est en réalité : une vision partielle et bourgeoise.

4 Il en va de même avec la démocratie qu'avec le Capital (et avec tous les autres concepts – voir encadré). Son assimilation à la liberté de choisir, au supposé meilleur mécanisme de décision sociale basé sur la majorité des participants n'est rien de plus qu'une vision bourgeoise et intéressée. De plus cette vision est limitée (non historique), exclusivement politique (elle n'est ni globale, ni sociale) et prend comme présupposé ce qui, en réalité, est le résultat (relativement récent) d'un long processus historique. On prend appui sur le droit des individus et sur les décisions de ces individus comme si ces derniers avaient toujours existé alors qu'en réalité ces individus sont le produit de siècles d'échange marchand et de séparation violente de l'être humain avec sa communauté originelle. On « oublie » ni plus ni moins que cet **individu libre et démocrate** n'existe pas dans le passé mais qu'il est l'**excrément de siècles de terrorisme d'État**.

5 En effet, la démocratie est l'autre face de l'échange marchand qui est née et s'est développée avec lui. Il est historiquement faux de s'imaginer l'origine de la marchandise dans les individus qui s'échangent. C'est le contraire, les communautés se dissolvent au travers du processus d'échange¹, et c'est ce même processus qui génère historiquement l'individu atomisé. La marchandise, dans son développement historique, détruit la communauté humaine. Et l'argent, en tant qu'unique être commun, se substitue petit à petit à la communauté et finit par occuper sa place. « L'argent en tant que communauté exclut tout autre communauté »². La destruction de toute communauté humaine a été de pair avec l'atomisation sociale et l'apparition historique (la production) de l'individu (libre, égal, propriétaire et en tant que tel capable de vendre et acheter), de l'individu propriétaire et de l'individu vendeur de sa force de travail, ainsi qu'avec la conformation de toute la société à un grand marché. Concomitamment avec cette dispersion individuelle marchande, l'unification « humaine » ne peut surgir qu'artificiellement sur base de libres consentements et de fausses communautés (politiques, culturelles, syndicales, religieuses, raciales, sportives...). C'est cette **atomisation** fondamentale et l'**artifice** de l'union sur des bases faussement humaines qui constituent l'essence de la démocratie. La **démocratie** est à la fois la destruction de l'unité humaine essentielle et la construction de fausses unités pour que « le tout » n'explose pas. Ou mieux dit, la reproduction de l'atomisation jusqu'à l'infini (caractère infinitésimal de l'individu atomisé) et la reproduction caricaturale et absurde de n'importe quel type de communauté fictive en antagonismes permanents (penseurs aux sectes religieuses, aux supporters de football, aux groupes musicaux ou culturels, aux fronts populaires, aux nations...)

1. Nous utilisons le mot échange pour désigner un processus très large de mercantilisation historique de l'être humain qui inclut le crédit, la constitution de pôles d'accumulation d'argent (temples), d'émission de billets, le développement de centres religieux/militaires correspondant à cette évolution.

2. Marx, *Grundrisse*.

A propos des concepts

En réalité, au sujet de n'importe quel concept central, il ne faut jamais croire ce que disent les idéologues du Capital et de l'État, ni prendre le même point de départ qu'eux. Il faut au contraire commencer par se demander comment ce concept a survécu socialement et historiquement et tout devient clair.

Il ne faut pas demander à un curé qu'il définit la religion !

Ni à un léniniste qu'il définit l'antifascisme !

Ni à un scientifique qu'il définit la science !

Ce que disent les ennemis tend invariablement à cacher l'essentiel.

Utilisons ces trois "petits exemples" de concepts falsifiés pour confronter notre propre conception et clarifier ainsi ce que nous disons des concepts tels que le Capital ou la démocratie : la religion, l'antifascisme et la science.

a. Pour savoir ce qu'a été et est la religion, la bonne parole des curés ne sert à rien parce qu'ils partent de manière invariante de dieu comme quelque chose d'existant. Tout ce que disent les curés est orienté pour que nous ne sachions pas qu'il s'agit d'une idéologie pour endormir et assurer la domination, que cela a toujours été l'"opium des peuples". La religion surgit partout en tant que puissance historique d'exploitation et de domination. Partout elle a été et reste essentielle dans l'exploitation de classe, dans la répression et la torture des exploités. Toute présentation de la religion à partir de l'idée de dieu est une occultation en faveur de la domination de classes.

b. De même, ce que peut déclarer un léniniste à propos de l'antifascisme ne peut être utile parce qu'il partira de la légende noire du fascisme écrite par ceux qui ont gagné la guerre. Même le mot occulte la fonction réelle de l'antifascisme ! Non, l'antifascisme n'est pas né, ni n'a été créé pour affronter le fascisme (qui était alors une fraction de la gauche du socialisme), il n'a été que le prétexte ! L'antifascisme est né et s'est développé pour liquider la lutte autonome du prolétariat contre le Capital et l'État. C'est pour cette raison qu'il a tué, torturé, fait disparaître, bombardé des villes, pollué des champs, des rivières et détruit des jungles et forêts, rempli le monde de camps de concentration et travail forcé et alla jusqu'à utiliser la puissance atomique pour exterminer des êtres humains. Comme on le sait, il s'est consolidé en tant que force mondiale avec la macabre alliance entre les forces impérialistes qui se sont opposées dans la dite "seconde" guerre mondiale.

c. Enfin, nous voulons dénoncer comme mensongère la définition de la science que peut donner un scientifique. En effet,

la prétention de la science d'être un ensemble de connaissances " objectives " prouvées, " non dogmatiques "... n'a aucune légitimité. Les connaissances scientifiques sont en réalité les dieux de la science, tandis que ce qui nous intéresse, c'est la fonction sociale de celle-ci. A fortiori, la conception de gauche qui l'excuse et se lamente sur le fait que " le problème est qu'elle est au service du Capital " n'a aucune légitimité. Cette conception demeure prisonnière de ce qu'" ils " disent d'eux mêmes : que la science se définirait d'abord par son objet et ensuite par sa fonction sociale. Non, la science " n'est pas seulement au service du Capital " mais est, de par sa constitution historique, une force historique du Capital. Il en va de même avec toutes les forces productives, elles ont été conçues comme partie prenante de la dictature du Capital. En effet, la science est historiquement, tout comme la religion, une idéologie et une puissance dominante, c'est une force engendrée et développée par le Capital, et ce n'est qu'en fonction de celui-ci qu'elle s'érite en tant que " connaissance ", comme le curé fonde la vérité " en Dieu ". Sa fonction fondamentale dérive de la séparation historique de l'être humain par rapport à lui-même et ses moyens de vie. La clé de la science est la séparation de l'être par rapport à son propre corps, concomitant avec la séparation de la communauté humaine par rapport à la nature, séparation des êtres vivants entre eux et par rapport à leurs connaissances naturelles, directes. Le contact que l'être humain a toujours eu avec lui-même, avec le cosmos, avec la terre, avec l'énergie vitale universelle, a été approprié, réprimé et mis entre les mains de spécialistes : la religion et la science. Le monopole de la violence de la part de l'État s'impose au même rythme que la science et la religion monopolisent ses territoires et ses pouvoirs. Le corps même de l'être humain a cessé de lui appartenir dans la mesure où il a été transformé en objet de la science et, avec le temps en domaine de l'industrie pharmaceutique. Toute connaissance directe est devenue sorcellerie ou hérésie punie des pires tortures. Cette séparation a été, en même temps, consolidation de la connaissance en tant que spécialité, en tant que pouvoir séparé, étatique et, de l'autre côté, prohibition de la connaissance directement communautaire, directement humaine. La persécution des sorcières, la prohibition totale de la transmission de la connaissance ancestrale, les hôpitaux, les prisons consolidèrent la dictature du scientifique et la dictature de la médecine, de la chimie et autres spécialités (soumises depuis le début au profit du Capital). Nous insistons, ce n'est pas seulement que la science est au service du Capital sinon que, comme l'État même ou la religion, la science est une force de domination et d'exploitation depuis son origine et sa supposée " distinction " avec la religion n'a été autre chose qu'une division du travail du même type que l'infanterie, l'artillerie et la cavalerie. Justement, c'est comme force d'oppression que la science a eu et continue d'avoir ses centres de culte et de recherche, ses griffes répressives pour brûler les infidèles, ses financements ouverts et occultes, ses profits juteux et ses mercenaires à sa solde.

6 Rien de plus logique donc que l'idéologie dominante réduise la démocratie à ses aspects politiques et même électoraux. Il y a une cohérence dans l'apologie selon laquelle en démocratie, tout le monde est libre de décider. En réalité, on occulte ici que la réalité historique et sociale de cette liberté de décider, c'est la séparation historique de l'être humain avec ses moyens de vie (expropriation sans fin parce qu'essentielle au Capital : elle a commencé il y a des siècles et elle continue aujourd'hui avec la plus grande violence et terreur étatique jamais connue dans l'histoire!), on occulte que le véritable sujet de la décision c'est toujours la propriété privée et ses déterminations. Ils nous cachent que la phase actuelle, dans laquelle ces **troupeaux de monades** « décident » dans une profonde solitude, unifiés par des fictions diverses et toujours renouvelées (par la terreur d'État), constitue en réalité le résultat de la **déshumanisation totale de l'être humain** (la communauté est la véritable essence de l'être humain). Pour finir, ils nous cachent que ce qui décide en démocratie, ce n'est pas l'être humain mais la dictature de l'économie, la **dictature du profit du Capital**.

7 En abandonnant alors les conceptualisations de la démocratie telle que les démocrates la définissent (un idéal de liberté, d'égalité et de fraternité où les citoyens décident politiquement) et en entrant dans la prosaïque réalité et dans son histoire, la première chose qui saute aux yeux est, comme le disaient les révolutionnaires du 19^{ème} siècle (Marx dans *La lutte des classes en France*), que depuis l'origine, la réalité de cette liberté, égalité et fraternité... est l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie. Ou autrement dit, que ce reflet idéal du marché que constitue la triplète démocratique est un produit historique du développement marchand de la société, dont le fondement historique est l'**exploitation** de l'homme par l'homme garantie par la **terreur** d'État. Exploitation et terrorisme d'État sont les véritables fondements de la production et la reproduction élargie de l'individu atomisé et libéré (séparé, exproprié...) de ses moyens de vie. L'idéologie dominante cristallise ces concepts produits par le monde marchand dans l'égalité et la liberté juridique. Mais cette cristallisation est simultanément **occultation** de ce qui est « imprésentable ». La terreur latente et permanente, qui sépare les êtres humains de ce dont ils ont besoin, apparaît en surface comme conciliation et paix sociale.

8 C'est pour cela que les idéologues et les fabricants d'opinion publique font seulement référence à la démocratie en **surface** de la société, dans la sphère **politique**, car c'est l'unique manière d'ignorer la **réalité de la démocratie en tant que terrorisme social et historique**. De même, ils font référence à l'État en tant que garant permanent de la propriété privée et de toutes les égalités et droits dérivés de celle-ci. Tout l'ordre juridico-démocrate-mondial est édifié sur le fondement de la propriété privée et est garanti par l'État. C'est ainsi que dans la sphère idéologique du droit, les concepts d'égalité et de liberté juridique, clés de la démocratie, semblent surgis de la volonté des hommes (comme si l'homme en tant qu'individu de la société bourgeoise avait préexisté) et non comme

le résultat de siècles de terrorisme d'État. Ce dernier est le composant essentiel dans la démocratie, celui qui prive et continue à priver les êtres humains de ce dont ils ont besoin pour vivre. Le respect de la propriété privée n'est rien d'autre que le **terrorisme d'État socialement consolidé** et la clé de la démocratie en tant que mode de vie de l'espèce humaine subsumée dans le Capital.

9 Dans la sphère politique de la décision démocratique, on affirme exactement les mêmes **fictions** que dans le **marché** parce qu'elles ne sont rien d'autre que son sous-produit ou si l'on veut, son reflet : tous sont égaux et libres de décider tant dans le vote qu'au supermarché. L'opinion et le vote, l'achat et la vente ne sont rien d'autre que l'expression de l'**être atomisé** achetant, vendant. La réalisation de l'« être humain » en tant qu'être mercantile et en tant que démocrate qui décide librement procèdent de la même illusion. Avec cet **impuissant social** qu'est le consommateur-citoyen, la déshumanisation totale de l'être humain se réalise en tant que monade séparée de toute véritable humanité, en tant qu'individu sans aucune sorte de communauté humaine. La communauté de l'individu atomisé ne peut être que communauté **fictive**. Pour cette raison, la véritable communauté humaine ne peut surgir qu'en **contre-position** totale à l'individu, en tant que communauté de lutte contre l'exploitation et l'oppression, en tant qu'**abolition de la démocratie**.

10 La communauté de l'individu atomisé atteint son expression maximale et sa réalisation dans la **guerre entre fractions bourgeois**. La gloire suprême de l'individu atomisé et réunifié démocratiquement dans les communautés fictives du Capital se réalise quand la vie même est sacrifiée dans la guerre, quand on meurt pour la religion, pour la nation, pour le front populaire, pour la guerre impérialiste... En réalité, il s'agit de la guerre généralisée du Capital, parce que le sujet historique effectif qui se reproduit réellement n'est pas les individus (que la guerre consomme), ni les unités fictives (qu'elle utilise comme déguisements), mais bien le **Capital s'autoreproduisant**. En elle, les individus réalisent leur nature profonde de particules tuant et mourant comme des mouches soumises aux fractions patriotiques, racistes, religieuses. Elle est le **niveau supérieur de négation de l'être humain**, le moment culminant du Capital en tant que valeur en procès assurant la destruction pour un nouveau cycle de reproduction élargie. Au plus démocratique serait l'unification des individus dans les communautés fictives, au plus total et achevée peut être la destruction de l'humanité et la réalisation des objectifs fondamentaux du Capital.

11 Bien sûr, quand on arrive à cette extrême destruction généralisée des êtres humains, le **Capital se cache comme sujet**, ce ne serait pas lui, ni sa société qui produit cette impressionnante « barbarie » de la civilisation, mais l'« être humain même », qui « a toujours été égoïste ». Le cercle vicieux et fermé dans l'idéologie du Capital justifie l'enfer même qu'il a créé, tout en accusant ce qu'il détruit (l'humanité). Comme si l'humanité était identifiable à la somme de ces immondes individus citoyens, qui sont en réalité le produit moderne et chaque fois plus inhumain du développement de la société, de la guerre et de la destruction. « L'égoïsme est propre à l'être humain, la guerre se trouve dans la nature humaine », répète l'esclave soumis. Ce qui en réalité est le **résultat est présenté comme la cause**.

Ce qu'est et ce que n'est pas la démocratie

Nous avons toujours voulu exposer la démocratie comme un tout, en incluant tant le terrorisme d'État que le cirque électoral, mais nous constatons souvent que socialement, par "démocratie" on comprend "bon côté" de la chose, le "cirque" et que l'autre côté reste en dehors comme "non démocratie". C'est comme si on alimentait les lions du cirque avec les disparus de Mexico, les enfants de Gaza et les réprimés de Haïti (par les Nations Unies), mais avant qu'ils n'arrivent devant les spectateurs. Pour lui, pour le spectateur citoyen, ce qui compte c'est le bon côté du cirque, le spectacle, c'est en cela qu'il croit, c'est cela qu'il applaudit ; il ne veut rien savoir sur comment les fauves sont alimentés.

Le plus grave c'est que cela continue à se passer "ici et maintenant", dans les discussions de tous les jours. Même quand nous participons à des discussions avec des camarades "révolutionnaires", qui se disent révolutionnaires, de la "gauche communiste", de l'anarchisme et jusqu'aux "insurrectionnalistes"... nous constatons qu'ils opposent démocratie et dictature et qu'ils considèrent la démocratie comme synonyme d'élections libres. Ce n'est donc malheureusement pas seulement la gauche bourgeoise qui croit que la situation mondiale va s'arranger grâce à davantage de développement, davantage de démocratie, grâce à la réalisation des tâches démocratiques mais aussi ceux qui proclament "la révolution" tout en étant réduits au rôle de spectateurs, de citoyens par la société et sa gesticulation quotidienne.

Nous constatons que cette vision, celle du citoyen en général, se trouve bien plus enracinée dans le citoyen des puissances impérialistes. Bien sûr, cette vision n'est pas celle de celui qui est poursuivi et torturé dans n'importe quel endroit du monde. La clé de la domination se trouve précisément dans ce mensonge sur ce qu'est la démocratie. Le citoyen israélien a une vision nécessairement différente de la démocratie que le prolétaire de Gaza qui est bombardé et qui voit ses frères crever et ses maisons s'effondrer. Il voit la réalité de la démocratie comme n'est capable ni même de l'imaginer le citoyen israélien, pas plus que le citoyen argentin, anglais, thaïlandais ou bulgare. Le citoyen français qui votait pour Mitterrand ou pour la droite, ne pouvait avoir la même vision que les torturés en Algérie ou les torturés du Cône Sud (grâce aux

cours de torture dispensés par les généraux français du gouvernement de Mitterrand lui-même!) en Argentine ou au Chili. La grande majorité de citoyens blancs étaisuniens croient que leur démocratie c'est le cirque entre les républicains et les démocrates, ils croient qu'elle n'a rien à voir avec le Napalm sur le Vietnam, le Laos ou le Cambodge et l'opération Condor, organisée par leur gouvernement républicain et démocrate. Mais il est pire encore que quelqu'un qui se dit révolutionnaire fasse la concession de parler de démocratie en tant que synonyme de processus électoral aux USA sans inclure les bombes atomiques contre les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, qu'il prononce ce mot comme synonyme de quelque chose de positif voire de pacifique en oubliant d'y inclure l'armée, les prisons, la torture qui est la caractéristique centrale de cette État. En réalité, plus la démocratie a été exemplaire (comme celle des États-Unis), plus on peut constater de guerres, de militarisme, de bombes sur la population civile dans son histoire. Et c'est aussi sans aucun doute cette démocratie qui a organisé le plus d'escadrons de la mort et de disparitions de personnes sur l'ensemble de la planète.

Le pire de tout est que l'on continue à penser qu'Obama est plus démocratique parce que " il a été élu librement " et pas parce qu'il dirige la puissance de destruction humaine la plus gigantesque de l'histoire de l'humanité. Dans cette opposition, nous pensons que celui qui a le plus de conscience de ce qu'est réellement la démocratie, c'est l'enfant de Gaza, le noir bastonné dans les prisons des États unis ou en Haïti, le torturé et disparu de Mexico, de Colombie, d'Argentine... et que la vision du parfait citoyen, partout, est une vision partielle et illusoire, même si " la liberté de choisir " est une réalité au sein de cette illusion. La clé du citoyen, agenouillé et soumis face aux messes électorales est précisément cette illusion sur ce qu'est la démocratie, revendiquée avec la tant rabâchée " liberté de choisir ".

En tout cas, notre vision de la démocratie, que nous venons de réaffirmer dans ces notes, est celle que ceux qui luttent ont forgé contre sa dictature et non celle que portent les citoyens, les bons lecteurs et autres " animaux domestiques ", comme le disait Rodolfo Gonzalez Pacheco dans ses célèbres " Carteles ".

12 Tout atome de valeur cherche plus de valeur, c'est cela le capital. L'atomisation, l'individu libre et opposé aux autres (dans le marché, dans les élections) contient tous les principes de la valeur se valorisant et par conséquent **la concurrence et la guerre impérialiste**. Les mots d'ordre nationaux et populaires, les calicots de footballeurs, régionaux, nationaux... les sectes, les discours politiques, idéologiques, religieux... ne sont rien de plus que les formes régionales, temporaires dans lesquelles le capital structure à son service (celui de sa propre valorisation) les individus atomisés. Mais au-delà du temporaire, du régional, du sectaire... ce qui est invariant et constant dans la démocratie sociale c'est la **production de l'individu atomisé** et son organisation dans de **fausses communautés**, sa mobilisation dans mille intérêts opposés dans lesquelles meurent comme des mouches les esclaves salariés modernes au nom de l'un ou l'autre dieu, de la patrie, de la droite, de la gauche, de l'unité régionale ou l'autonomie localiste... jusqu'à l'une ou l'autre communauté de tel style musical, d'auto-gestionnistes, d'écologistes ou encore une telle équipe de football. Cela se vérifie depuis les niveaux les plus locaux jusqu'aux grandes corporations mondiales et constellations de puissances impérialistes.

13 Il est certain que la **forme politique** de la démocratie varie beaucoup selon la région ou l'époque. Elle peut être parlementaire, bonapartiste, de droite, de gauche et jusqu'à monarchique (comme en Europe)... elle peut également fonctionner sur base de la volonté populaire (le peuple est précisément la communauté fictive des citoyens unifiées par le Capital!) ou contre elle ; elle peut se développer sur base d'un état d'exception permanent ou d'une perfection citoyenne ; elle peut être un exemple de républicanisme et envoyer dans le reste de la planète des tortionnaires et des assassins ; elle peut être populiste ou oligarchique... Mais il n'existe aucun exemple historique de démocratie qui n'inclut le terrorisme d'État interne ou externe (impérialiste) comme élément essentiel de celle-ci. Quelque soit donc la forme, **l'essence sociale ne change pas dans l'absolu**. Il lui est indispensable de détruire toute communauté d'intérêts et de lutte qui remette en question l'ordre social établit, le Capital. Elle n'accepte d'opposition qu'en son sein, avec ses règles, avec ses partis et ses communautés fictives : elle ne supporte pas la communauté de lutte (négation de l'individu atomisé) qui s'oppose à ses fondements, à ses fictions unificatrices. En opposition à celle-ci, elle montre toujours sa **nature dictatoriale**, parce que cette nature est essentielle à la démocratie ! C'est pour cette raison que dans ce **corps de la démocratie**, on trouve toujours la **terreur d'État**, qu'elle agisse de manière ouverte ou comme menace.

14 Toute opposition entre démocratie et dictature, entre violence d'État et démocratie est une **illusion idéologique** fomentée par le Capital et l'État, promue par la dictature démocratique effective du Capital; elle ne résiste pas à la moindre analyse historique. Cette opposition se base toujours sur le fait d'ignorer la réalité **sociale** de la démocratie étant donné qu'en elle, il est impossible de nier le terrorisme d'État comme fondement historique. Le formalisme politique, l'analyse exclusivement politique de la démocratie (comme si elle n'avait rien à voir avec la propriété privée et la dictature, et qu'il ne s'agissait que d'un mode de décision opposé à un autre) est la clé de la falsification, du piège tendu, opposant la dictature à la démocratie. L'identification moderne de la démocratie à une forme de décision par des élections et des majorités est, soit dit en passant, une autre falsification historique : à Athènes non plus, cela ne s'appelait pas « démocratie ».

15 Dire « mais je préfère la dictature à la démocratie », c'est se faire complice de la falsification. Dans les faits cela équivaut à dire : je préfère être blanc et citoyen des États-Unis que d'être noir et torturé dans n'importe quel pays du monde par les troupes de ce même pays. C'est une « option » seulement pour celui qui se complaît dans la **fausse dichotomie idéologique**. Le prolétariat en tant que classe n'a, ni ne peut avoir cette option. Par contre, il est logique que le citoyen conformiste préfère voter et ignorer que cette même démocratie torture le noir à l'autre bout du monde.



En manque de démocratie !? Non, catégoriquement non !

Nous en avons toujours eu trop, c'est pour cela que nous en sommes là!

Voilà la réponse élémentaire du prolétariat partout!

Que ce soit avec la démocratie ou avec le capitalisme, on nous propose chaque fois **plus de la même chose**. En effet, nos ennemis rejettent toujours la faute de nos maux sur le **manque de démocratie**. Quand un tel diagnostic est effectué, nous savons toujours ce qui s'en suit : invasion militaire, beaucoup de flicage et de terreur d'Etat... pour nous imposer la tant vantée démocratie. C'est comme quand les Yankees et les Français envahirent Haïti pour leur imposer la démocratie ! Et ensuite, tous les autres pays ont suivi, les grands, les petits, au nom des Nations Unies, qui leur ont amené au passage, en plus de la démocratie, le choléra... des centaines de milliers de mort... Et ils continuent à tuer des gens dans les rues pour leur offrir toujours plus de démocratie. Combien de fois nous a-t-on dit que la Bolivie manquait de démocratie et ils ont fait coup d'Etat sur coup d'Etat, élections et cirques... et on continue à dire que la Bolivie souffre d'un manque de démocratie !

C'est exactement pareil avec le capitalisme. Du 16^{ème} au 19^{ème} siècle déjà, le tsarisme avait développé le Capital en Russie et durant toute cette période, les luttes du prolétariat contre le capitalisme et l'Etat étaient réputées dans le monde entier. Durant le dernier quart du 19^{ème} siècle, le drapeau du socialisme **révolutionnaire** s'est imposé, comme dans d'autres pays du monde (Mexique, Argentine, France, Espagne...) en tant que projet antagonique au capitalisme et à l'Etat. C'est à ce moment-là que s'est développée, contre le mouvement révolutionnaire, la théorie politique social-démocrate, qui accusait de tous les maux non pas le capitalisme et la démocratie mais bien le manque de capitalisme

et le manque de démocratie, en soutenant qu'il fallait réaliser les « tâches démocratiques bourgeoises ». Telle a été le rôle de la social-démocratie dans le monde entier : détourner la lutte du prolétariat contre le Capital en une lutte pour le Capital et la démocratie qui étaient, disaient-ils, trop peu développés. En Russie, cela a été le rôle des minorités et des majorités de la social-démocratie que de détourner la rage prolétarienne, dirigée contre l'exploitation et l'oppression, vers la défense du Capital et ses tâches démocratiques. Le leninisme s'est acquitté de ce rôle : progrès considérable du Capital, beaucoup de travail, beaucoup d'Etat, beaucoup de développement des forces productives. Voilà en quoi consistent les fameuses **tâches démocratiques bourgeoises** qui incluaient, évidemment, les millions d'être humains enfermés dans les camps de concentration et de travail forcé.

Non, nous ne manquons pas de capitalisme !
Nous ne manquons pas non plus de démocratie !
La bourgeoisie a déjà effectuées les tâches démocratiques dont elle prétend perpétuellement devoir s'acquitter et toutes ont été invariablement dirigées **contre notre classe** !

Nous en avons assez !
Nous ne supportons pas davantage de Capital, nous ne supportons pas davantage de démocratie, nous ne supportons pas davantage de progrès, ni de progressisme !
A bas le Capital et toute la démocratie !

CAPITAL, DÉMOCRATIE, DICTATURE DU PROFIT

« Vaut-il mieux vivre en démocratie que sous une dictature? »

« *Mieux vaut vivre en démocratie que sous une dictature...* », voilà une affirmation assez courante à laquelle nous voulons répondre ici, parce qu'elle sème confusion et mystification contre la perspective qui est nôtre, celle de la révolution sociale. « Démocratie ou dictature ? » est par excellence une « question-piège », et le piège est à double-fond : son aspect le plus grossier est la question de la préférence, du « choix ». Mais les termes de l'alternative sont eux-mêmes piégés, posés dans les termes dictés par l'Etat, qui impose l'opposition ainsi formulée comme étant la réalité, voire la question sociale ultime, face à laquelle chacun devrait se positionner. Il faut commencer par refuser cette alternative, idéologique, selon laquelle il y a des « États démocratiques » et des « États dictatoriaux ».

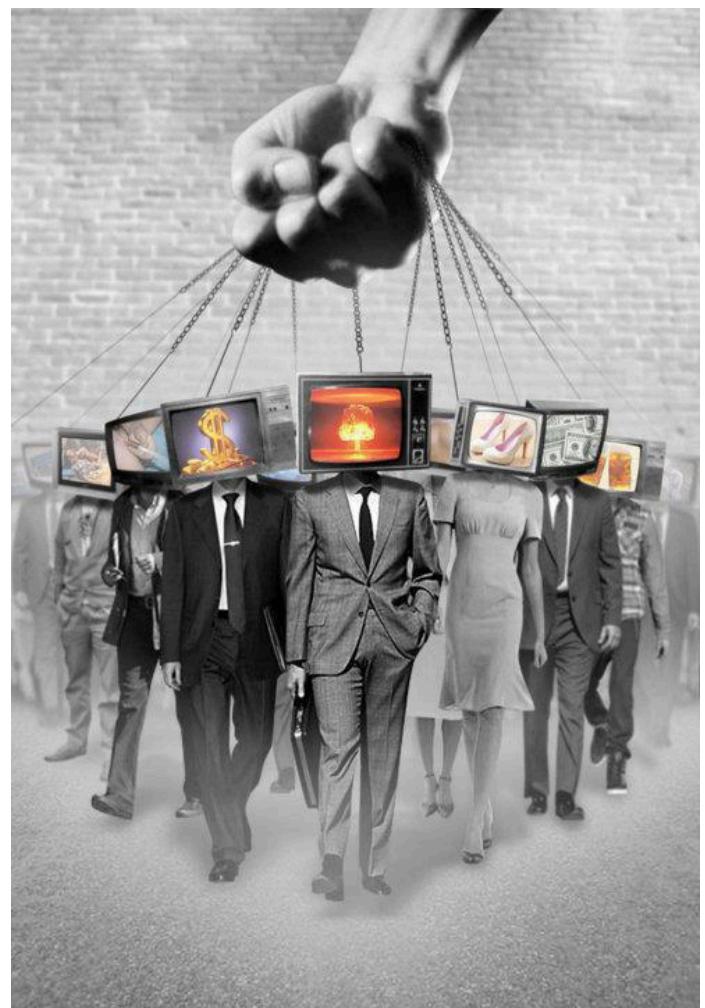
Comme pour tous les aspects de cette société, la question est toujours fondamentalement *sociale*, ne se comprend et ne résoudra que *socialement*. Lorsque nous critiquons l'État, la religion, l'économie... nous les prenons pour ce qu'ils sont à la racine : un *rapport social*, historiquement donné, qui a eu un début et aura une fin. De ce point de vue, tout État quel qu'il soit est l'organisation de l'*expropriation* historique, de notre séparation de nos moyens d'existence, de la destruction de toute communauté humaine. Depuis les débuts du capitalisme, tout État est l'expression en force du Capital, il est la dictature du taux de profit,

quel que soit le mode de gouvernement adopté pour exercer cette dictature. État et Capital sont nés dans le terrorisme et se perpétuent par lui, c'est ce qu'il convient de rappeler lorsque l'on veut parler de la confrontation entre violence étatique et violence prolétarienne.

Toute la « normalité » de la vie sous le Capital est d'ailleurs la cristallisation de ce terrorisme historique, que l'on songe à la violence quotidienne dans ses aspects les plus policiés et intégrés, du réveil matin à la carte de banque en passant par la merde toxique sous plastique qui nous tient lieu de bouffe ou par le flicage technologique généralisé de nos vies, sans oublier tous les aspects de la catastrophe planétaire actuelle, effective et galopante.

Nous reparlerons plus loin de ces deux aspects fondamentaux de la question, d'une

part la raison d'être de l'Etat, généralement confondue avec les modes contingents de gouvernements, d'autre part le terrorisme étatique, sa monopolisation de la force, généralement confondus avec les divers modes contingents d'exercice de cette violence étatique.



Contre la démocratie

La communauté que nous impose l'État (à travers un long processus historique toujours en cours) sous l'apparat juridique de la citoyenneté, c'est la communauté du Capital, c'est la communauté de l'argent, le marché... où nous n'entrons plus en relation que comme *individus libres*. Cette liberté qui nous est présentée comme le plus noble acquis historique de l'humanité et nous appelle au devoir de la défendre les armes à la main en d'immondes boucheries à travers le globe, est en réalité la *perte pure et simple* de l'humanité, le *dénouement* le plus total, le stade achevé de notre *atomisation*. Ironie de l'idéologie bourgeoise : pour justifier au XVII^e siècle l'avènement et la souveraineté de l'État comme l'instrument nécessaire à la « concorde entre les hommes » (en réalité nécessaire à la réalisation du taux de profit), le philosophe anglais de l'époque Thomas Hobbes a décrit un supposé « état de nature » de l'humanité, une barbarie primitive horriante. Nous pouvons affirmer aujourd'hui que la description de cet état mythique n'a en fait rien à envier à ce que l'État bourgeois, le Capital, ont produit *dans la réalité* en termes de guerre de tous contre tous.

Pour nous, c'est cela et rien d'autre, la *démocratie* : le mode d'être du Capital et la *communauté* qu'il nous impose, la communauté de l'argent, des rapports marchands. Cela n'a rien à voir avec un degré de participation à la gestion du Capital, avec un mode de représentation ou de délibération, tout cela n'étant que du spectacle politique et social mis en scène pour mieux assurer l'ordre des affaires et la docilité des exploités. La démocratie est donc plus fondamentale que l'État et les classes (même si ceux-ci l'ont précédée historiquement, bien avant l'avènement du capitalisme) et a fortiori plus fondamentale que tout mode particulier de gouvernement. La revendication de la démocratie « ouvrière », « prolétarienne », « révolutionnaire », « directe » ou « totale », participe autant à masquer ce qu'est en réalité la démocratie que ne le fait l'auto-proclamation démocratique permanente par les États

et partis bourgeois.¹ Affirmer comme nous le faisons que la démocratie est ni plus ni moins que le mode d'être du Capital n'est pas pour nous le résultat d'une démonstration sur le terrain des idées, que l'on pourrait relativiser en lui opposant d'autres idées. Non, c'est la racine de notre condition dans ce monde. Ce point de vue est un point de vue de classe (celui de *notre classe*, le prolétariat) et il s'inscrit résolument dans la perspective de la *destruction révolutionnaire* de cette condition, y compris de notre condition de classe, de la société de classe dans son ensemble, de la démocratie. Le mouvement révolutionnaire n'est pas un mouvement pour la démocratie mais contre la démocratie. *L'humanité ne sera pas démocratique*, car ces termes sont antagoniques.

Or, pour en revenir au point de départ de ce texte, dans des discussions où nous essayons de partir de ces affirmations fondamentales, nous nous voyons souvent opposer des phrases comme celle-ci : « *oui, peut-être théoriquement, mais dans la pratique... mieux vaut vivre en démocratie que sous une dictature* ». Son principal défaut, à la source du malentendu, est de se situer sur un autre terrain, de quitter le terrain social *radical* pour se placer sur un terrain *politique* déjà balisé et déformé par l'acceptation de toute une série de présupposés idéologiques propres à cette société-ci et à sa conservation, terrain mystifié et réducteur, ainsi que nous allons tenter de l'analyser. De plus, l'objection en question est toujours une manière de *relativiser la critique de la démocratie*, sans vraiment l'assumer. Enfin, même si cela n'entre pas dans les intentions de tous ceux qui s'y aventurent, ce terrain est aussi celui de la puissante idéologie du *moindre mal*, par laquelle sans cesse l'État extorque sournoisement une loyauté vis-à-vis de lui, aux conditions illusoires d'une soi-disant « trêve » sociale.

Social et politique

Il n'est pourtant pas impossible, d'un point de vue révolutionnaire, d'analyser et critiquer ce terrain politique qui n'est pas le nôtre, sans perdre la radicalité de notre perspective globale. C'est ce que nous allons tenter de faire à présent, pour répondre à l'objection qui nous occupe ici. Revenons donc à la double « question-piège », celle d'un non-choix entre des termes mal posés.

Nous avons défini la démocratie dans son sens le plus fondamental, comme le rapport social marchand achevé. Le piège du dilemme « *démocratie ou dictature* » vient avant tout du fait de transposer idéologiquement cette question sociale au plan politique, vulgaire, pour poser une *fausse opposition*. Parler de « *démocratie* » et de « *dictature* » passe habituellement pour toucher à des fondamentaux de cette société, à un choix humain fondamental, alors qu'on parle en fait de modes particuliers d'exercice de la dictature démocratique, marchande, et de surcroît on en parle mal, de manière à nouveau vulgairement politique et idéaliste.

Ces modes particuliers d'exercice de la dictature démocratique visent tous à obtenir la paix sociale, par tous les moyens utiles et nécessaires. La confusion commence lorsque l'on attribue ces modes particuliers à des formes d'états distincts, et que l'on recrute pour celui qui serait « plus acceptable » que l'autre. Pour démonter ce mythe, il nous faut avant tout mettre en question cette « paix sociale » elle-même, car elle n'est

1. La critique de la revendication de la « *démocratie* », comme pratique ou idéal au sein même de la lutte, nécessiterait une contribution à part, en la cernant à la fois comme drapeau mystificateur qui portent des luttes et comme idéologie qui bride la lutte. Partir des mêmes fondements que le présent texte permettrait d'approfondir la critique (non pas en soi des assemblées mais) de l'assembléisme, de ses mécanismes de paralysie et de neutralisation, critique qui a connu un nouvel essor depuis la fin des années 1990 à propos des contre-sommets et de divers mouvements comme plus récemment les occupations de places.

pas davantage ce qu'elle prétend être dans le discours de l'État.

La « paix sociale » est pour l'État *l'objectif rêvé*, à savoir la disparition de toute contradiction sociale, la cohésion sociale achevée, le succès total de toutes les fausses communautés (du foot à la nation en passant par les religions, le travail, l'adhésion aux utopies, réformes et alternatives politiques et sociales bourgeois, etc.), ce qui signifie en réalité pour nous la « servitude volontaire » totale et généralisée, au service des besoins de la classe dominante, au service de la valorisation du Capital (c'est évidemment là son non-dit). Lorsque la « paix sociale » existe, ce n'est jamais comme un état statique et achevé : son succès toujours *partiel* et *temporaire* et constitue un moment dans le processus historique permanent de *pacification*, dans le développement historique du terrorisme de l'État et du Capital, continuellement en butte à la lutte de classe (ou à tout le moins à sa potentielle résurgence). Le paradoxe de cette société marchande est que la paix sociale culmine dans la guerre, dans le massacre impérialiste, stade ultime de la cohésion sociale sous le joug des intérêts de l'Etat et de la classe dominante. Puisque l'on nous enjoint à aimer la paix sociale comme si elle n'était pas terroriste, examinons à présent dans les grandes lignes comment l'État agit, comment il exerce

sa violence, selon quelles circonstances, comment il s'organise pour s'en assurer le monopole et maintenir sa capacité à l'exercer.

Au-delà de l'évidence plate et à nouveau très mal posée selon laquelle « on préfère moins de répression à davantage de répression », autrement dit que l'on « préfère » avoir une certaine marge de manœuvre pour militer sans risquer de disparaître au prochain coin de rue ou se faire abattre comme des chiens, sans devoir assumer toutes les contraintes de la clandestinité (et l'on pourrait multiplier les cas de figure)... la fausse opposition « démocratie ou dictature » recouvre en réalité deux dimensions, intimement liées, nous les avons évoquées plus haut : le *mode de gouvernement* et le *mode d'exercice de la violence*.

Modes de gouvernement, unicité du programme capitaliste

En terme de mode de *gouvernement*, ce que l'on entend habituellement par « État démocratique » correspond en réalité, au niveau politique, au « républicanisme », basé sur diverses formes d'organes de délibération « représentatifs » (légitimés par des élections), diverses formes de parlementarisme. Ce que l'on entend vulgairement par

« État dictatorial » correspond plutôt, au niveau politique, au « bonapartisme »², où le mode de gouvernement se trouve davantage concentré entre les mains d'une fraction de l'État. Entre les deux modes, il n'y a pas de frontière imperméable. Tout État peut mêler des aspects de l'un et l'autre mode, glisser de l'un à l'autre et, à tout moment, une partie de l'État peut assumer de manière plus autonome des tâches peu « populaires » que les autres ne peuvent ou ne veulent pas assumer, du moins publiquement. Le passage total ou partiel, temporaire ou prolongé, d'un mode de gouvernement à un autre peut être suscité par la montée de la contestation sociale, mais aussi à l'occasion d'une lutte entre deux fractions bourgeois dans le partage du profit (et donc en fin de compte tout autant contre nous).

A certaines périodes en effet, l'État légitimera le recours au bonapartisme pour rétablir l'ordre, mais cette période est systématiquement préparée durant la période républicaine par les fractions bourgeois se réclamant de la « démocratie », y compris par la répression et l'usage de la torture. En définitive, ce sont toujours les nécessités du Capital qui trancheront, qui porteront au gouvernement la fraction la plus à même d'assurer le taux de profit et la perpétuation de l'exploitation. Lorsque nous parlons de préparation du bonapartisme par la république, au-delà des collusions concrètes (contre nous) entre bourgeois « ennemis », collusions que l'histoire officielle met un zèle particulier à masquer et à nier, c'est fondamentalement parce que la république est déjà une forme sociale basée sur le désarmement et la neutralisation de notre classe, de notre combativité, une dictature exercée « au nom du peuple ».

Nous ne nions pas qu'il y ait des oppositions entre fractions bourgeois « républicaines » et « bonapartiste », qui correspondent à des stratégies étatiques différentes et souvent également à des



2. Terme que Marx utilisa à propos du régime de Louis Napoléon Bonaparte, repris par la suite dans un sens plus général.

intérêts concurrents dans la manière d'extorquer la survaleur, le profit. Mais toute l'idéologie bourgeoise (armée de ses diverses branches plus brumeuse l'une que l'autre, de la philosophie à la psychologie en passant par la sociologie) s'emploie à absolutiser ces oppositions, à les faire passer pour des projets sociaux distincts basés sur des idées à défendre ou à rejeter, une fois encore pour nous faire adhérer au « pire des systèmes à l'exception des autres », selon le bon mot de cet ordure³ va-t-en-guerre de Churchill.

Le républicanisme se targue de son plus haut degré de « participation », de « représentativité », de « délibération », de « pluralisme », d'être plus imprégné de social-démocratie (ce qui n'est pas faux, au sens historique et général de parti bourgeois destiné à mobiliser les prolétaires), et c'est ce qui lui confère habituellement sa plus forte légitimité comme forme d'Etat.⁴ Mais le bonapartisme peut tout aussi bien se prévaloir d'une meilleure cohésion sociale, d'un meilleur équilibre social, d'une meilleure intégration sociale du prolétariat, des exploités, en se réclamant « du peuple », du « vrai peuple », en critiquant le parlementarisme en tant que « tromperie du peuple » au profit de forces sociales dominantes qui tirent les ficelles en coulisses. Le non-dit du républicanisme comme du bonapartisme, c'est que le cadre strict et absolu de ce champ politique, c'est la politique bourgeoise, c'est l'extorsion maximale de survaleur, la paix sociale des prisons et des charniers, la guerre impérialiste. Tout le reste n'est qu'habile cooptation de prolétaires à la perpétuation du monde marchand, en masse comme chair à canon sous les drapeaux, plus sélectivement comme ministres voire même présidents, on en a vus défiler ces dernières décennies.

La violence étatique et ses déclinaisons

Tous les modes de gouvernement bourgeois constituent donc d'une manière ou d'une autre une dictature exercée au nom du peuple sur notre classe et basée sur notre désarmement. Là réside en effet la teneur réelle du fameux « contrat social » : se laisser désarmer, accepter le monopole étatique de la violence, en échange de la « garantie » de son exercice rationnel, mesuré, proportionné, « contre les intérêts égoïstes et pour le bien de tous ».

Une distinction nous semble utile pour décortiquer l'idéologie qui fonde et justifie ce « contrat social », qui nourrit ses mécanismes d'adhésion et favorise la servitude volontaire : c'est la distinction entre *violence intégrée* et *violence ouverte*, qui ne sont évidemment que les deux aspects d'une seule et même violence étatique. Considérons la violence étatique *intégrée* comme la violence contenue dans les rapports sociaux « pacifiés », y compris dans le Droit (qui est la formalisation juridique d'un rapport de force, de la violence historique qui a présidé à l'imposition

de la propriété privée et de l'Etat) et dans l'administration rationnelle des rapports sociaux ; la violence *intégrée* est aussi la violence cristallisée socialement et historiquement dans la soumission, la résignation des exploités, l'être-flic pour soi même et pour les autres. Quant à la *violence ouverte*, on le comprend, elle consiste en l'exercice effectif de la brutalité et de la contrainte physique. Elle existe en permanence, à la fois de manière *potentielle*, mobilisable, par l'entretien et la formation des divers corps de maintien de l'ordre, et de manière *cinétique* car partout l'Etat lâche ses cognes, constraint, expulse ou emprisonne.

Articulons maintenant cette distinction entre violence *intégrée* et *ouverte* avec celle des modes de gouvernement, *républicanisme* et *bonapartisme*. Une erreur courante consiste à faire de la violence intégrée l'apanage exclusif du républicanisme (associée idéologiquement à une certaine « culture de conciliation sociale », à un « exercice plus démocratique du pouvoir ») et de la violence ouverte l'apanage du bonapartisme (communément associé à une forme de « dictature », attribuée à l'expression de tendances « fascistes »



3. Que l'on nous permette d'accorder « ordure » en genre avec l'intéressé.

4. Voir le texte « Contre le mythe des droits et libertés démocratiques », dans le livre *Contre la démocratie* de Myriam Qarmat.

au sein de l'État)⁵. Il est très important de voir que cette séparation erronée n'est pas en soi « intellectuelle » ni dûe au hasard mais s'inscrit dans un *rapport de force* : l'État organise en permanence une *division du travail* (nationale et internationale) dans l'exercice de la violence tout en produisant l'idéologie qui présente cette division de manière « acceptable ». Pour sauver sa face, pour se refaire façade après façade, la bourgeoisie doit en effet se dédouaner en permanence de la « violence aveugle », répudier des « tyrans » ou « dictateurs » qu'elle soutenait la veille, pour mieux continuer à en produire d'autres⁶.

Focalisons-nous sur la *violence intégrée* de l'État puisqu'elle passe pour être la face « moins douloureuse » du terrorisme d'État. Elle est en réalité loin d'être inoffensive et indolore, on l'a vu par ces quelques aspects quotidiens cités plus haut, elle est loin aussi de remplir son rôle mystificateur de « protection contre la violence ouverte ». Tous les États profitent en effet des périodes de relative « paix sociale » pour se préparer à faire face à la lutte, sur le plan juridique et militaire. L'homogénéisation de cette tendance au niveau mondial est assez limpide avec la « guerre contre le terrorisme », en particulier depuis le 11 septembre 2001 à la suite duquel quantités d'États ont recopié dans leur législation et mis en pratique les différents « Acts » nord-américains. Cet exemple majeur montre aussi en quoi il faut s'affranchir d'une vision nationale, pays par pays, de la « paix sociale » et du terrorisme d'Etat, car seul un pays socialement en « paix » dans ses frontières peut envoyer hors de celles-ci des troupes dans des conflits impérialistes ou des opérations de répression.

De plus, on ne peut perdre de vue que tout État exerce en permanence une violence ouverte contre différents secteurs ou couches du prolétariat : contre ceux qu'il maintient (selon les besoins du marché du travail) dans l'illégalité, à la marge de la citoyenneté régularisée, selon la précarité de leurs conditions d'immigration, en les ballottant entre camps et expulsions ; contre les prolétaires les plus incontrôlables (car n'ayant pas grand

chose à perdre) et enfin, évidemment, contre les prolétaires indomptables dans leurs revendications et la manière dont ils s'organisent pour les défendre, c'est bien là un invariant de tous les Etats, à toutes les époques.

D'autres phénomènes, comme l'exasération de la concurrence pour le contrôle de marchés illégaux, provoquent toujours un niveau de violence aigu qui n'est pas officiellement comptabilisé comme tel (le Mexique est ainsi depuis des années, et dans l'indifférence assez générale, le terrain sanglant d'une guerre mêlant polices, milices et trafic de drogue, contrôle de l'émigration clandestine et répression de la lutte, au prix de dizaines de milliers de morts).

Sous le voile pudique de la « paix sociale » sévit également tout le vaste registre sinistre des affrontements entre prolétaires, détournement de la guerre de classe vers la violence sociale fratricide. Ces formes dérivées de violence ne relativisent en rien le *monopole étatique de la violence* car il faut le comprendre ainsi : la violence sociale qui ne remet pas en cause les rapports sociaux et qui résulte au contraire du pourrissement des contradictions sociales peut toujours servir l'État ; par contre, face à la violence qui conteste d'une manière ou d'une autre l'ordre social existant, l'État sort toujours ses griffes. C'est pourquoi la clef de toute révolte est justement de déstabiliser socialement l'appareil de répression, par l'affrontement direct et armé autant que par l'extension du mouvement hors de tout cadre démocratique et sectoriel.

Enfin, une part de plus en plus importante des prolétaires dans le monde vit en taule, avec tout son éventail de contraintes et de souffrances, depuis l'humiliation et les brimades banales jusqu'à la torture en passant par les mesures d'isolement, d'éloignement volontaire par rapport aux familles, les tabassages, la violence entre détenus, les bagnes aux conditions diversement extrêmes. Le statut de prisonnier se double le plus souvent de celui de forçat, vaste pan du marché du travail au rabais⁷.

Tous les secteurs de la production capitaliste fonctionnent en réalité en

permanence sur une base de violence à la fois intégrée et ouverte. Le nucléaire est sans doute le secteur par excellence qui concentre, sous des dehors neutres de fourniture énergétique « propre »

5. Dans le même sens, et cela appellerait de plus amples développements, l'antifascisme est fondé sur la construction idéologique associant *a posteriori* « la démocratie » à « la gauche » et « le fascisme » à « la droite », d'où dérivent les termes excessivement confusionnistes d' « extrême-gauche » et « extrême-droite ». La qualification d'« extrême-gauche » (et ses variantes) permet à l'Etat d'amalgamer « gauche du Capital à prétention radicale » (marxisme-léninisme) et réelles ruptures de classe, pour affaiblir celles-ci et les isoler sur base de critères « dépolitissés » (modes d'action, associationnisme en-dehors et contre la démocratie, illégalité, violence de classe...). Parallèlement, le rôle idéologique de la notion d' « extrême-droite » demeure d'occulter que le fascisme historique a toujours été de gauche, et que la gauche a toujours été pour l'ordre, et ce par tous les moyens. Côté gouvernemental, les dirigeants socialistes n'ont en effet rien trahi ni inventé, pas plus que les autoprolamés « antisystème » et leurs « nouvelles convergences » entre valeurs de gauche et de droite. En politique bourgeoise, rien ne se crée, tout se recycle. Toute cette (re)construction dénote un brouillage délibéré de ce qui se joue contre nous au sein du Parti de l'ordre en terme de complémentarité entre ces « tendances », « courants » ou « familles » politiques soi-disant opposés, nous y reviendrons au travers de quelques exemples historiques.

6. A propos de la production des « tyrans » par la démocratie, voir l'article « *Catastrophe capitaliste et révoltes prolétariennes partout* » dans Communisme n°63 (novembre 2012).

7. La plus grande prison de haute sécurité aux USA, le *Louisiana State Penitentiary*, est surnommée « Angola » parce que sa population carcérale est majoritairement noire et qu'il est établi sur les terrains d'anciennes plantations esclavagistes où le travail forcé des prisonniers jusqu'à épuisement était encore la norme aux XIXème et XXème siècles. Un habitant des Etats-Unis sur 100 est en taule, 3 enfants américains sur 100 ont un parent en taule, et un jeune noir sur neuf est incarcéré ! Le travail des prisonniers et la privatisation du secteur en fait un énorme business, alimenté par les diverses politiques répressives (la soi-disant lutte contre la drogue en est un des principaux filons).

et « pacifique », tous les aspects mortifères de cette société, de la science au militaire en passant par le contrôle des populations, leur abrutissement et leur empoisonnement.

Si l'on y ajoute toutes les guerres officieuses menées pour le compte de multinationales à coups de milices privées ou d'armées régulières pour le contrôle de matières premières, pratiquant l'expropriation des terres et de l'accès à l'eau, la destruction des milieux de vie (déjà bien réduits, appauvris et pollués)... force est de constater en conclusion que pour la majorité des prolétaires dans le monde, la « paix sociale », « la démocratie » ou « l'État de Droit » ne sont déjà dans les faits qu'une abomination, laissant peu de place aux illusions sur leurs bienfaits vantés.

Eu égard à tous ces aspects, nous ne pouvons que dénoncer toute tentation (ou tentative) de marquer une quelconque « préférence » pour une forme de terrorisme étatique qui serait « préférable » à une autre, de perpétuer la croyance qu'il serait de notre recours de la choisir.

«Démocratie ou dictature ?», quelques exemples historiques...

On a appelé a posteriori « antifasciste » le Parti communiste d'Allemagne alors qu'il défila encore avec le Parti nationaliste-socialiste le 1^{er} mai 1933, juste avant d'être rayé de la carte politique. En réalité, le PC cristallisait déjà en Allemagne (comme tous les partis communistes passés sous le contrôle de la IIIème Internationale) la défaite et le désarmement de notre classe après la puissante vague révolutionnaire des années 1917-1923 et il n'a fait qu'ouvrir la voie à une autre forme d'encadrement, celle du Parti nazi, en qui bien des gouvernements mettaient leur confiance pour faire rempart à la Russie stalinienne. L'Etat nazi s'est d'ailleurs amplement inspiré du parti et de l'État stalinien y compris dans ses méthodes de répression (révolution nationale, terreur, flicage social, procès, torture, camps...), comme il a également pris pour modèle le paradigme expansionniste et impérialiste

des guerres coloniales des bons « Etats démocratiques » (dans son expansion à l'Est, Hitler avait notamment pour modèle vénéré le colonialisme britannique dans les Indes). Le fait que dans les années 1930, les militants du PC se soient retrouvés réprimés n'enlève rien au fait qu'ils étaient simplement concurrents dans la mise au pas de notre classe, concurrents sur le terrain d'un projet de cohésion, de contrôle social total, qui EST le projet démocratique de tout État, qui EST le programme par excellence de la démocratie, de la société marchande.

C'est justement ce que l'idéologie antifasciste a brouillé (surtout après-guerre), par sa construction caricaturale (mais rudement efficace) d'un « camp démocratique », social-démocrate, opposé à un « camp fasciste », de droite ou d'extrême-droite, l'important à ce titre n'étant pas le contenu réel mais la polarisation elle-même, comme facteur de mobilisation (exactement comme pour l'opposition des « blocs Est-Ouest », entre « libéralisme, socialisme » et « communisme », polarisation mondiale qui n'a pas survécu au-delà du XXème siècle). Que l'on songe à l'aisance avec laquelle tant de fractions social-démocrates, des stalinien aux libertaires, ont crié et crient encore au « fascisme », contre leurs concurrents bourgeois mais également contre les révolutionnaires conséquents. A ce titre, le Procès de Nuremberg en 1945 n'a pas seulement été un procès classique de vainqueurs contre des vaincus, occultant et réécrivant comme toujours toute l'histoire des alliances et mésalliances mouvantes ayant présidé à cette dite Seconde guerre mondiale, il a aussi été une machinerie inédite et inégalée de production idéologique de masse au niveau mondial, sans doute la plus puissante depuis que l'Eglise catholique avait perdu ce rôle historique, production dans laquelle nous sommes toujours baignés actuellement, dans le grand spectacle géopolitique du « monde libre » et de la civilisation opposés à « la barbarie », à l'« obscurantisme » et au « terrorisme ».

Même en ce XXIème siècle où le « terrorisme » a remplacé le « fascisme » en qualité de repoussoir mobilisateur des



guerres, le nazisme demeure l'étalon bien commode de l'abomination « irrationnelle » et « inhumaine », de la « dictature ». Même des auteurs bourgeois (certes pas les plus vendus) ont montré depuis lors en quoi l'Etat nazi était un Etat moderne au même titre que les autres impliqués dans les deux « camps » du conflit mondial, c'est-à-dire dotés d'une administration fonctionnant sur des critères d'efficacité complètement désincarnés (cela n'a guère changé au niveau des États entre-temps si ce n'est en pire), avec dilution de la responsabilité en une chaîne continue, pouvant s'emparer des pires tâches et planifier sans remous des massacres avec le plus grand dévouement.

La république espagnole est un autre exemple éloquent. Le scénario couramment évoqué, celui d'une guerre civile opposant la république au fascisme, a été non pas le point de départ historique mais la stratégie de destruction du mouvement révolutionnaire, la transformation de la lutte des classes en guerre de front entre camps bourgeois, la défaite organisée de notre classe. La république réprimait déjà les mouvements insurrectionnels dans les années 1930, mais pas avec assez de fermeté au goût des possédants qui ont soutenu la sédition du général Franco. Celui-ci a été qualifié de « fasciste » par les idéologues du « front antifasciste », alors que Franco se présentait comme le garant de l'ordre républicain et aurait répugné à ce qualificatif bien trop athée et socialiste pour son œuvre civilisée et conservatrice. Le soulèvement prolétarien qui était triomphant en juillet 1936 a été canalisé en un front antifasciste (grâce aux bons services de la gauche socialiste, trotskiste, et des anarchistes), par la dissolution des milices dans l'armée républicaine, la neutralisation progressive de toute action directe (comme les expropriations) à coups de décrets, la soumission au productivisme de guerre... Sur les barricades à Barcelone en mai 1937, ce qui reste du mouvement révolutionnaire se retrouve seul face à toutes les fractions du parti de l'ordre organisée dans la république. La CNT appelle à rendre les armes et consacrera avec les staliniens la défaite

de notre classe dans le sang, les geôles et les déportations.

Plus proche de nous chronologiquement, le président chilien « martyr de l'antifascisme » Salvador Allende n'était qu'un socialiste bourgeois qui, ayant échoué à mener à terme sa politique de désarmement et de neutralisation de notre classe, a été éjecté en 1973 par son propre ministre de la défense, Augusto Pinochet (voir dans cette revue le texte consacré à la contre-insurrection). L'habituel débat vaseux sur les « réformes sociales audacieuses contrées par la droite » ne peut nous masquer la réalité fondamentale de ce régime qui n'a pas attendu le coup de d'Etat pour pratiquer répression et torture contre les prolétaires qui refusaient de renoncer à leurs revendications, leur organisation, leur armement, au nom de la construction d'une énième patrie socialiste. Décidément, la soi-disant distinction entre les garanties de l'« État de droit » et l'arbitraire de l'« État de fait » sert bel et bien nos ennemis, en semant la confusion parmi nous.

Ces quelques exemples parmi tant d'autres possibles convergent pour nous dans le sens de refuser ces polarisations entre types d'Etats, entre méthodes de gouvernement, telles que les promeut sans cesse la bourgeoisie pour mieux maintenir la continuité de sa domination de classe. Nous avons tenté de mettre en lumière la dynamique qui les relient.⁸



Question éminemment sociale, la question de la démocratie se résoudra socialement, écrivions-nous plus haut. Du point de vue révolutionnaire, l'identité entre démocratie et dictature est essentielle et non pas contingente ou circonstancielle. On l'a dit, la *démocratie* est le mode d'être du Capital et la communauté qu'il nous impose, où tout n'est qu'atomes en concurrence pour la valorisation. Le moteur du capital, c'est effectivement la valorisation de la valeur, selon son cycle A-M-A', Argent-Marchandise-plus d'Argent, où cette marchandise est la force de travail, seule source réelle de création de valeur.⁹ Ce cycle de la

valeur est *dictatorial* parce qu'il s'impose de manière absolue dans cette société marchande, envers et contre les besoins humains et en dépit de la destruction accélérée des ressources dont le Capital est exponentiellement avide. Même s'il faut toujours des personnes pour incarner le Capital et le gérer, et d'autres encore en nombre pour en assumer les basses besognes d'encadrement et de répression, *personne ne dirige la valeur*. Les bourgeois gèrent la reproduction mortifère d'une société en dernier ressort *déterminée par la valeur*, par la loi d'accroissement de la valeur, ce qui n'enlève évidemment rien à

8. Voir le livre *Contre la démocratie* de Myriam Qarmat. Selon la mystification des « droits et libertés démocratiques », le « citoyen » serait le sujet de ces changements de modes de gouvernement ou devrait se réaffirmer comme tel, comme dans les articles de Constitutions nationales consacrant le droit de s'insurger contre tout « pouvoir illégitime », bâtement invoqués par ceux qui prônent une lutte « légitime », parlementaire (même quand elle se prétend formellement extra-parlementaire ou « indépendante ») et pacifique (y compris quand ils utilisent un moment à leurs fins le prolétariat en armes).

9. Contrairement à ce que d'aucuns prétendent, l'exploitation de la force de travail demeure la seule source réelle de survaleur, de profit, et ce même à l'heure où la productivité éjecte plus que jamais le travail vivant de la production et à l'heure où le capital fictif a pris une place démentielle dans la réalisation du profit, faute de pouvoir encore valoriser suffisamment le Capital dans le cycle complet de la production de marchandises. Les profits colossaux issus du capital fictif, de transactions purement financières, existent certes déjà aujourd'hui comme argent entre les mains des capitalistes, comme richesse abstraite permettant de jouir de richesses matérielles, mais ces profits ne reposent plus sur un cycle effectivement réalisé, ils ne sont que dette, ils ne sont que gages sur une promesse de cycle complet, traités sur un avenir de valorisation qui n'a plus aucun lien avec une possibilité de réalisation historique tangible. La bulle gonfle, les bourgeois s'en gavent comme si tout allait pour le mieux, mais l'inévitable éclatement de la bulle n'en sera que plus dévastateur, entre catastrophe capitaliste et nécessité humaine de la révolution, du communisme, de la communauté humaine sans classes ni argent.

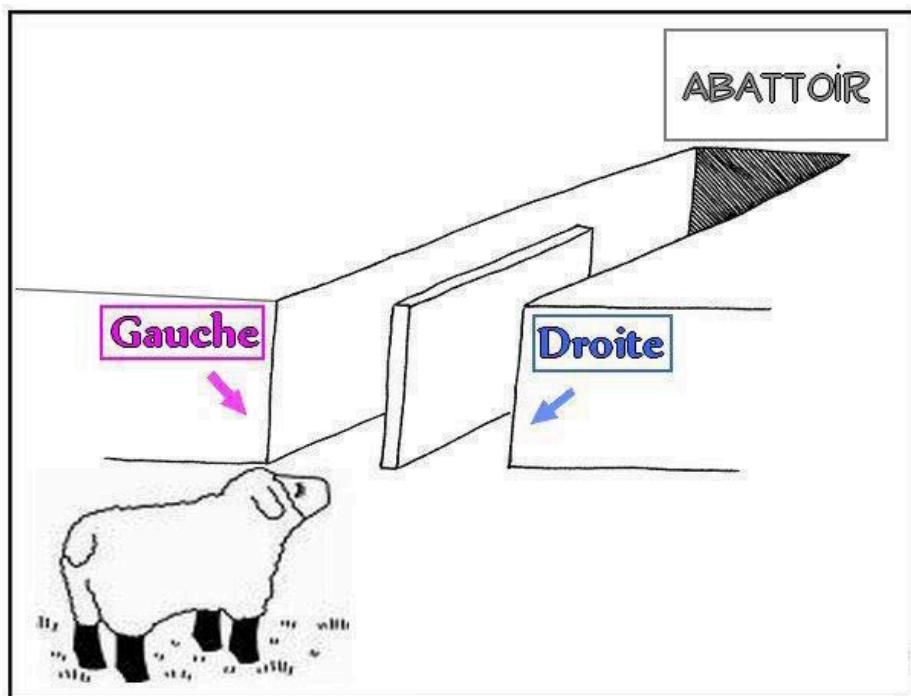
leur responsabilité sociale, soulignons-le pour affirmer qu'il s'agit bel et bien d'une domination de classe. Cette société de production de marchandise est donc bien à la fois *fondamentalement démocratique et dictatoriale*.

Au niveau de la politique bourgeoise, tout se passe comme si cette dictature marchande et démocratique se dédoublait (idéologiquement) selon des pôles, « *démocratique* » et « *dictatorial* ». L'Etat joue de ces formes et se revendique généralement de la démocratie réelle et perfectible : il est en réalité fondamentalement *démocratique* en tant qu'Etat du Capital (ou Capital organisé en classe dominante et en Etat),

mais dans le *sens radical* envisagé ici, et c'est ce qui lui donne doublement tort : quant au contenu réel de son fondement démocratique et quant à la fausse opposition à la « *dictature* ».

Toutes les critiques de la démocratie qui s'en tiennent au terrain politique en dénonçant qu'elle serait « vendue au marché et aux puissants », « pervertie par l'argent, le profit », qu'elle « tendrait sans cesse à la dictature, céderait à la tentation dictatoriale »... continuent en fait à réclamer la « *démocratie réelle* », la « *démocratie pure* ». Nous devons également aller au-delà des critiques qui affirment que « *démocratie* » et « *dictature* » sont les

deux faces (« *démocrature ou dictatice* ») d'une même continuité étatique, voire même, plus clairement, de la dictature du profit, mais qui continuent à distinguer ces formes comme des pôles absous et opposés, qui continuent à confondre les niveaux d'analyse et d'appréhension, à ne pas distinguer clairement le rapport social fondamental et les diverses politiques bourgeoises¹⁰. Puissions nous avoir contribué ici à montrer en quoi aucune critique partielle de la démocratie n'est porteuse d'émancipation, et en quoi la perspective d'émancipation radicale, révolutionnaire, passe par la critique radicale de la démocratie.



10. On peut citer à titre d'exemple d'une telle position critique partielle celle développée en 1979 par Gilles Dauvé (alias Jean Barrot) : « *Le problème n'est donc pas que la démocratie assure une exploitation plus douce que la dictature : chacun préférerait être exploité à la suédoise que torturé à la brésilienne. Mais a-t-on le CHOIX ? Cette démocratie se transformera elle-même en dictature dès qu'il le faudra. L'Etat ne peut avoir qu'une fonction, qu'il remplit démocratiquement ou dictatorialement* ». (Barrot, Jean, « Totalitarisme et fascisme », présentation de l'ouvrage « *Bilan* », *Contre-révolution en Espagne 1936-1939*, éd. 10-18, 1979).

LEUR PAIX, C'EST LE NERF DE LEURS GUERRES !

- **Lutte de classe et « maintien de la paix »**
- **"La France n'est pas le gendarme de l'Afrique" (sic)**
- **Les pièges de la dénonciation**
- **La paix comme sous-produit de la guerre**
- **Désinformation & impuissance**
- **A la paix comme à la paix**
- **Ordre et désordre - les affaires sont les affaires**
- **Analyses économiques versus critique de l'économie politique**
- **In Gold we trust**
- **Islam politique et pseudo-critique du Capital**
- **Quelques repères historiques**
- **Société terroriste et attentats**
- **Les aventures de la « radicalisation »**
- **Soyez « Charlie », et plus vite que ça !**
- **Etat d'urgence et opportunités répressives**
- **S'il fallait conclure... back to the future**

Depuis les récents attentats de Bruxelles, les macchabées gouvernementaux occupent les écrans plats pour nous atterrir davantage dans une stupeur d'esclaves, nous assurant que « nos libertés » et « notre sécurité » sont entre leurs mains, qu'ils y travaillent jour et nuit, qu'il va falloir se serrer les coudes (et la ceinture), se fondre dans leur union nationale sous peine de « faire le jeu du terrorisme qui cherche à nous diviser », que ce n'est donc pas le moment de se plaindre ou de les contredire et qu'enfin, une fois unis avec nos dirigeants dans la même complicité, nous pouvons nous aimer les uns les autres vu que nous sommes tous présumés suspects, même si certains le sont plus que d'autres.

Nous crachons sur eux, non seulement pour la politique qu'ils mènent mais surtout pour la société marchande dans son ensemble qu'ils représentent, perpétuent et défendent, se présentant tous comme l'alternative au pire, comme la solution à la catastrophe qu'en réalité ils approfondissent quotidiennement et dont leur classe tire profit. Enfin, nous ne perdons pas de vue qu'ils ne sont rien, que leur politique n'est rien et les massacres d'ici et là-bas impossibles sans cette complicité générale, sans le soutien des citoyens qui suivent le troupeau, chacun dans son rôle (le croyant et le laïc, le modéré et l'extrémiste, le réactionnaire et le progressiste, le raciste et l'antiraciste, le nationaliste fédéral et le nationaliste régional, l'europeaniste et le souverainiste, le libéral social et le socialiste de marché, le bleu, le rose, le vert, le bigarré et l'arc-en-ciel...). C'est justement cela, la politique de la catastrophe capitaliste : pour nourrir le taux de profit, elle a besoin de spectacle démocratique, de résignation, d'adhésion et de la guerre, et quand la guerre nous explose

à la gueule au coin de la rue, cette politique produit encore plus de spectacle démocratique, réclame encore plus de résignation, encore plus d'adhésion et encore plus de guerre. Les citoyens pleurent, marchent et applaudissent, se croyant « en empathie avec les victimes » alors qu'ils le sont avec toute la machinerie économico-politique qui réclame toujours plus de victimes, dans le monde, au Moyen-Orient, ici.

Dans ce qui suit, nous abordons le terrorisme de l'Etat, non pays par pays, mais du point de vue du rapport de force mondial entre les classes aujourd'hui, du point de vue de l'antagonisme irréconciliable entre la catastrophe capitaliste et l'humanité, entre la société marchande et la lutte révolutionnaire pour son abolition. Ce qui y est dit de la France « post-attentats » de 2015 peut sur l'essentiel s'appliquer à la Belgique, elle-même également engagée dans des opérations guerrières internationales (« Desert Falcon » notamment, avec six chasseurs-bombardiers engagés au côté de la France en Irak et bientôt en Syrie, à la demande des Etats-Unis), si ce n'est sans doute que la paix sociale et la soumission générale à l'idéologie dominante y sont encore un peu plus étouffantes.

En ce moment même se développe en France de manière assez réjouissante la lutte contre la « loi Travail », ce cadeau socialiste rebaptisé « loi Travaille ! », tandis que fleurissent des « loi, travail, abolition des deux » ou « contre la loi travail et son monde » sur les murs des commissariats, des banques, des commerces, des mutualités, des sièges de partis, des Pôles Emploi et des agences d'intérim aux vitrines brisées. Dans les manifestations et en bien des lieux occupés, on voit s'affirmer un rejet pratique des encadrements et séparations habituel-

les, un refus de la dissociation vis-à-vis de l'autodéfense de notre classe (des lycéens aux esclaves salariés, intermittents ou permanents des allocs de misère), l'éclosion de complicités contre la brutalité policière débridée, la dénonciation des syndicats et de leurs services d'ordre, une critique du citoyennisme et de ses apprentis gestionnaires de mouvements, un mépris pour leur tribunes politiciennes, en dépit des diverses idéologies démocratiques qui n'ont pas dit leur dernier mot dans le mouvement, nous ne pourrons y consacrer plus de place ici.

En Belgique, une loi similaire sur le travail est en passe d'être adoptée dans une quasi indifférence, comme si cela concernait une autre planète. Au vu du black-out quasi total des médias en Belgique sur le mouvement en France, il ne nous est pas interdit de penser qu'il s'agit là d'une manière de renforcer cette passivité, une conformation journalistique délibérée à la raison d'Etat, au maintien de la paix sociale sous terreur anti-terroriste. Quant aux syndicats, ils se caricaturent eux-mêmes dans leur empressement à démobiliser tout en déclarant entrer « en guérilla » contre le gouvernement, qui tremble sur ses bases face à l'annonce de quelques « journées d'action » éparses... Pour l'heure ce sont donc plutôt des militaires à la pelle que des manifestations dignes de ce nom que l'on croise en rue, sous « alerte terroriste » depuis novembre 2015. Ce n'est pas officiellement un « état d'urgence » mais le gouvernement planche sur une adaptation aux menaces intérieures de « l'Etat de siège » constitutionnellement prévu pour les guerres. L'arsenal juridique « antiterroriste » sans cesse renforcé et les méthodes policières qui en découlent y sont utilisés comme dans le reste de l'Europe contre les « milieux islamistes » mais aussi contre les organisations kurdes basées en Belgique (à l'incitation expresse du gouvernement turc) et évidemment contre tout ce que l'Etat surveillait déjà auparavant, et plus ouvertement ces dernières années contre des groupes se réclamant de l'anarchie et/ou de la lutte contre les prisons et centres fermés.¹

1. Voir sur le net la déclaration « A propos du procès antiterroriste à venir contre des anarchistes et anti-autoritaires en Belgique » (avril 2016).

Casques bleus

C'est en 1956 que les Casques bleus ont été créés, en tant que forces armées sous commandements internationaux mandatés par l'ONU dans des opérations menées au nom du « maintien ou du rétablissement de la paix et la sécurité internationale ». Depuis lors, les Casques bleus interviennent un peu partout dans le monde. Le but réel en est la protection des « bons » gouvernements, des armées et polices locales contre les révoltes de leurs propres populations, en le maquillant en campagnes humanitaires orchestrées avec des ONG. En 2015, 125.000 Casques bleus étaient déployés dans le monde (soldats et policiers) en provenance de 124 pays, dont les plus gros pourvoyeurs d'effectifs sont l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan et l'Ethiopie, à raison de 8.000 à 10.000 hommes de chacun de ces pays. Cela permet à ces Etats de « pays pauvres » non seulement d'envoyer leurs prolétaires excédentaires en opérations à l'étranger mais de surcroît de bénéficier de subsides de l'ONU par tête de pipe envoyée sous le drapeau bleu de la Paix mondiale. La même année, Barak Obama affirmait à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York que les contingents de Casques bleus « n'arrivaient plus à répondre à la demande » au vu de la multiplication des opérations de police nécessaires dans le monde et notamment en Afrique dite subsaharienne (Mali, Soudan du Sud, Centre Afrique, RDC...), suite à quoi une cinquantaine de pays ont promis 40.000 Casques bleus supplémentaires (parmi lesquels 8.000 soldats chinois, 5.000 colombiens, 1.600 rwandais). Il est à noter que les Etats-Unis contribuent au financement des Casques bleus mais pas le moindre soldat américain n'y participe.

Lutte de classe et « maintien de la paix »

Afin d'appréhender de manière critique et stratégique notre situation dans ce monde, il est d'appareils détours qui peuvent nous éviter de nous égarer. Imaginons-nous un instant regarder la France métropolitaine d'aujourd'hui, la brutalité politico-flicarde de son Etat d'urgence à toutes les sauces, le spectacle affligeant de ses polémiques médiatiques nombrilistes et la grandeur assassine de ses missions internationales... avec les yeux d'un prolo haïtien. En ce début 2016, il enflamme à nouveau des barricades dans les rues de Port-au-Prince avec ses compagnons d'infortune et de lutte, contre le gouvernement, contre les élections, contre les troupes de l'ONU, la fameuse MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti) qui y est déployée depuis 2004 et à laquelle la France participe. Combien de fois notre témoin d'Haïti a-t-il participé à des manifestations et des émeutes sur son île natale depuis

lors, jusqu'à celles d'aujourd'hui ? Il ne pourrait les compter, mais il connaît le nom de tous ses compagnons torturés, assassinés ou disparus, avec le concours de la France.

A l'époque, en 2004, il vivait déjà dans Cité Soleil, l'énorme bidonville de Port-au-Prince, lorsque la MINUSTAH y mena une vaste opération meurtrière, ce qu'elle réitérera dans les années qui suivirent, au prétexte de lutter contre les bandes armées et la violence, tout en y faisant des dizaines de morts. Les casques bleus n'ont d'ailleurs cessé de couvrir la campagne de terreur menée par la police haïtienne dans les bidonvilles, ses massacres, la torture et les disparitions ciblées de militants.

Le séisme de janvier 2010 a bien entendu touché de plein fouet les quartiers pauvres et bousillé encore davantage des conditions sanitaires déjà déplorables, après des siècles d'oppression capitaliste et de tentatives de mater les prolétaires insoumis de cette région. Comme à la Nouvelle-Orléans après le passage du cyclone Katrina en août 2005, les troupes et

milices privées en armes se sont occupées exclusivement de protéger la propriété privée et les stocks, contre l'auto-organisation des sinistrés. Excédés, nos camarades en lutte à Haïti avaient alors monté des barricades... de cadavres². Face à l'extension des émeutes, à l'insuffisance des forces de l'ordre nationales et au risque de défaitisme en leur sein, l'ONU décida d'augmenter son contingent de maintien de l'ordre à près de 9000 soldats et 3700 policiers. S'en suivra l'importation d'une épidémie de choléra (avérée dans divers rapports) qui tuera près de 9000 prolétaires haïtiens et en contaminera 750.000 autres, ce que l'ONU refuse toujours de reconnaître, retranchée derrière sa propre... immunité. Quant aux milliards promis par les Etats-Unis et d'autres pays, le peu qui en est arrivé sur l'île a servi au déploiement d'une pléthore d'ONG et d'organismes d'aides dont il est notoire qu'ils servent avant tout à quadriller le terrain, contrôler, endiguer l'agitation sociale et réprimer toute vie et lutte autonome de notre classe.

Enfin, qui dans les bidonvilles haïtiens a pu prêter la moindre attention aux ofuscations convenues lorsque la presse internationale a révélé en 2015 ce qui était bien connu sur place depuis les débuts de cette mission, à savoir les abus sexuels « transactionnels » (en échange d'argent, de nourriture, d'appareils électroniques, de médicaments, etc.) commis par les Casques bleus sur d'innombrables jeunes femmes, parmi lesquelles beaucoup de mineures, sans parler des cas de viols purs et simples. C'est d'ailleurs une habitude des troupes de l'ONU, c'est reconnu au Liberia, en RDC, au Soudan du Sud, en Côte d'Ivoire... Notre camarade haïtien en connaît donc un morceau sur ce que l'ONU et la France en particulier entendent par « *la restauration et le maintien de l'état de droit, de la sécurité publique et de l'ordre public* », à l'instar de ces prolétaires du Brésil qui ont manifesté et protesté à diverses reprises contre l'engagement massif de l'armée brésilienne dans cette MINUSTAH, qu'elle dirige d'ailleurs. Rien de tel en France, et même si l'armée fran-

çaise n'est engagée qu'assez minoritairement dans ce gros contingent à Haïti, son rôle de gendarme majeur sur le continent africain n'est pas davantage dénoncé de manière un tant soit peu tangible dans l'hexagone.

Au Chili par contre, la lutte en général et la dénonciation des engagements militaires internationaux en particulier ont empêché le gouvernement et l'armée de s'engager dans la répression des prolétaires en Haïti. Nous voudrions également évoquer la lutte qui a empêché en Argentine en 2003 l'organisation de l'énorme manœuvre militaire internationale « Aguila III », vu le lien avec ce qui nous occupe dans la présente contribution.

« Selon le plan, les forces armées des Etats-Unis, d'Argentine, du Brésil, de Bolivie, du Chili, du Paraguay et d'Uruguay devaient participer à cette opération militaire. Aguila III était prévu pour octobre 2003 sur le territoire de Mendoza et San Luis en Argentine.

Le gouvernement des Etats-Unis exigea l'« immunité diplomatique » pour ses troupes. L'objectif déclaré d'Aguila III était la lutte contre l'insurrection, contre « l'ennemi intérieur ». Sa fonction essentielle était évidemment de centraliser, entraîner et préparer l'intervention répressive contre nos luttes. Pour cela, le plan Aguila III prévoyait la participation de conseillers aguerris par l'expérience répressive, et trempés au feu des guerres de répression policière que l'armée des Etats-Unis mène en Irak et en Afgha-

nistan. Ceux-ci auraient supervisé les manœuvres : « *des instructeurs des USA... qui ont l'expérience réelle... dans des évènements récents* », disait le Pentagone.

Dès que le prolétariat prit connaissance de l'existence de ces opérations, il reprit le chemin de la lutte. Dans la quasi totalité des provinces d'Argentine (Mendoza, Córdoba, Capital Federal, Neuquén, Santa Fe, Santa Cruz...), d'importants affrontements contre cette opération éclatèrent. Des comités se créèrent pour centraliser les luttes. Diverses revendications et divers mots d'ordre furent lancés : on revendiqua la solidarité avec les prolétaires qui aujourd'hui même en Irak, subissent cette grande guerre de répression policière contre notre classe, on lança des mots d'ordre contre l'intervention en Afghanistan, on revendiqua aussi la lutte contre les exercices militaires (Unitas 42, opérations navales...), contre le ALCA, contre le FMI... et encore beaucoup d'autres « contre » qui enrichissent la lutte de notre classe. (...)

Ces luttes, totalement passées sous silence par les médias bourgeois tant nationaux qu'internationaux, se situent objectivement dans la continuité de celles de 2001/2002 et renforcent, parmi les rangs de la bourgeoisie internationale, la peur de voir le prolétariat structurer ses luttes de manière beaucoup plus continue. Nous ne pouvons nous étendre ici sur le détail des luttes qui se sont



TERRORISTE

2. Voir notre tract « Haïti : sauver les meubles... du Capital, et laisser crever les prolétaires ! » repris dans notre revue *Communisme* n°62 (décembre 2010).

déroulées de septembre à octobre 2003, mais il nous importait de souligner que le plan Aguila III n'est pas passé ! Les militaires en furent pour leurs frais et n'ont pu faire leurs manœuvres. En Argentine, c'est de cette façon que le prolétariat a affronté "sa" propre bourgeoisie, "son" propre Etat, l'ensemble des Etats (y compris celui des Etats-Unis) qui constituent ses "répresseurs" directs.

C'est un excellent exemple de défaitisme révolutionnaire! »³

Nous insistons sur cet exemple car il illustre à notre sens le fondement (et le non-dit), évoqué en introduction, de la « guerre contre le terrorisme » et de la contre-insurrection en général, à savoir qu'elles ne sont possibles qu'en maintenant suffisamment la paix sociale dans les pays pourvoyeurs de troupes et de tortionnaires, que les citoyens-spectateurs qui se rangent bon an mal an derrière les drapeaux d'union nationale ne sont pas « neutres » car en revendiquant la défense de « nos valeurs et notre mode de vie », ils défendent en réalité les opérations guerrières dont ce « mode de vie » et leur servitude sont les garants. A l'inverse, partout où notre classe défend ses conditions de (sur)vie, non pas comme un statu quo perdu d'avance et encadré syndicalement mais *contre* le taux de profit, *contre* toute forme de sacrifice, *contre* la voracité aveugle et effrénée de cette société de la marchandise, de l'argent, du travail... elle entrave de fait la bonne marche guerrière du monde et ses campagnes de recrutement sous quelque drapeau que ce soit !

3. Extrait de l'article « Et Aguila III n'est pas passé » publié dans notre revue *Communisme* n°56 (octobre 2004). Voir aussi notre texte « Invariance de la position des révolutionnaires face à la guerre (la signification du défaitisme révolutionnaire) » dans *Communisme* n°49 (septembre 1999).

4. Les « luttes de libération nationale » de la décolonisation française en Afrique de Nord se feront plutôt sous drapeau laïque mais la carte religieuse y ressortira dans les années 1990 et accompagna plus récemment l'enterrement du « printemps arabe », nous y reviendrons plus loin.

« La France n'est pas le gendarme de l'Afrique » (sic)

« Le peuple français est une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein... Ils regardent le Coran, l'Ancien Testament et l'Évangile, comme des fables... Dans peu, des troupes aussi nombreuses que redoutables s'avanceront par terre, en même temps que des vaisseaux aussi hauts que des montagnes couvriront la surface des mers... Il vous est, s'il plaît à Dieu, réservé de préside à leur entière destruction ; comme la poussière que les vents dispersent, ils ne restera plus aucun vestige de ces infidèles : car la promesse de Dieu est formelle, l'espoir du méchant sera trompé, et les méchants périront. Gloire au Seigneur des mondes ! » (Manifeste « du Grand Seigneur » diffusé en Égypte lors de la révolte du Caire contre l'invasion napoléonienne, 1798).

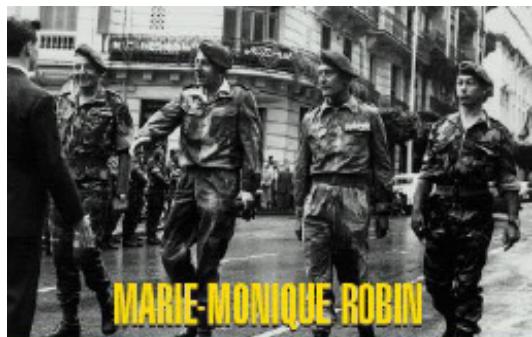
On aurait pu croire ce texte écrit par l'*Etat Islamique* dans sa revendication des attentats de Paris en novembre 2015. Cela nous rappelle que les ambitions de la France de régenter des territoires d'outremer ont depuis longtemps suscité des réactions pour le moins hostiles. La révolte du Caire sera réprimée dans des flots de sang par les troupes impériales, déjà au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Cela nous rappelle également à bon escient que ce drapeau universaliste bourgeois brandi par les armées françaises de l'après 1789 a nourri en miroir d'autres encadrements idéologiques, en l'occurrence l'anti-occidentalisme musulman moderne, empêchant déjà que les révoltes contre l'occupant occidental ne prennent une tournure de classe⁴.

Aujourd'hui en France métropolitaine, il est plutôt de bon ton de polémiquer sur l'opportunité de telle ou telle intervention française, quand tout a déjà été orchestré pour la faire paraître incontournable et rendre sa contestation anecdotique : *ressortissants à sauver, drame humanitaire à gérer, armées rebelles, terroristes et sanguinaires à repousser, dictateur à évincer, élections à sécuriser, petits contrats*

à signer...

Le président français François Mitterrand affirma en 1982 que « *La France n'est pas le gendarme de l'Afrique* », au début de ses deux septennats qui connurent justement pas moins d'une vingtaine d'interventions militaires françaises sur ce continent.

Ce rôle est plus que jamais confirmé actuellement, avec trois bases permanentes (Djibouti, Sénégal, Gabon) auxquelles on peut ajouter les opérations pérennisées au Tchad (depuis 1986), en Côte-d'Ivoire (depuis 2002) et en République centrafricaine (depuis 2007), et une série impressionnante d'autres Opex (opérations extérieures) de durées diverses. Partout se confirme la symbiose entre soutien aux régimes, maintien de l'ordre et intérêts commerciaux français (armement, infrastructures, industries nucléaire et minière, concessions pétrolières et autres matières premières stratégiques...). Selon les mécanismes bien connus et établis de la « *Françafrique* », les chefs des Etats liés à la France par des accords de coopération politico-militaires bénéficient aussi de



MARIE-MONIQUE ROBIN
**ESCADRONS DE LA MORT,
L'ÉCOLE FRANÇAISE**



Excellent étude historique sur les conseils et l'enseignement prodigués par l'Etat français en matière de terrorisme d'Etat et particulièrement dans la formation des Escadrons de la mort dans le Cône Sud de l'Amérique.

l'appui personnalisé des services secrets français, pour la formation de leur garde rapprochée et de leurs propres tortionnaires, de même que pour la surveillance des opposants en exil sur le territoire français. Anecdote révélatrice de cette vocation de l'Etat français, lors de l'explosion en Tunisie en janvier 2011 de ce qui allait sous peu être appelé « printemps arabe », la ministre française des Affaires étrangères de l'époque Michèle Alliot-Marie avait réagi en proposant aux gouvernements tunisien et algérien « *le savoir-faire des forces de sécurité françaises* » pour « *régler ce genre de situations sécuritaires* », ce qui fut jugé un peu trop franc de la part de ses confrères.

Vautré devant un écran plat en France métropolitaine, on peut voir dans tout cela quelques échanges de bons procédés plus ou moins contrôlés démocratiquement, un moindre mal, du pragmatisme commercial et un peu d'humanitaire pour la bonne conscience, ou encore la fatalité des « conflits interethniques » et le développement du « terrorisme islamique » face auxquels on ne peut rester les bras croisés et à la source desquels la France et ses hommes d'affaires n'ont évidemment jamais rien à voir, accès interdit aux coulisses du spectacle... Mais comme pour Haïti, le voir sur le terrain avec les yeux de prolétaires de ces pays ne laisse aucun doute sur le caractère à la fois impérialiste et contre-insurrectionnel organisé et assumé de cette activité militaire française massive⁵. Le *Commandement des Opérations Spéciales* (COS), créé

5. Sans autre précision, nous utilisons « contre-insurrection » au sens littéral pour désigner l'objectif principal d'opérations militaires (ici sous drapeau de l'ONU), à savoir de reprendre le contrôle d'une situation insurrectionnelle, d'écraser la lutte de notre classe. Comme nous l'explicitons dans un texte consacré à ce sujet dans notre prochaine revue, le rôle et la mission de contre-insurrection ne s'arrêtent pas lorsque notre classe a déjà perdu son autonomie, dans un front de « libération nationale » ou une « guerre populaire », lorsqu'il ne s'agit plus d'une insurrection telle qu'entendue de notre point de vue de classe. L'Etat et ses commentateurs ne s'embarrassent évidemment pas de cette distinction et pratiquent au contraire la confusion et l'amalgame parce que c'est une arme de plus dans leur combat.

L'EI, éléments historiques...

L'organisation *Etat Islamique en Irak* a été fondée en octobre 2006 par *Al-Qaïda en Irak* (dont l'*Etat Islamique* se dissociera) et cinq autres groupes djihadistes, rassemblés dans le *Conseil consultatif des moudjahidine en Irak*, suite au renversement de la fraction sunnite au pouvoir, mené militairement et politiquement par l'occupant américain dès 2003, ainsi qu'au « licenciement » de l'armée irakienne baasiste, dont bien des cadres formeront les état-majors des organisations islamiques rebelles. On oublie que le scandale du traitement des prisonniers dans la prison d'Abou-Ghraib n'était qu'un aspect rendu visible de toute une politique de terreur menée par l'armée US et ses alliés locaux, avec des centres de tortures et des escadrons de la mort, très actifs dès 2004 contre l'insurrection que suscita l'occupation et contre les fractions écartées et donc hostiles au nouveau pouvoir. Beaucoup de futurs membres et cadres de l'*Etat Islamique en Irak* se sont côtoyés dans les geôles de l'occupant américain et ont dû échapper dans la clandestinité à la traque impitoyable du nouveau pouvoir.

La volonté de se territorialiser distingue l'EI des autres groupes djihadistes. Au terme d'une relative éclipse entre 2009 et 2012, l'EI profite du départ des troupes américaines, du désintérêt du nouveau régime de Bagdad pour la population et de l'absence d'emprise réelle sur le territoire de la part du pouvoir irakien pour prendre la main. L'EI procédera de même en Syrie à la faveur du retrait des troupes régulières dans de larges pans insurgés du territoire. C'est d'ailleurs en avril 2013, suite à l'extension de ses opérations et de sa zone de contrôle en Syrie, que l'*Etat Islamique en Irak* devient l'*Etat Islamique en Irak et en Syrie* (Shâm) qui se traduit aussi par « Levant » (EIIL, ISIS en anglais). Dans la suite du texte, nous utiliserons Etat Islamique (EI) pour désigner l'EIIL. Quant à l'appellation arabe Daech, elle a surtout été vulgarisée pour éviter de parler d' « Etat » à son propos. L'EI n'est pas la seule organisation djihadiste active dans la région : il y aussi son concurrent le *Front al-Nosra*, représentant d'*Al-Qaïda en Syrie* (soutenu officieusement par Israël, selon diverses sources), et la nébuleuse de mouvements *Jaish al Fatah*, tous deux soutenus par l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, au départ dans le but de se débarrasser du régime de Bachar El-Assad et de rétablir une mainmise sur les zones dont le régime avait perdu le contrôle. S'y ajoutent de nombreuses milices chiites soutenues par l'Iran.

en 1992 et placé sous les ordres direct de la présidence française, est à la tête d'une troupe d'élite de 3.000 hommes ; croira qui voudra que ce sont des enfants de choeur qui passent leur temps à distribuer des biscuits militaires aux populations qui les accueillent à bras ouverts...

Enfin, contournons ce cimetière marin pour migrants qu'est devenue la Méditerranée sous les caméras et miradors de Frontex pour nous tourner vers le Moyen-Orient : l'Afghanistan des années 2000 a été un défi pour l'armée française en matière de contre-insurrection, surtout à partir de 2009 et la constitution de la « Task Force Lafayette », et cet engage-

ment est devenu un cas d'école faisant l'objet de réflexions et d'analyses dans les sphères militaires. Le gros des troupes a été retiré en 2012 mais sans mettre fin toutefois à l'activité militaire française de terrain et de supervision. Après la guerre en Libye en 2011 (aux côtés des USA, du Canada et du Royaume-Uni, avec la bénédiction très souple de l'ONU), l'année 2013 a vu se succéder et se chevaucher les interventions militaires françaises au Mali (opération Serval puis Barkhane), en République centrafricaine, puis en Irak en septembre 2014 et en Syrie depuis 2015, opération toujours en cours « contre l'Etat Islamique ».

Les pièges de la dénonciation

En novembre 2015, suite aux attentats à Paris revendiqués par l'EI, la plupart des critiques et polémiques sur « le rôle de la France » sont circonscrites au lien avec cette dernière opération en Syrie, ce qui est un peu court de vue⁶. De plus, et c'est là le plus important idéologiquement, beaucoup de critiques, même celles à contre-courant et hors cadre strictement social-démocrate, se contentent de renvoyer dos-à-dos les *méthodes terroristes* de deux Etats, Etat français et EI, de dénoncer au passage le cynisme géo-stratégique et les enjeux économiques tapis derrière les drapeaux idéologiques (démocratie, religion, etc.). Puis est venue la vague de dénonciation des abus de l'Etat d'urgence ou, plus clairement, de sa nature délibérément répressive sous prétexte d'antiterrorisme, a fortiori dans les quartiers et cités « sensibles ». Voilà qui occupe à présent une bonne partie de la presse contestataire et militante... Nous ne disons pas qu'il n'y aurait là rien à dénoncer, rien à mettre en lumière sur la nature et l'activité de l'Etat (nous y reviendrons d'ailleurs plus loin) mais il faut quand même se rendre compte aussi que ces thématiques, ces recensements ont très vite pris le pas sur toute autre démarche critique, sont devenus un voile, une épaisse tenture devant laquelle se ravive tout un activisme « anti-répression ». C'est classique, et comme dirait ce bon vieux Sun-Tsu : c'est l'ennemi qui a choisi le terrain, il sait qu'au plus on s'y agite, au plus on s'y enlise. Et nous ne parlons pas ici de l'énergie déjà inévitablement mobilisée pour soutenir les camarades tombés entre les griffes policières et judiciaires, pour se défendre dans ce cadre face à l'Etat, pour échapper à la taule ou en sortir.

Dans ce contexte, la focalisation sur l'usage et la prolongation de cet « Etat d'urgence » continue à aliéner d'une compréhension historique plus globale de l'action anti-subversive de l'Etat, en masquant ce qu'impose depuis des lustres l'Etat français à nos camarades en lutte dans le monde, en esquivant aussi l'importance de la paix sociale, de la dissociation ici avec les luttes en cours à travers le monde, dans la conso-

Le « Moyen-Orient ».

Il y a un siècle, en 1916, en pleine guerre mondiale, les gouvernements français et britanniques concluent avec l'aval de la Russie l'accord secret signé par les Ministres Cambon et Grey (préparé par leurs représentants Sykes et Picot) sur le partage des restes de l'Empire ottoman, qui s'était allié aux Austro-hongrois et aux Allemands. Ce partage, qui rappelle la Conférence de Berlin de 1885 sur le partage de l'Afrique, est officialisé dans le Traité de Sèvres sous la forme de protectorats français et britanniques placés sous l'égide de la Société des Nations : Arabie, Liban, Palestine, Syrie... L'Irak est créé par les Britanniques en 1923, et en 1926, le Traité de Lausanne divise le Kurdistan entre la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie.

Le Moyen-Orient (« Middle-East », néologisme anglais de l'époque) et ses frontières étaient nés, avec pour enjeu majeur l'exploitation de l'or noir et la domestication de la main-d'œuvre nécessaire à cette noble entreprise, à l'époque où cette ressource est devenue stratégique pour le développement capitaliste. Toute la suite de l'histoire de ces Etats et de ces régimes sera à l'avenant, dictée internationalement par les rapports de force impérialistes, le froid calcul marchand et le souci de tuer dans l'oeuf toute velléité de révolte de notre classe. Ainsi en a-t-il été de la création de l'Etat d'Israël en 1948, ainsi du champ de bataille du Liban, ainsi de la longue et massacrante guerre Iran-Irak dans les années 1980 (comme par hasard dans la foulée de la neutralisation de l'insurrection en Iran par le régime de l'ayatollah Khomeini), ainsi de l'écrasement de l'insurrection en Irak en 1991 par les troupes spéciales de Saddam Hussein, sous l'œil bienveillant des GI américains, ainsi enfin de la seconde guerre du Golfe en 2003 et plus récemment de la Syrie.

lidation du rôle contre-insurrectionnel international permanent de l'Etat français (et le cas est transposable, toutes proportions gardées dans un sens ou l'autre, à bien d'autres Etats). « Paix sociale » ne veut pas dire qu'il ne se passe *rien*. Pour toutes celles et ceux qui voient se déchaîner plus que jamais la flicaille contre les luttes sociales, contre les grèves, les occupations, les atteintes à la sacro-sainte propriété privée... notamment dans le mouvement en cours contre la « loi Travail », il n'y a aucun doute sur le bon usage répressif de « l'état d'urgence », justifié au nom de la sécurité nationale et de la liberté des citoyens. Mais cela ne doit pas nous ôter de la vue que pour toutes celles et ceux qui reçoivent depuis longtemps des balles et des bombes françaises (ou de l'OTAN) dans leur chair, le soudain « nous sommes en guerre » du chef de l'Etat français suite à un soir d'attaques sanglantes dans Paris n'est qu'une lointaine arrogance de plus, dans la fureur de la mitraille estampillée « Patrie des Droits de l'Homme », appellation d'origine contrôlée.

Il est dommage que le philosophe français galonné Bernard-Henri Lévy ne se rende guère plus en Libye, il pourrait nous rapporter les bienfaits de ce à quoi il avait très médiatiquement concouru : l'intervention militaire franco-britannique main dans la main avec Al-Qaïda pour se débarrasser à la fois de Khadafi et des révoltes contre son régime, tout en mettant la main sur des puits de pétrole. Dans le chaos guerrier qui s'en est suivi, c'est à présent une fraction affiliée à l'EI (3000 à 5000 combattants) qui s'y est installée, prenant en juin 2015 le contrôle de la ville côtière de Syrte et menant une offensive en ce début 2016 dans le « croissant pétrolier » lybien.

6. A contre-courant, un tract dénote avec force, même s'il reste sensiblement « franco-centré », c'est « Ni de leur guerre ni de leur paix ! », signé « un mauvais sujet, ennemi de la République et de tous les Etats », Paris, 14 novembre 2015. Voir page suivante.

NI DE LEUR GUERRE, NI DE LEUR PAIX !

« Nous devons anéantir les ennemis de la République... et déchoir de la nationalité ceux qui bafouent ce qu'est l'âme française »

Manuels Valls, Premier ministre,
14 novembre 2015

S'il faut reconnaître une certaine continuité à la République française, c'est bien celle des assassinats de masse. De la Terreur d'Etat de 1793-94 qui a justement donné naissance au mot *terrorisme* jusqu'à l'écrasement des insurgés de 1848 et de ceux de la Commune de 1871 ; de la colonisation ou la déportation des Juifs permise par des fichiers antérieurs jusqu'aux massacres de manifestants algériens en 1961 en plein cœur de Paris, toutes les Républiques françaises ont massacré sans compter pour que des puissants continuent de dominer et d'exploiter tout le monde. La République française est une montagne de cadavres dont l'ordure qui en constitue le sommet n'a pu se maintenir en place qu'en écrasant ses véritables ennemis, les révoltés et les révolutionnaires qui se sont battus pour un monde de justice et de liberté. L'*'âme française'*, si cette connerie sans nom pouvait jamais exister, serait un placard bourré à craquer de voix criant vengeance contre les bourgeois, les politiciens, les flics, les militaires et les curés qui les ont piétinées pour asseoir leur pouvoir.

Ah, mais tout ça c'est du passé. Non ? Des décennies de participation citoyenne, d'intégration marchande et de dépossession généralisée ont-elles vraiment fait oublier à ceux qui gardent encore un brin de sensibilité, que tirer dans le tas n'est pas l'exclusivité de lointains terroristes ? Que depuis quelques années l'Etat français a fait son grand retour sur la scène internationale du terrorisme étatique, en multipliant ses attaques militaires aux quatre coins de la planète (Libye, Mali, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Somalie, Centrafrique, Irak, Syrie). Le prétexte change à chaque fois, mais les raisons restent les mêmes : garder le contrôle de ressources stratégiques, gagner de nouveaux marchés et zones d'influence, préserver ses intérêts face à ses concurrents, éviter que des insurrections ne se transforment en expérimentations de liberté. Et s'il en était encore besoin, des avertissements sont même lancés pour prévenir les indolents que cette logique de guerre ne connaît pas de limites territoriales : la mort d'un manifestant l'an dernier à Sivens ou les corps criblés d'éclats de ceux de Notre-Dame-des-Landes et de Montabot rappellent que les grenades offensives en kaki n'hésitent pas, *ici non plus*, à être lancées contre des foules pour semer la terreur.

Car qu'est-ce que le terrorisme, sinon frapper dans le tas de manière indiscrimnée pour tenter de préserver ou conquérir le pouvoir ? Un peu comme le font les riches en tuant et mutilant quotidiennement des millions d'êtres humains au travail au nom du fric qu'ils tirent de leur exploitation. Un peu comme le font les industriels et leurs laquais en blouses blanches en empoisonnant durablement toute vie sur terre. Un peu comme tous les Etats qui enferment et torturent à petit feu les exclus de leurs paradis marchands

et les rebelles à leurs lois en les enfermant entre quatre murs pendant des années. Un peu comme ces grandes démocraties qui ont fait de la Méditerranée un cimetière peuplé de milliers d'indésirables ayant eu le tort de ne pas disposer du petit bout de papier adéquat. Mais la paix de l'Etat et du capitalisme est à ce prix. La paix des puissants, c'est la guerre contre les dominés, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Le 13 novembre à Paris, la règle du jeu a été respectée. Qu'il se baptise islamique ou république, califat ou démocratie, l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire une puissance autoritaire dont la violence de masse s'applique contre tous ceux qui ne se soumettent pas à son ordre souverain. L'un des principes de tout Etat est de ne reconnaître que des sujets. Des sujets qui doivent obéir à des lois dictées d'en haut, c'est-à-dire tout le contraire d'individus libres qui peuvent s'auto-organiser sans dirigés ni dirigeants. Des bombardements de Dresde et Hiroshima jusqu'aux villages du Vietnam passés au napalm ou ceux de Syrie sous des barils de TNT, les Etats n'ont jamais hésité dans leurs sales guerres à sacrifier une partie de leur propre population, ou celles de leurs concurrents. En frappant des passants parisiens au hasard pour punir leur Etat, les petits soldats de Daech n'ont fait que reproduire l'implacable logique de leurs concurrents. Une logique terrible, aussi terrible que peut l'être tout pouvoir étatique

L'état d'urgence décrété en France depuis hier, mesure de guerre intérieure d'un gouvernement qui place le pays en adéquation avec sa politique de terrorisme international, n'est qu'un pas de plus dans la praxis de base de n'importe quel gouvernement, visant à la normalisation forcée de la vie, à sa codification institutionnelle, à sa standardisation technologique. Parce que si l'Etat regarde le futur, que voit-il ? Des cracks économiques, un chômage de masse, un épuisement des ressources, des conflits militaires internationaux, des guerres civiles, des catastrophes écologiques, des exodes de population... Il voit en somme un monde toujours plus instable, où les pauvres sont toujours plus nombreux et concentrés, un monde suintant de désespoir, qui se transforme en énorme poudrière, en proie à des tensions en tous genres (sociales, identitaires, religieuses). Un monde où l'allumage de la moindre étincelle, quelle qu'elle soit, ne doit pas être tolérée par une démocratie toujours plus totalitaire. Alors, tout comme « citoyen » est l'autre mot pour « flic », la « guerre au terrorisme » signifie avant tout la guerre contre tous ceux qui rompent les rangs du pouvoir. A tous les insoumis de la pacification sociale, à tous les déserteurs des guerres entre puissants et autoritaires, sabotons l'Union nationale...

*Un mauvais sujet,
ennemi de la République et de tous les Etats*
Paris, 14 novembre 2015

Affirmer que « tous les Etats sont terroristes » est déjà plus clair mais pour démontrer le couple infernal « terrorisme - antiterrorisme », il ne suffit pas d'utiliser des formules comme bouées en surnageant à la surface houleuse du mainstream médiatique occidental qui produit à la chaîne des « points zéro » de l'histoire (après le 11 septembre transatlantique, à présent le Charlie Hebdo parisien...), non, il faut repartir plus globalement, plus fondamentalement du terrorisme de ce mode de production, de ses rapports sociaux, de ce terrorisme fondamental dont l'Etat est le dépositaire et l'exécutant, et enfin de la configuration de la lutte des classes (et de la paix sociale qui en est la glaciation) qui permet à des Etats comme la France d'assumer leur rôle de gendarme contre-insurrectionnel dans le monde.

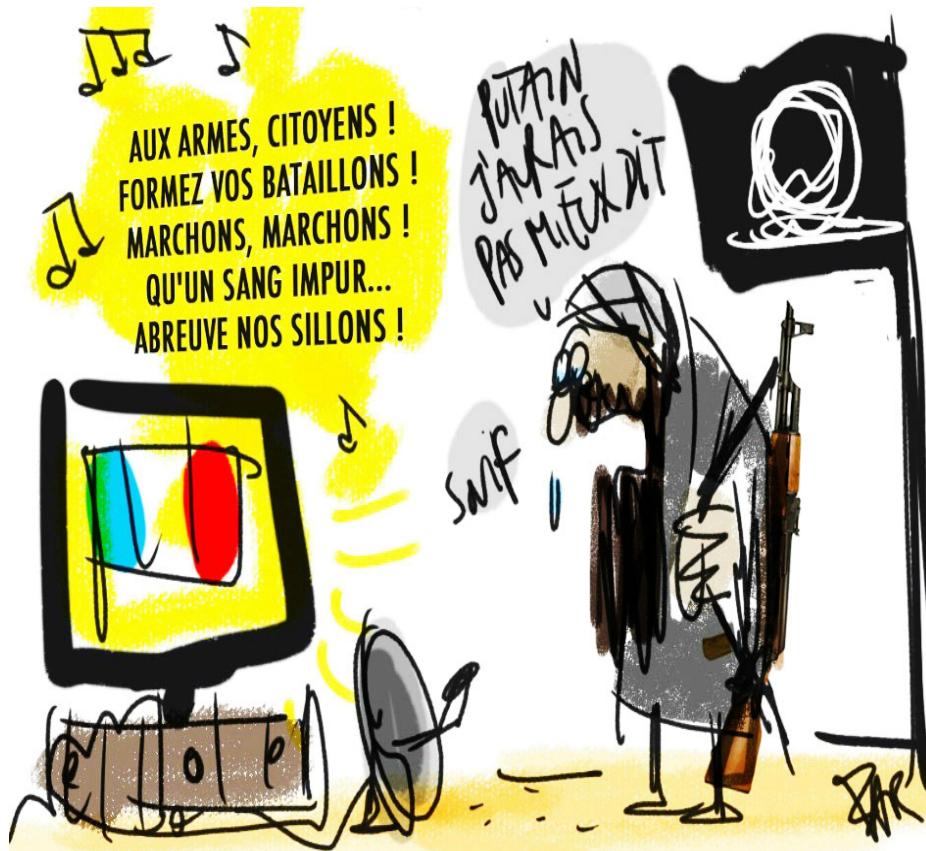
Autrement dit, **les « actes terroristes » que l'Etat prétend combattre sont un sous-produit de son propre terrorisme historique et permanent, tandis que les mesures (état d'urgence & Cie) prises à l'intérieur des pays occidentaux ne sont qu'un sous-produit d'une contre-insurrection menée à travers le monde,**

sous-produit surtout destiné à consolider en métropole une paix sociale provisoirement bien établie. Et l'on voit ce qui motive l'Etat à amalgamer toute action de notre classe au « terrorisme », sous une même définition juridique et une même répression. Le « nous devons anéantir les ennemis de la République » du Premier ministre français à propos des « terroristes islamistes » pourra encore servir dans un futur socialement plus agité...

Revenons un instant sur l'insouciance aux terrasses des bistrots parisiens mitraillés en novembre 2015, qui a été épingle comme exemplaire de notre « mode de vie ». Même dans des écrits qui se dissociaient totalement de l'apologie de ce « mode de vie », il s'agissait généralement quand même d'une sorte de point de neutralité, d'irresponsabilité absolue. Nous reconnaissions dans ces attaques (certes tragiques mais assez anecdotiques d'un point de vue mondial si un mort blanc d'une métropole occidentale ne valait bien plus qu'un autre) des actes *indiscriminés* ; ce n'était pas que du beau monde bourgeois tel que visé délibérément par Emile Henry et expliqué dans

son « Pourquoi j'ai tiré dans le tas ». Mais l'on passe à côté de la question si l'on ne reconnaît pas en quoi, pour les auteurs des attentats, leur acte était de leur point de vue politique parfaitement *discriminé*, au sens de viser dans le tas des citoyens qui revendentiquent leur existence « paisible » dans un pays qui réprime, assassine et torture hors de ses frontières (et plus modestement à l'intérieur de celles-ci, cfr. supra). Il nous faut saisir en quoi ces différents actes sont les produits de toute une configuration à la fois matérielle et idéologique : banalisation séculaire des massacres de civil sous le drapeau de la civilisation, unanimisme et indifférence autour des guerres en cours, atomisation des individus, déshumanisation des « ennemis », messianisme guerrier, etc.

Cela n'en fait évidemment pas des actes subversifs, faut-il le dire. Il est bien certain que l'EI a joué à plein son rôle de supplétif dans la répression et la reprise en main des zones insurgées en Syrie et les auteurs des attentats revendiqués par l'EI à Paris et Bruxelles n'y mettent aucun contenu ou intention de classe, étant eux-mêmes engagés dans un camp impérialiste contre un autre, sous idéologie religieuse (musulmans conséquents versus traîtres et mécréants). Néanmoins, dans tous les cas, les gouvernements et leurs médias unissent tous leurs efforts pour dépolitiser, sur-idéologiser, barbariser ce genre d'attentats et, internationalement, les groupes qui les revendentiquent.⁷



7. Voir à ce propos le petit ouvrage bien documenté de Claude Guillon, *La terrorisation démocratique*, Libertalia, 2009. L'auteur y retrace deux décennies de législation antiterroriste (mais aussi en matière d'immigration, de Droit de la jeunesse, etc.) en Europe et en France entre 1986 et 2006. L'auteur met en évidence l'unanimité significative de tout l'éventail politique autour de cette escalade dans l'arsenal répressif, avec l'ultime caution d'un spectacle de « contestation démocratique » qui est le fait de politiciens, de magistrats et de citoyens « critiques » condamnés à l'impuissance par leurs propres illusions sur cette société et le rôle qu'ils y jouent.

Terrorisme

Analyser du point de vue révolutionnaire l'évolution et la diversité des définitions du terrorisme serait assez éclairant et pourrait constituer une contribution à part entière, depuis la désignation sous ce terme de la politique du gouvernement de « la Terreur » en France après la Révolution française jusqu'aux législations antiterroristes des années 2000, en passant par les controverses au sein du mouvement révolutionnaire sur la revendication du terme (terrorisme prolétarien, révolutionnaire, aussi appelé terreur rouge, etc.). Du côté bourgeois, l'ONU elle-même ne parvient pas à faire l'unanimité autour d'une définition internationale du terrorisme. Déjà en 1984, les Etats-Unis et Israël avaient refusé de voter une déclaration de principe de l'ONU contre le terrorisme... car elle pouvait concéder quelque légitimité à la lutte contre une occupation coloniale.

Tout l'effort de l'Etat et de ses penseurs vise évidemment à se délier de son propre terrorisme historique fondamental, celui qui a prévalu depuis les débuts des sociétés de classe et plus particulièrement dans l'imposition de la propriété privée, de la société marchande et du travail. Plus trivialement, l'Etat rencontre aussi toute la difficulté à légitimer son propre monopole de la violence tout en délégitimant la violence dirigée contre lui. Des catégories aussi « évidentes » que la paix et la guerre, liées à la légitimité de l'action des Etats, s'avèrent d'ailleurs tout aussi délicates à fixer et à manier dans les tentatives de définition du terrorisme. Quant à la catégorie de « terrorisme d'Etat », telle qu'utilisée par les bourgeois, loin de désigner ce qui lui est consubstancial, elle sert en fait à considérer à part et à disqualifier les pratiques de terreur de certains Etats à certaines périodes, sous certains régimes, tout en maintenant la légitimité générale de la violence d'Etat.

Dans les tentatives de définition internationales, la notion de terrorisation de la population civile et de massacres indiscriminés revient très souvent, dans un but évident de manipulation de l'opinion publique, alors que dans l'arsenal législatif (comme dans le *Terrorism Act 2000* états-unien, dans les Décrets et Loi-cadres européennes), la tendance est plutôt à élargir le champ d'application à toute forme de contestation. Bien des associations légalistes s'en plaignent d'ailleurs car quel mouvement fut-il pacifié et social-démocrate ne vise à pas à « influer sur la politique d'un Etat ou d'une organisation internationale » ?

Quant à faire le tri entre les citoyens un peu turbulents (plébiscitant en fait d'autres fractions candidates à la gestion de l'Etat) et ses vrais ennemis de classe, l'Etat se laisse évidemment tout pouvoir d'appreciation.

Il y a une ambivalence fondamentale de l'antiterrorisme, autant comme idéologie que comme arsenal juridique : incriminer (et réprimer plus durement) des actes qui étaient déjà punissables précédemment dans le code pénal, en leur associant une intention subjective de nuire à l'Etat, à sa politique, à la stabilité sociale... tout en déniant à cette intention tout caractère politique, ce qui permet de maintenir la confusion entre actes de guerre (ou actes de terreur considérés comme non-étatiques) et actes de lutte prolétariens.

Dans ce souci de dépolitisé, l'Etat et son bras judiciaire manient en effet toujours l'amalgame entre la lutte de notre classe et toutes les catégories formatées négativement dans la société, et dont la classe dominante et ses milices se dédouent : banditisme, vandalisme, attaques aux biens et attaques aux personnes, destruction, etc. Sur base de ces catégories négatives, l'Etat pousse à la dissociation dans le mouvement, c'est-à-dire à l'isolement des minorités et militants les plus déterminés, en poussant à la désolidarisation vis-à-vis des pratiques les plus conséquentes.

Quant à l'associationnisme prolétarien, il est évident qu'il est visé anticipativement (eu égard à son actuelle faiblesse au niveau mondial) à travers l'incrimination de participation à une association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Nous ne nous étendrons pas davantage ici sur les notions élargies et volontairement arbitraires de *complicité*, de *tentative*, d'*intention*, d'*incitation*, d'*apologie*... qui servent déjà à tour de bras dans les tribunaux pour condamner lourdement même en dépit de preuves matérielles probantes d'un point de vue strictement pénal.

Pointons encore ce paradoxe : en ayant créé et élargi à diverses reprises les infractions dites terroristes, en incriminant sous ce terme diverses pratiques individuelles ou collectives, diverses formes d'association et d'organisation, en les unifiant juridiquement, l'Etat indique une unité qui leur serait sous-jacente, ce qui peut se retourner contre lui. Si le moindre blocage de flux ou le moindre tract appelant à l'insoumission sont déjà susceptibles d'être réprimés comme « terroristes », les mouvements de révolte pourraient aussi être poussés à aller directement plus loin et à se découvrir une complicité élargie sur ce terrain.

La paix comme sous-produit de la guerre

Accepter la distinction entre « paix » et « guerre » dans ce système apparaît en définitive comme le luxe d'un citoyen docile (et utile) à l'arrière du front, tout comme le fait d'accepter qu'il y aurait la société

d'un côté et « des terroristes » de l'autre, c'est-à-dire le discours pour maintenir la soumission des citoyens. Gouverner, maintenir la paix sociale, n'est jamais que figer un rapport de force, maintenir sous des apparences « pacifiques » une éclipse de la lutte obtenue au départ par la violence⁸. La **dictature du Capital**

inclus la nécessité permanente de la paix pour la guerre (maintien de la paix sociale pour soutenir la guerre dans la

8. Voir « Capital, démocratie, dictature du profit » dans la présente revue, notamment sur la paix sociale, les modes de gouvernement, la violence d'Etat et ses déclinaisons.



concurrence mondiale) et de la guerre pour la paix (pas de taux de profit sans force militaire pour le garantir, détruire du travail mort et massacrer la force de travail excédentaire).

La paix, c'est donc le nerf de la guerre, c'est paradoxalement ce qu'assènent tous les Etats : leurs bombes sont toujours « justes », leurs bombes sont toujours « pour la paix », leurs bombes ne tuent que... des ennemis. Des ennemis de la paix, bien sûr, des ennemis de la démocratie. Leurs bombes ne tuent que... très accidentellement, très « collatéralement », des « civils », des familles entières, des quartiers, des villes, des colonnes de réfugiés, etc. A ce propos,

voir la *Déclaration de soldats du contingent de 38 unités de l'armée grecque* (encore basée sur la conscription), du *Diktyo Spartakos* (Réseau Spartacus), organisation présente dans l'armée grecque depuis 1992 : « nous ne participerons pas à la guerre contre les migrants, nous ne réprimerons pas les luttes sociales ».⁹

Partout où les Etats interviennent militairement, au-delà des enjeux réels de partages de territoires et de zones d'influence, au-delà des questions d'approvisionnement énergétique, au-delà des enjeux de marchés licites et illicites, il s'agit en fin de compte toujours de rétablir l'ordre, l'ordre des affaires, l'ordre des cimetières et des fosses communes... Tuer les révoltes en les détournant dans ces guerres, en empêcher même l'éclosion en nous poussant à nous entre-tuer sous leurs divers drapeaux ou pour notre simple survie... ce ne sont pas des manœuvres, des tactiques à dénoncer, c'est la logique même du capitalisme, depuis des siècles. C'est même le secret de sa domination. N'en déplaise aux penseurs qui vénèrent le « libre-arbitre » de chacun comme étant le moteur de l'histoire, rappelons que **toute cette société terroriste, qu'elle se dise « en guerre » ou « en paix », tourne exclusivement pour assurer le taux de profit du Capital et contrer l'émergence du prolétariat comme classe**, l'émergence de sa lutte pour l'abolition des classes et de toute société de classe.



Désinformation & impuissance

La plupart des analyses publiées sur la situation actuelle se focalisent soit sur le champ idéologique (et notamment religieux, comme si la religion existait comme sujet « en soi »), soit sur le champ politique (relations entre protagonistes étatiques ou para-étatiques), soit sur le champ économique (insistant sur les intérêts économiques qui sous-tendent le jeu des forces politiques, les « marchés », le pétrole, les armes, etc.), soit sur divers autres champs des dites sciences « humaines » (sociologie, psychologie...). Une tentative de compréhension globale et radicale ne peut relever d'une combinaison de ces segments d'appréhension (et d'interprétation) de la réalité, car elle ne ferait que cumuler les tares et falsifications propres à chacune de ces disciplines. Leur propos est globalement descriptif et conservateur, même si elles échafaudent des « alternatives », car ces disciplines, produits de ce monde, en reproduisent les catégories et schémas, occultant le principal : tous ces aspects de la catastrophe actuelle sont inhérents et essentiels à ce mode de production capitaliste, à cette société de production de marchandise.

Il n'y a pas pour nous « des faits » puis des « analyses » mais une manière de se positionner à partir de la condition qui nous est faite. Notre perspective est celle de l'abolition de cette société marchande mortifère, celle du fil rouge du mouvement révolutionnaire qui développe et porte cette critique radicale, dans l'affrontement entre projets irréductiblement antagoniques (la société capitaliste ou un monde sans argent, sans marchandise, sans travail, sans Etat, sans classes...).

Nous n'avons pas la prétention de déployer dans ces quelques pages cette « critique globale et radicale » à la mesure de ce qu'exige la situation historique mais de tenter au moins de poser quelques

9. Traduction française de l'appel de *Diktyo Spartakos* sur le site de l'Organisation Communiste Libertaire (OCL).

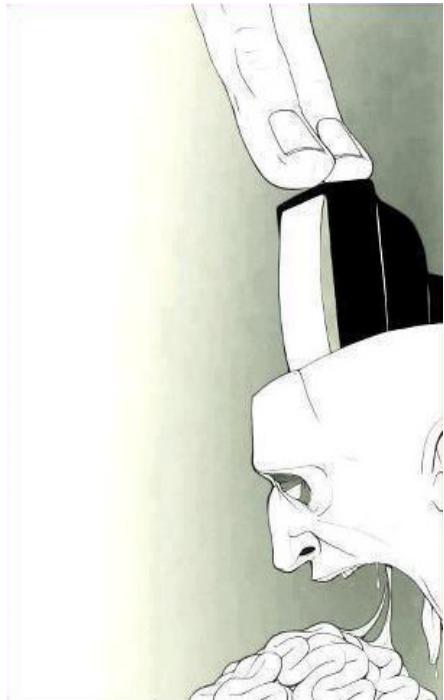
bases à partir desquelles développer et partager un point de vue radical sur ce monde, contre le tsunami du discours dominant qui nous submerge et nous sature heure après heure. Si nous y avons comme toujours péché avec circonspection des données, des « informations » ou même des amorces d'éclairage partcellaires, nous avons par contre déniché avec enthousiasme des complicités dans des contributions de lutte publiées ces temps-ci. Enfin, nous avons conservé comme allume-feu les sempiternels papiers des faux amis de la révolution, toutes familles confondues, qui y vont de leurs habituels communiqués.

Replacer dans cette perspective révolutionnaire la situation mondiale actuelle, avec son cortège de guerres et de massacres mais aussi de luttes, passe aussi par la prise en compte historique de l'approfondissement actuel de la crise du capitalisme. Lorsqu'il en est question, elle est souvent abordée soit comme un faux problème, soit comme un prétexte. Ce malentendu repose sur deux réalités : le capitalisme est effectivement en crise permanente depuis ses origines, mais cela ne peut pas nous dispenser de comprendre l'ampleur et la nature de son actuel état de crise. Par ailleurs, le Capital a toujours gouverné par la pénurie et la peur (du lendemain, des autres, etc.),

Le Capital comme totalité

Le ressort principal de la pseudo-critique social-démocrate du capitalisme (qu'elle se dise anarchiste, marxiste-léniniste, fasciste, religieuse...) consiste invariablement à faire l'apologie du pôle prétendument positif du capitalisme (incarné dans ses phénomènes « concrets » : l'économie réelle, la production de « biens », le travail...) contre ce qui est présenté comme une excroissance parasitaire (incarné dans ses phénomènes « abstraits » : le capital financier, les banques, la spéculation, etc.). La social-démocratie absolutise ainsi la socialisation par le travail comme étant la matrice de l'émancipation humaine, de même qu'elle absolutise la production de marchandises comme étant la matrice de la satisfaction des besoins humains, à condition d'en socialiser la répartition. Pour la critique de l'économie politique, au contraire, le Capital est « valeur en procès », en un cycle complet au cours duquel le Capital s'« incarne » dans des forces sociales mises en action, en extraction et transformation de matières premières, en sites de production, en salaires et usage intensif et extensif de force de travail (seul part « variable » du capital, clef

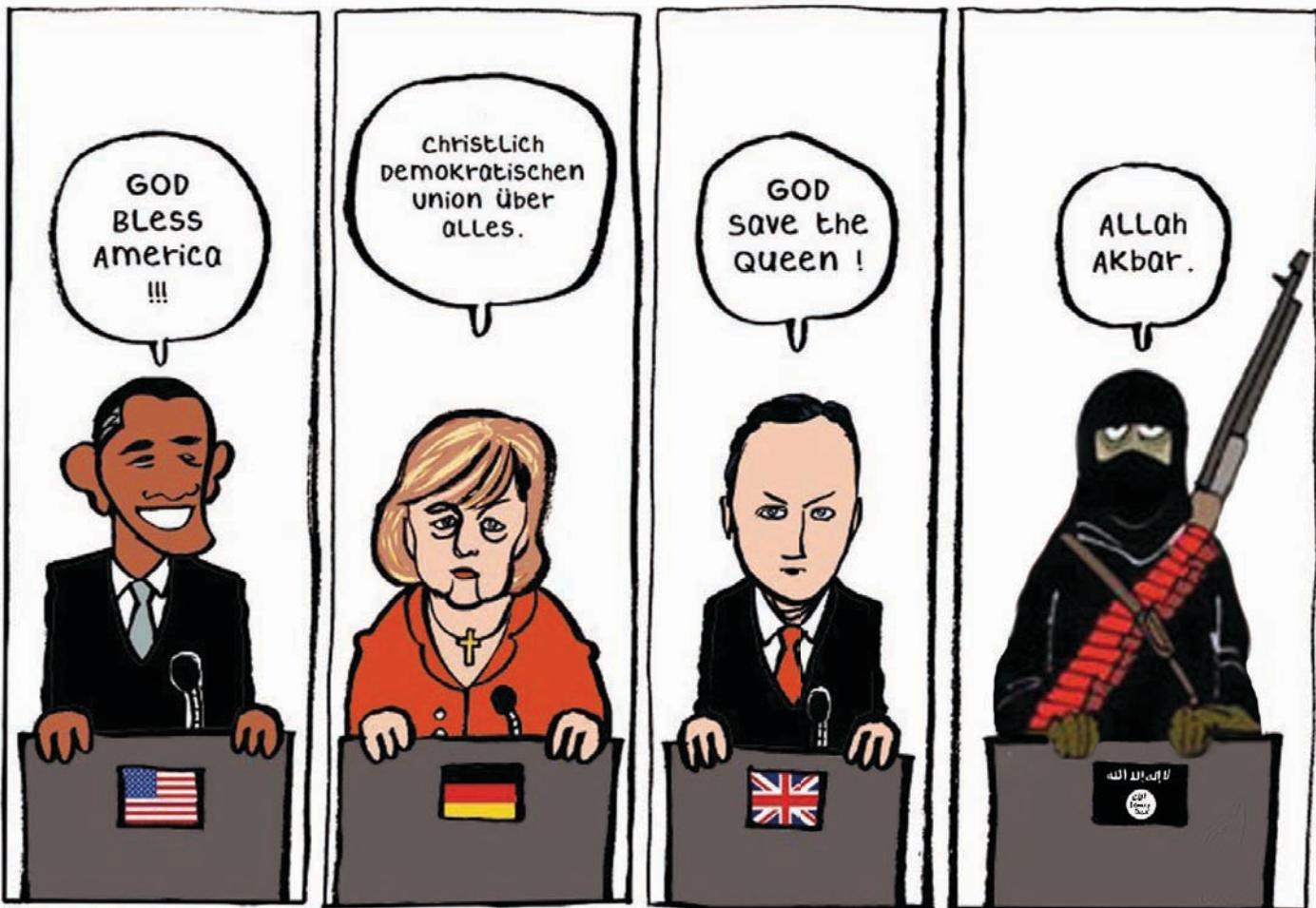
de l'énigme de son accroissement apparemment « naturel »), en distribution, consommation, reproduction de la force de travail, en émissions télévisées, en football et jeux vidéo, en pollution et destruction, en idéologie (force matérielle), en partis politiques, en « alternatives », en guerres et massacres... tout cela pour produire du Capital augmenté, qui à son tour doit se valoriser en vampirisant le monde réel jusqu'à la moelle. Si une part de capital financier (dividendes sur une promesse de valorisation future, émission de titres et de dettes qui fonctionnent comme du Capital de 1er ordre...) a toujours été nécessaire à la fluidification du cycle complet, Marx avait déjà pointé la tendance du capital financier à s'hypertrophier, même s'il était loin d'imaginer où nous en sommes aujourd'hui, sans que tout ait déjà imploré, ou explosé. Ce refuge apocalyptique du Capital dans son utopie d'auto-reproduction exponentielle, sans effectuer tout son cycle, hypothèque un futur de valorisation réelle qui ne pourra jamais être réalisé et ne peut que provoquer à court et moyen terme des crises de dévalorisation de plus en plus catastrophiques. Nous n'en avons pour ainsi dire encore rien vu, tandis que l'on nous berce, de « relances » en « reprises ».



mais réduire aujourd'hui la crise à un alibi de gouvernance est une erreur. Ce qui caractérise quantitativement et qualitativement la situation actuelle du Capital, ce qui en fait une crise majeure, c'est qu'il ne parvient plus à s'assurer un taux de valorisation suffisant, paradoxalement du fait de sa propre course concurrentielle à la productivité, à l'innovation technologique et à la diminution de la part de « travail vivant » par marchandise produite. L'hypertrophie du capital financier n'est pas la cause de la crise mais son symptôme majeur, la voie (sans issue) empruntée par le Capital pour postposer, par le gonflement de bulles spéculatives de plus en plus colossales, une crise de dévalorisation gigantesque et dévastatrice.

A la paix comme à la paix

L'Etat nous fait donc la guerre, et ce de plusieurs manières, sous l'euphémisme des « interventions militaires » : dans les conflits impérialistes, classiques (entre Etats, ou impliquant des coalitions internationales) mais de plus en plus souvent « asymétriques » (impliquant des armées « régulières » ou coalition internationales contre des forces militaires para-étatiques, des « groupes armés »), aussi bien que par les opérations de maintien de l'ordre et de répression, nationales et internationales, contre des mouvements insurrectionnels. **Plus que jamais, sur tous les fronts, l'antiterrorisme est le drapeau du terrorisme de l'Etat.** Sur tous les tableaux, ils nous veulent chair à



profit, chair à canon. Nous mettre au pas et détruire l'excédentaire (infrastructures, marchandises, y inclus la force de travail), c'est une nécessité générale pour le Capital et ce l'est encore davantage dans le contexte de sa crise de valorisation aiguë et de crise sociale qui en découle.

Dans l'histoire des sociétés de classe, guerre et répression ont toujours été liées et se sont perfectionnées ensemble. Les Etats-gendarmes comme les Etats coloniaux ont toujours entretenu des corps expéditionnaires, envoyés en différents points du globe pour défendre les intérêts de leurs commanditaires, pays ou coalitions. La multipolarité des conflits, alliances et mésalliances (officielles et officieuses), si elle s'est effectivement complexifiée, n'est pas non plus une nouveauté. De même, le Capital a repris à son compte, a « subsumé », métamorphosé (plutôt qu'éradiqué) bien des formes et des rapports sociaux antérieurs. L'unité, l'universalité de la communauté de l'argent se perpétue ainsi dans un grand fractionnement idéologique, identitaire,

communautaire, national (dimensions qui ne coïncident pas nécessairement). Rappelons d'ailleurs que si le Capital est par essence mondial, apatride, c'est pour encadrer et mobiliser la force de travail qu'il s'est structuré en Etats-Nations (l'ONU en compte 194 à son compteur), en « économies nationales », autour d'idéologies diverses.

Une confusion a cours concernant ce niveau d'organisation capitaliste incontournable qu'est l'Etat-Nation, comme s'il allait en disparaissant, en s'étendant. La base matérielle de ce constat est l'attaque réelle contre les salaires, directs ou différés : dégradation des « services publics », des « protections sociales », des retraites, des allocations diverses, de l'accès aux soins, des transports, de l'éventuel soutien à la baisse au prix de denrées de base, etc. Plus globalement, à travers l'accaparement et la toxicisation de la terre, de l'eau, de l'air, il s'agit d'une attaque généralisée contre nos conditions de survie. Cette société produit ainsi des révoltes au départ de terrains très divers. Tandis que la

bourgeoisie, toujours prompte à se coalitionner contre nous, entend nous duper et nous mater secteur par secteur, lutte par lutte, région par région, pays par pays... la convergence fondamentale de nos révoltes de classe exprime au contraire que notre humanité est niée à la racine même de cette totalité, par la dictature de la valeur et sa croissance effrénée.

Si la pérennité et la nécessité des Etats-Nations pour le Capital n'est pas remise en cause, ce qui change en revanche, pays par pays mais aussi supra-nationalement du point de vue de la répression, c'est la manière d'assurer la paix sociale quand il n'y a plus assez d'argent en caisse pour l'acheter, la manière de gérer l'exasération des contradictions sociales quand une masse toujours plus grande de prolétaires ne trouve plus d'acheteur pour sa force de travail, ceci d'autant plus brutalement sous la pression de la crise de valorisation capitaliste. En ce sens, l'Etat-Nation ne prétend plus « faire société », faire adhérer à son projet fut-ce par la persuasion brutale pour les récalcitrants,

comme aux siècles où le triomphalisme bourgeois du Progrès régnait en maître. Il est patent qu'au niveau le plus global, il s'agit plutôt de gérer et faire accepter (politiquement et militairement) les multiples aléas de la catastrophe, sociale, industrielle, nucléaire... Les rupins se barricadent dans leurs zones fortifiées, leurs hélicoptères et leurs autoroutes survolent les bidonvilles et les banlieues, les quartiers d'affaires baignent dans le smog, l'orgueil de leurs tours insulte le ciel, tandis que l'on parque les citoyens-cadres-cosmopolites dans leurs néo-villages urbains éco-responsables et... passifs, où ils gèrent l'empreinte-carbone de leurs excréments sur une *appli* pour leur smartphone.

Et, comme toujours, dans nombre de discours pseudo-critiques sur le capitalisme, l'Etat-Nation d'autan devient la carte de rechange virtuelle, le miroir aux alouettes pour les prophètes du « retour à la souveraineté nationale », ce « rempart contre les politiques antisociales, néolibérales », « contre la toute-puissance du marché, de la finance », ou encore « contre l'hégémonie » d'autres pays.

Marquer les continuités historiques ne nous empêche donc pas de prendre en compte ces évolutions, les inflexions dans le cours guerrier du capital, avec leurs conséquences sur les conditions de la lutte, ainsi que cela devrait ressortir de la présente contribution, notamment en ce qui concerne certaines reconfigurations idéologiques, guerrières et contre-insurrectionnelles de ces dernières décennies. Pour faire le lien avec l'actualité, il est certain que la territorialisation de l'EI a été rendue possible par la manière dont l'Irak (sous Saddam puis sous régime américain) et la Syrie géraient leurs populations et leurs régions de manière très fragmentée, dans la crainte de l'unification de tout mouvement de révolte. L'EI se prétend opposé au nationalisme, dénoncé comme produit de l'Occident, et se joue de fait des frontières imposées il y a un siècle. Il remplit en même temps un éventail de missions étatiques fondamentales, autant que ses ressources financières le lui permettent.

Ordre et désordre - les affaires sont les affaires

Pour revenir à cet « ordre des affaires » que les Etats-gendarmes et leurs coalitions internationales tentent toujours de rétablir d'une manière ou d'une autre, il peut prendre des formes très hétérogènes et très chaotiques, pour peu que le chaos justifie une occupation militaire prolongée qui permette de garder la mainmise sur les points névralgiques. Sécuriser les flux marchands transnationaux (tel l'enjeu majeur des oléoducs et gazoducs) au milieu d'infrastructures détruites par les mêmes troupes d'occupation (comme en Irak par exemple), au milieu des ruines, crée un enfer pour les populations... et de simples « chiffres collatéraux » dans les rapports et les journaux. Il ne sert donc à rien de dénoncer ces stratégies pour leurs seules conséquences catastrophiques sans en mettre à jour la logique marchande et répressive.

Les Etats-gendarmes ne maîtrisent certes pas tout et leurs coalitions sont traversées de rivalités, chacun des « alliés » naviguant souvent à vue pour défendre ses propres intérêts en plaçant, déplaçant (voire retirant) ses propres pions, mais face à la menace d'un mouvement insurrectionnel, face à l'étonnante hostilité que peuvent susciter parmi les prolétaires les grandes opérations de « pacification démocratique » et le sauvetage du taux

de profit, mieux vaudra toujours une contre-révolution hétéroclite et instable qu'une brèche ouverte.

De plus, au sein des Etats gendarmes et en particulier des Etats-Unis, il y a des contradictions et des luttes d'influence (politiques et commerciales) qui perturbent ou entravent les choix stratégiques, il y a des effets d'annonce historiques aux ambitions bien présomptueuses (Nouvel Ordre Mondial, démocratisation du Moyen-Orient...), un manque de vision à long terme hors calendrier électoral, des revirements tardifs eu égard aux réalités du terrain, une sous-estimation des réactions de notre classe (voir les aléas des stratégies de contre-insurrection dans l'article qui y sera consacré dans notre prochaine revue). Néanmoins, nous l'avons dit, il est erroné de ne voir dans les catastrophes et déstabilisations provoquées dans tant de régions que des accidents de parcours, des fourvoiements tactiques, militaires et politiques, comme le font les réformistes qui réclament toujours des changements de dirigeants et de politiques. Car **à travers la reconfiguration permanente des guerres à travers le monde, dans la complexité et la confusion des situations, c'est toujours aussi notre classe qui est visée, piégée politiquement, attaquée et embrigadée militairement.**

Ces quinze dernières années sont aussi marquées par la tertiarisation massive de

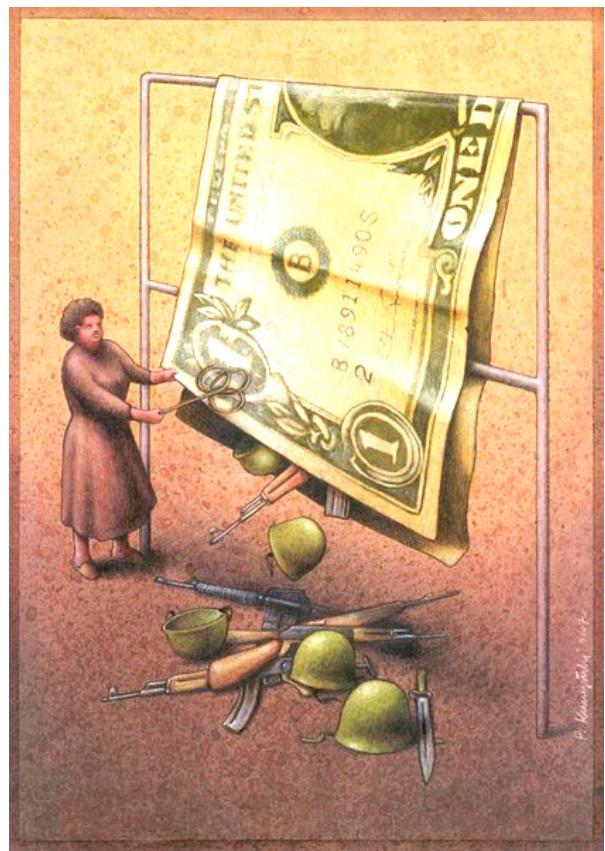


la guerre et du maintien de l'ordre, à travers le recours massif à des Sociétés Militaires Privées (SMP). Les opérations militaires américaines en Afghanistan et en Irak sont à ce point de vue exemplaires, le nombre de miliciens privés (cadres américains importés et piétaillle embauchée et formée à moindre coût sur place) engagés dans ces guerres ayant dépassé le nombre de soldats des armées régulières (voir encadré sur les SMP). Dans cet enfer pour les prolétaires, l'accès à un approvisionnement de survie est lui-même soumis à chantage humanitaire et à féroce marché noir, au milieu de l'affrontement permanent et violent entre de multiples forces politiques et militaires, le tout sous les drones et les bombes « chirurgicales » de la démocratie en action. Tout cela rend très difficile l'expression de la lutte autonome de notre classe, et encore davantage son développement, son extension.

L'expression de « toile d'araignée » utilisée à propos de la Syrie¹⁰ est assez adéquate pour décrire aujourd'hui non pas une « situation » mais bien plutôt la stratégie délibérée de l'Etat contre nous : vu le danger de s'attaquer frontalement à notre classe en lutte et en rupture avec l'Etat, vu la difficulté à mener une stratégie de contre-insurrection globale, il s'agit de nous engluer dans une toile à fils multiples et laisser agir le pourrisse-

ment militaire entre diverses fractions candidates au rétablissement de l'ordre social marchand et à ses juteuses prébendes, sous le patronage des grands Etats-gendarmes du globe. Dans un autre registre, on pourrait aussi citer en sinistre exemple la situation infernale de notre classe dans le narco-Etat mexicain, où les soi-disant « guerre au narcotrafic » et « lutte contre le trafic d'êtres humains » ne sont que la lutte sans merci pour leur contrôle et leurs dividendes.¹¹

Au niveau géopolitique international, nous découvrons ainsi sans cesse, derrière le *mainstream* médiatique neuroleptique, à quel point les Etats-gendarmes les plus civilisés (ils peuvent se la bouffer, leur civilisation), les plus puissants et influents de la planète (Etats-Unis en tête, mais aussi Israël, Angleterre, France, Russie, pays du Golfe, etc.) injectent couramment pognon, armes et soutien stratégique dans plusieurs camps d'un même conflit (à l'exception absolue de nos frères et sœurs de classe insurgés, bien entendu), désignent leurs propres créatures comme des « ennemis » (ainsi le « djihadisme armé », l'EI...), « entrent en guerre » contre des groupes ou pays qu'ils ont soutenu financièrement et militairement, organisent des attentats sanglants sous « fake flag » (faux drapeau) jusque sur leur propre sol pour les attribuer aux groupes ciblés par la répression et en particulier aux minorités révolutionnaires, envoient depuis toujours à travers le monde y compris dans les pays déclarés « infréquentables » des instructeurs spécialisés en répression, assassinat et torture, ce qui permettra d'y sous-traiter cette dernière. **Nul ne gouverne en ce monde s'il ne soutient ce terrorisme capitaliste global et permanent car l'ensemble de l'édifice ne tient que par celui-ci. Le reste, c'est du baratin pour la télévision ou la tribune des Nations-Unies.**



La complexité de cette conflictualité permanente entre puissances impériales mondiales, locales... et la versatilité mêmes des alliances et mésalliances officielles ou secrètes ont pour effet, bénéfique au Capital mondial, de provoquer un état de sidération profond et durable, encore aggravé par la dépendance télévisuelle aux pseudo-scoops des « enquêtes anti-terroristes », aux annonces de mesures-chocs des gouvernements et aux évaluations opaques de « la menace ». On ne dira jamais assez la soumission de la presse qui se croit « libre » vis-à-vis des « story-tellers » gouvernementaux et militaires, alors que la vision de l'OTAN prédomine dans tous les médias occidentaux, jusqu'aux plus prétentieux et vénérés pour leur soi-disant indépendance d'esprit. C'est que la *raison d'Etat* coule si abondamment dans les veines de ces pisso-copies, leur cooptation se mesure si bien en docilité et foi dans le Meilleur des Mondes, celui de la démocratie et de la marchandise, qu'il n'est même point besoin de les rappeler à l'ordre pour calibrer leur prose servile.

Le traitement de l'information est caricaturalement calqué sur le jeu des alliances et mésalliances entre Etats, que l'on songe ici à la complaisance

10. Voir le texte « Guerra social y telaraña imperialista en Siria (2011-2015) » (Proletarios Internacionlistas), disponible sur leur site www.proletariosinternacionlistas.org, dans *Comunismo* n°65 et en français dans notre prochaine revue.

11. A ce propos voir l'ouvrage de John Gibler, *Mourir au Mexique. Narcotrafic & terreur d'Etat*, Editions CDME, Toulouse, 2015.

12. L'Arabie saoudite est un important gendarme régional et le pays le plus influent du Conseil de coopération du Golfe (dont font également partie le Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar). Outre les exemples cités dans le présent texte, relevons qu'en février 2016 s'y déroulent d'importantes manœuvres militaires de « lutte internationale contre le terrorisme » impliquant pas moins de 22 pays, sous le nom « Tonnerre du Nord ».

Le complotisme (ou *conspirationnisme*) fait de chaque aspect de la catastrophe capitaliste un effet voulu et calculé par la classe (ou plutôt : la « caste ») dominante, organisée plus ou moins secrètement derrière le paravent des Etats. Ces théories cumulent généralement plusieurs de ces traits marquants : escamotage total de notre classe, de notre lutte, fixation sur le politique, postulat de la toute-puissance des Etats et/ou des lobbies qui « tirent toutes les ficelles », contre-pieds grossiers aux fables dominantes, fascination pour la version policière de l'histoire, prises de parti impérialistes (pays ou régimes amis/ennemis). En tant qu'exutoire conformiste à la perte de confiance dans le discours dominant, cette niche idéologique (et marchande) puise certes la matière de ses constructions dans les dynamiques politiques réelles, sous-jacentes au spectacle de surface, mais sans saisir ni la dynamique du Capital, ni le mouvement de sa

contestation radicale. Il est évident que les bourgeois s'organisent, conspirent et complotent contre nous, plus qu'on ne l'imagine, et que nous ne devons pas nous priver de le mettre en lumière, mais leurs cercles officiels et officieux, pas plus que la toile de leurs services secrets, ne constituent le fin mot de ce qui se joue historiquement entre les classes antagoniques. Par sa prétention à révéler les arcanes de ce monde, le *complotisme* (ou *conspirationnisme*) produit naturellement son contrefort utile : l'*anti-complotisme* (ou *anti-conspirationnisme*), forme de dénonciation à outrance du complotisme dont le rôle principal consiste en fait à disqualifier la critique radicale, en la traitant comme un sous-produit du complotisme. A ce titre, pour nuire à la critique révolutionnaire, l'Etat et la classe dominante ont tout intérêt à nourrir, à coups de désinformation et de terrorisme sous faux drapeau, l'opposition spectaculaire entre *complotisme* et *anti-complotisme*.

réfugiés (le « push-back », en novlangue technocratique) dont les victimes se déalent entre pays comme de l'excédent agro-industriel ou des quotas de rejet de CO₂. En fin de compte, les faits les plus mis en exergue et suscitant les plus vives polémiques se succèdent et s'escamotent les uns après les autres sans répit en une rotation étourdissante. Toute cette mécanique bien rodée d'indignation sélective et pilotée, d'hypocrisie et de brouillage des pistes engendre résignation, soumission, et excite l'attrait pour diverses théories à la fois divertissantes, anxiogènes et paralysantes, aussi abondantes que redondantes sur le net.

Analyses économiques versus critique de l'économie politique

On l'a dit, à côté de ce champ politique, les analyses de type « économique » foisonnent également. Dénoncer que derrière les mobiles civilisés et civilisateurs annoncés, il y a « de gros intérêts financiers » en jeu, que ces guerres seraient aussi et surtout « économiques », « pour le pétrole » (bien que deux guerres du Golfe aient en fin de compte fait passer une part importante du pétrole irakien aux mains de la Chine), qu'elles profitent avant tout à l'industrie de l'armement, tout cela touche évidemment à des aspects bien réels de la dynamique du Capital. Rapelons que les cinq premiers pays exportateurs d'armes au monde (Russie, Etats-Unis, Chine, France, Royaume-uni) sont aussi les cinq membres permanents du *Conseil de sécurité* (sic) des Nations-Unies. Chaque participation à une opération guerrière est aussi une vitrine pour promotionner en mondovision les derniers fleurons de l'industrie de l'armement.

occidentale vis-à-vis de tant d'alliés (militaires, commerciaux...), notamment Israël, l'Arabie saoudite¹², la Turquie avec sa sous-traitance abjecte des réfugiés et sa guerre ouverte contre les territoires kurdes (bombardements, massacres, opérations mêlant armée et police, *Commandos d'Opérations Spéciales* et *Unités d'Action Rapide*, sortes d'escadrons de la mort pratiquant l'assassinat politique, la torture...).¹³ « *Vous serez anéantis dans vos maisons, vos immeubles, les tranchées que vous avez creusées. Nos forces de sécurité vont poursuivre leur combat jusqu'à ce que le pays soit complètement nettoyé* » a déclaré notre fidèle allié le président turc R. Erdogan en décembre 2015, poursuivant l'œuvre répressive sanglante de Winston Chrchill (villages et villes kurdes

rasés et bombardés au gaz asphyxiant « ypérite ») et de Mustafa Kemal Atatürk dans cette région au cours de l'entre-deux-guerres. Le rôle de l'Etat turc, l'un des pions stratégiques de l'OTAN, est également notoire aujourd'hui dans la commercialisation inavouable du pétrole soutiré par l'EI, importante source du financement de ce dernier (40% de ses revenus, estime-t-on). Quant à l'utilisation de l'EI contre les prolétaires du Kurdistan, on nous fait passer cela au compte des pertes (humaines) et profits (capitalistes). Evoquons enfin les accords européens avec la Turquie au sujet du refoulement des

13. Voir le texte « Révolution au Rojava ? » du groupe *Oveja Negra*, en français dans Echanges n°153 (automne 2015) et en espagnol dans leur « boletin » sur le net (« Revolucion en Rojava? »).



La limite de ces analyses de type « économique » est toutefois celle d'une pensée politique qui voit seulement dans « l'économie » un secteur de cette société et qui n'a jamais pris la mesure de la dictature du Capital (dictature de la valeur, dictature du profit, dictature de classe, également) comme un *rapport social global*, comme un *mode de production*, non pas au sens immédiat de *production de choses mais de production et reproduction de ce rapport social marchand*, de la globalité de cette société marchande. Comme nous le rappelions plus haut, cette dictature du Capital inclut la nécessité permanente de *la paix pour la guerre et de la guerre pour la paix*. Le secteur de l'armement a d'ailleurs joué un rôle fondamental dans la dynamique de développement du mode de production capitaliste ; on peut le voir d'un point de vue technique, économique et militaire (recherche de la suprématie et impact sur le développement des forces productives en général) mais aussi d'un point de vue historique et social (imposition du salariat, de l'argent comme rapport social et seule communauté, soumission à l'économie comme guerre permanente...). Ce secteur qui a toujours maintenu un taux de profit et un chiffre d'affaires remarquables est

encore aujourd'hui au cœur de la recherche et de l'innovation technologique dont bénéficient ensuite, non pas l'humanité, tant s'en faut, mais d'autres secteurs capitalistes phares (informatique, aviation, automobile, agro-alimentaire, médecine, surveillance et coercition...).

Pour illustrer le rapport intime entre paix et guerre en terme commercial (mais aussi scientifique et industriel), entre profit de paix et profit de guerre, les exemples sont légions. Aux Etats-Unis, la Silicon Valley est emblématique des finalités militaires de bien des programmes de recherche high-tech, qui trouveront ensuite des applications civiles. « *La prolifération des drones, les opérations anti-insurrectionnelles, les systèmes sophistiqués de renseignement-surveillance-reconnaissance (ISR) ainsi que les nouvelles technologies et capteurs ont changé la manière d'utiliser l'espionnage dans les campagnes anti-insurrectionnelles d'Irak et d'Afghanistan ou les opérations antiterroristes au Pakistan, en Somalie, au Yémen et dans les autres pays. Les guerres irrégulières contre les groupes insurgés et terroristes présentent deux problèmes : trouver les ennemis et les tuer. Parce que ces groupes savent se mêler à la population dont ils font souvent partie* », selon un cadre américain¹⁴. Nous y reviendrons dans notre prochaine revue, dans un article consacré à la contre-insurrection: l'Etat s'illustre aussi en pensant pouvoir résoudre la question sociale et révolutionnaire avec des microprocesseurs.

Encore aux Etats-Unis, le « Programme 1033 », doté d'un budget annuel de plus de 5 milliards de dollars, organise le transfert de matériel militaire déclassé vers les forces de police des Etats, ce dont on a eu l'occasion de se rendre compte lors de la répression des émeutes de Ferguson (Missouri) en août 2014 après l'assassinat d'un adolescent noir par les flics : les images du déploiement policier auraient pu être tournées en Irak. En France, l'activité industrielle implantée à Toulouse est également exemplative de cette dualité civile et militaire, baignée dans l'allégresse générale des affaires florissantes et de la création d'emploi : depuis longtemps, là où l'on produit de l'engrais, des médocs et des pesticides, on produit également

des explosifs, des missiles, des drones et des « savoir-faire » en matière de sécurité et de maintien de l'ordre.¹⁵ Quant à la Belgique, elle se classe deuxième pays au monde exportateur d'armes au Moyen-Orient grâce à ce fleuron industriel qu'est la « Fabrique Nationale » de Herstal, voilà du réalisme économique assez éloquent en contrepoint aux discours humanistes et pacifiques.

Enfin, au sujet de la crise aiguë de valorisation du Capital que nous évoquions plus haut, les économistes critiques (de gauche comme de droite) brouillent les cartes et se disputent les pseudo-recettes pour la résoudre. **Pour la critique de l'économie politique (qui n'est pas une branche de l'économie mais la critique révolutionnaire du rapport social capitaliste), il ne s'agit pas de résoudre les contradictions insolubles du Capital mais de l'abolir.**

In Gold we trust

La marche du monde post-11 septembre 2001 n'est au fond que l'état du rapport de force entre les classes. Il y a bien eu des luttes impressionnantes (Algérie, Argentine, Bolivie, Pérou, Chili, Brésil, Haïti, Irak, Mexique, Guinée-Conakry, Grèce, Madagascar, Guadeloupe, Thaïlande, Afrique du Sud... en dépit du caractère toujours très réducteur de ce genre d'énumération) et des tensions lourdes qui ont explosé à plusieurs reprises, dans les banlieues de diverses métropoles du globe (comme en France en 2005)¹⁶, lors des « émeutes de la faim » en 2007-2008, lors du « printemps arabe » en 2011-2012...¹⁷ mais le rapport de force global demeure en défaveur de la lutte de notre classe, de son affirmation comme telle, de son approfondissement et de son extension dans l'espace et le temps, de la permanence d'un associationnisme de classe. Dans les principaux pays qui mènent la « guerre contre le terrorisme » dans et hors de leurs propres frontières, il faut carrément parler de règne terroriste de la paix sociale, ce qui leur permet d'ailleurs de mener cette guerre – on aimerait bien voir aujourd'hui une contestation semblable à celle que souleva la guerre au Viet-Nam, dernier

14. Cité dans « *Comment Google et la Silicon Valley contribuent au maintien de l'empire américain* », Adam Hudson, AlterNet, août 2014, traduction d'Oscar pour la revue lilloise Hors-Sol, citée dans CQFD n°139, janvier 2016, dossier « *Au grand bazar de l'armement* ».

15. Claudette Richard, « *Toulouse, un complexe dual, mi-civil, militaire* » in CQFD n°139, janvier 2016, dossier « *Au grand bazar de l'armement* ».

16. Voir le livre *La llama de los suburbios* de Proletarios Internacionlistas, à paraître en français.

17. Ces expressions journalistiques sont commodes mais évidemment idéologiques et très réductrices. Voir nos contributions au sujet de ces vagues de lutte : « Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes » dans *Communisme* n°60 (novembre 2008) et « Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes partout » dans *Communisme* n°63 (juin 2011).

cas notable du genre. Ce rapport de force défavorable se traduit également par le poids de la religion, déclinée en autant de drapeaux, de *God bless America* à *Allah Akbar*, dans les guerres (symétriques et assymétriques) mais également comme cause (perdue pour nous) qui canalise les ruptures avec l'ordre établi, qui dévie les velléités de contestation sociale qu'engendre la misère et le joug des racismes ordinaires à travers le monde.

Cette dimension religieuse n'est pas à négliger, pour peu que l'on ne perde pas de vue que la critique des Cieux doit redescendre les pieds sur Terre, dans la critique des rapports sociaux qui produisent ces « Cieux », qui les peuplent de dieux pour mieux nous diviser et nous asservir ici-bas. « *Lancer des pierres au ciel en criant Dieu est mort* » comme dit la chanson est plutôt un aveu de ratage et d'impuissance que d'émancipation. **Etat et religion sont consubstantiels à l'histoire des sociétés de classe, à l'exploitation, à la dissolution inexorable de toute communauté dans la communauté de l'argent.** Il est également utile de rappeler que la religion fondamentale de cette société, depuis des siècles, c'est le dieu-argent, le monothéisme de l'or (même si les tabernacles sont vides, mais il ne faut pas le dire). « *S'émanciper politiquement de la religion, ce n'est pas s'émanciper d'une*

façon absolue et totale de la religion, parce que l'émancipation politique n'est pas le mode absolu et total de l'émancipation humaine. (...) L'émancipation humaine n'est réalisée que lorsque l'homme a reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales et ne sépare donc plus de lui la force sociale sous la forme de la force politique » (Marx, *La Question juive*).

L'universalisme bourgeois qui commence à s'affirmer en Europe à la Renaissance est en effet l'idéologie qui accompagne l'universalisation du taux de profit comme véritable religion du capital, par le fer et par le feu, même si la religion chrétienne reste pendant cette période le ciment et l'étandard de l'asservissement marchand du monde. A la fin du XVIIIème siècle, l'universalisme des « Lumières » affirme sa propre légitimité et sa supériorité idéologique. L'opium religieux ne devait pas pour autant disparaître, il s'est même plus que jamais vivifié et diversifié dans ses formes modernes, au service du Capital.

Il n'y a qu'un apparent paradoxe. De notre point de vue de classe, depuis leur lointaine origine, l'Etat est l'organisation en force de la classe dominante et la religion est la fausse communauté dans laquelle les individus se trouvent reliés *en tant que séparés*, projetant dans les cieux les rapports sociaux réels idéalisés, accep-

tent l'ordre social et reportent la résolution de leur misère dans l'au-delà. Nous ne pourrons approfondir ici cette vaste question, et cela nécessiterait déjà de relativiser le principe même d'une *définition* censée rendre compte d'une dynamique sociale, comme c'est le cas pour tous les concepts centraux (révolution, classes, etc.). Concernant l'Etat, il faudrait ajouter des précautions contre tout simplisme dans l'appréhension des rapports sociaux, sachant qu'il y a toujours eu cooptation de dominés et recherche de leur adhésion à travers maints pactes diversement conscients ou intégrés, à travers la cristallisation durable d'un rapport de force obtenu dans la violence dont l'Etat s'est arrogé le monopole.

Concernant la religion, on pourrait aussi développer comment la lutte des exploités a pu s'exprimer en Occident à travers « la religion » (dans certaines révoltes sociales et certaines « hérésies ») partout où ce cadre de référence, ce rapport au monde était ancré depuis des siècles. Ce n'est pas dans ce cas la religion qui deviendrait révolutionnaire, ni la révolution qui serait religieuse, mais les révoltés qui s'emparent de l'au-delà et le ramènent sur terre (mise à bas des puissants et de leur richesse, paradis terrestre et fornication généralisée...). Dans les colonies et le « Nouveau Monde » par contre, a fortiori pour les sociétés préalablement sans classe, sans Etat et sans religion (même si les colons et les anthropologues n'ont eu de cesse de leur prêter des « religions primitives »), celle-ci a été clairement identifiée aux massacres et à l'imposition de l'exploitation.

En tout cas, en partant du plus général, on voit que l'Etat et la religion ne sont pas des entités séparées ayant des intérêts distincts, qui se seraient rencontrées dans l'histoire et auraient entretenu des relations fluctuantes, il s'agit bien plutôt de deux aspects d'un même processus de dissolution de la communauté primitive, processus continu qui se concrétise dans le renforcement de ces institutions. Il en va de même pour la démocratie et la marchandise, qui accomplissent d'une certaine manière toutes les communautés fictives antérieures, en réalisant l'individu libre, le citoyen. Si « les reli-



gions » comme idéologies, entreprises, associations, communautés... foisonnent toujours dans cette société en dépit d'un relatif processus de « laïcisation » de l'Etat (c'est-à-dire d'émancipation politique -et non humaine- vis-à-vis de la religion), c'est parce que cette société demeure fondée sur l'aliénation, la séparation, l'atomisation, la fausse communauté et que *l'être humain n'y reconnaît pas comme telles ses propres forces* (Marx).

On peut constater aujourd'hui qu'au terme de la longue période d'encadrement sous idéologie « socialiste » (et « communiste ») et de « libération nationale » (qui n'en était pas moins religieuse, avec ses papes, son clergé, ses troupes bénies, ses sacrifices terrestres et sa foi dans l'avenir national radieux, ses excommunications, son Inquisition, ses geôles et ses bûchers), la reconfiguration et l'exacerbation de nombre de conflits se produisent à présent bien davantage sous drapeaux et projets confessionnels, parallèlement à l'encadrement accru de notre classe sur ce terrain, dans le contexte anxiogène d'approfondisse-

ment de la crise du Capital. Ce regain religieux ne constitue pas un dérapage historique ou un anachronisme, il fait bien objectivement partie de la contre-insurrection mondiale. Ainsi en a-t-il été du sort réservé aux mouvements de révoltes étiquetés « printemps arabe », après avoir été brisés dans les geôles, dissous dans les spectacles de changements politiques (avec ou sans urnes), leurs scories ont été recyclées sous drapeaux religieux dans de nouvelles configurations de guerres. Ainsi également du sort des insurgés en Syrie¹⁸, au Bahreïn¹⁹ et au Yémen.²⁰

Les grandes coalitions d'Etats « en guerre contre le terrorisme » soutiennent évidemment ces reconfigurations à finalité d'écrasement des luttes de notre classe et se sont à diverses reprises appuyées sur des groupes armés islamistes pour asseoir leurs politiques internationales et leurs visées commerciales, tout en alimentant les grandes oppositions idéologiques spectaculaires. Ainsi que nous l'avons souligné plus haut, cela se fait au prix de mille contradictions interbourgeoises, en gérant bien des situations imprévues,

à travers lesquelles néanmoins la lutte contre la subversion primera toujours.

Le 9 novembre dernier s'est tenu à Dakar le deuxième Forum international sur la sécurité en Afrique et le tableau qui en ressort est brutal quant au nombre de guerres impliquant sur le continent africain

18. A propos de la stratégie délibérée de l'Etat de pousser à la reconfiguration religieuse de la révolte sociale, voir *Echos révolutionnaires de Syrie. Conversations avec deux anarchistes d'Alep*, éditions Hourriya, 2016.

19. Le Bahreïn est le seul pays du Golfe (avec le Yémen, voir note suivante) à avoir été touché par la vague de lutte du « printemps arabe » de 2011, avant la Syrie et peu de temps avant la Libye. En mars 2011, 4000 militaires d'Arabie saoudite (épaulés par un contingent des Emirats arabes unis et sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe) entrent au Bahreïn pour prêter main-forte aux forces de répression du régime du roi Hamad Ben Issa al-Khalifa et mettent brutalement fin à l'occupation de la place de la Perle dans la capitale Manama. L'opération reçut le soutien discret de l'Europe et des Etats-Unis, sous prétexte de juguler une « rébellion chiite à la solde de l'Iran », clivage idéologique masquant une révolte avant tout sociale. Il faut peut-être rappeler que c'est au Bahreïn qu'est installé l'Etat-major de la cinquième flotte américaine et que la paix sociale n'y a donc pas de prix. Début 2013, de nombreuses manifestations ont lieu autour de l'anniversaire de la révolte de 2011, en dépit de la répression et de l'état d'urgence, sous le slogan repris de 2011 : « le peuple veut la chute du régime ».

20. En 25 ans d'existence depuis son unification en 1990, la République du Yémen a connu maints épisodes de guerre civile faisant directement suite aux conséquences sociales de la première Guerre du Golfe (1991), lorsque l'Arabie Saoudite expulsa de son territoire un million de travailleurs yéménites. En 2009, l'Arabie saoudite y intervient militairement, à nouveau officiellement pour mater la « rébellion chiite ». En 2011, le Yémen n'échappe pas à la vague de lutte du « printemps arabe » mais le régime du « boucher du Yémen », Ali Abdallah Saleh (en place depuis 1979) se maintiendra brutalement dans l'indifférence générale de la « communauté internationale » et avec l'aide militaire... de l'Arabie saoudite. Scénario similaire en mars 2015 avec l'opération « Tempête décisive » pour rétablir le président Mansour Hadi, avec une centaine d'avions saoudiens engagés (contre une quinzaine seulement en Irak, contre l'EI).



des forces nationales de nombreux pays, mais aussi bilatérales, européennes (la France, l'Angleterre, la Belgique...), onusiennes (comme la Minusma au Mali), et autres (le Japon, impliqué dans la formation de forces de sécurité en Afrique du Nord)... et toute une constellation de « groupes terroristes islamistes » selon la nomenclature officielle : Al Qaïda, Shebabs, Boko Haram, jusqu'aux groupes ayant annoncé ces dernières années leur allégeance à l'EI.

« Les Etats-Unis ont annoncé à Dakar qu'ils allaient accroître de 300 millions de dollars (sur un total de 2,5 milliards) leur nouveau « fonds pour les partenariats en matière de contre-terrorisme » pour l'Afrique. Une décision « très significative », selon Elissa Slotkin, assistante à la sécurité internationale du Pentagone. Si, selon elle, le leadership d'Al-Qaïda a reçu des coups décisifs depuis 2001, il faut désormais affronter un ennemi plus compliqué, « des groupes plus diffus, moins hiérarchiques, plus autonomes et difficiles à suivre » car insérés dans les populations locales »²¹, ce qui en dit long sur ce qui s'exprime de lutte de classe dans ces guerres dites civiles et autres « conflits asymétriques », sous couvert « d'extrémisme religieux ». Et les experts de service à la Conférence de Dakar de lancer que la source du djihadisme est avant tout sociale et que l'approche strictement militaire a déjà montré ailleurs son inefficacité à l'endiguer...

La crise du Capital est évidemment aussi passée par ces régions depuis plusieurs décennies (et plus récemment avec la chute du cours du brut qui atteint de plein fouet les gros producteurs²²), avec son lot de promesses de valorisation intenables (ce qui est la norme capitaliste mondiale) et non tenues, et avec pour effets de crise bien tangibles l'exacerbation des contradictions sociales, en plus des nombreux désastres guerriers qui s'y jouent. **On peut supposer qu'avec une recrudescence des luttes réapparaîtront aussi des courants idéologiques (laïcs ou religieux) plus « radicaux » en termes de prétention à une « transformation sociale révolutionnaire ».**

Ce fut le cas en Iran au début de l'année 1979. Une fois que l'ampleur de la contestation sociale eut contraint à la fuite le dernier monarque Pahlavi,

pétro-tortionnaire en chef soutenu par l'Angleterre et les Etats-Unis, l'agitateur musulman Khomeini revint de son exil en France armé de son discours socio-politique assez « radical » et releva le défi de reprendre en peu de temps le contrôle de la situation, instaurant des « tribunaux révolutionnaires », supplantant les autres fractions bourgeois en lice en se faisant proclamer « Guide suprême » à la tête de ses « Gardiens de la révolution » et réussissant à capter, clore et finalement réprimer le mouvement insurrectionnel. Avec la « crise des otages » américains séquestrés plus d'un an dans leur propre ambassade, le nouveau régime iranien se positionna comme anti-impérialiste et anti-occidental intransigeant, tandis que les Etats-Unis apportèrent leur soutien massif à l'Irak dans la longue et meurtrière guerre entre les deux pays.

Comme en miroir à ces pseudo-oppositions à « l'Occident », identifié à « tous les maux » du capitalisme, des idéologues en Europe et aux Etats-Unis ont commencé à nourrir et amplifier cette polarisation en développant la thèse du « choc des civilisations », ou plus explicitement de la « civilisation contre la barbarie », recyclant les vieilles idéologies de suprématie qui avaient prévalu lors des conquêtes et massacres coloniaux successifs.

erreur grave, du point de vue historique et politique.

Au niveau du contenu idéologique, on retrouve systématiquement dans tous ces courants une conception fragmentée, tronquée, idéologique du capitalisme qui se manifeste par l'apologie de ses pôles soi-disant « positifs » (la production matérielle, la socialisation dans le travail, un ordre social...) et le rejet fantasmé de son « pôle négatif », de ses « excès » (l'exploitation « effrénée », le profit « à outrance », la finance « parasitaire », la corruption, la déstabilisation sociale et les chaos guerriers...). Le levier d'un « rééquilibrage du système » en faveur de son soi-disant « pôle positif » est évidemment moral au niveau individuel, et s'en remet au niveau collectif à la vieille mythologie d'un Etat qui serait « au-dessus du système », sur le modèle de la « révolution nationale », déclinée sous diverses formes.

En nous focalisant sur les méfaits répressifs et coercitifs des régimes se réclamant à toutes les époques de ces projets sociaux et politiques soi-disant en rupture voire « révolutionnaires », nous risquons de perdre de vue les ressorts de leur capacité de mobilisation, ce qui doit justement nous intéresser hautement,

21. Le Monde, 21 novembre 2015.

22. La stratégie pétrolière menée par l'Arabie saoudite a consisté à maintenir le cours du pétrole à la baisse (il a perdu plus de la moitié de sa valeur entre 2014 et début 2016), dans le but d'affaiblir son concurrent et voisin iranien et de casser l'essor de l'industrie du gaz et pétrole de schiste aux Etats-Unis, ce qui pourrait en partie fonctionner : certains estiment que la moitié des producteurs américains du secteur sont virtuellement en faillite (comme cela s'est déjà passé en 1986), s'ils n'étaient encore soutenus dans un jeu de dupes par un secteur bancaire craignant de voir s'ouvrir un gouffre sans fonds qui engloutirait ses propres investissements. Mais l'Arabie saoudite est prise à son propre jeu car les cours poursuivent leur chute, entamant sérieusement ses finances (alimentées à 80% par le pétrole), l'acculant à diminuer ses largesses publiques (et donc l'achat de la paix sociale) et même à lever des taxes. Le coût de l'engagement militaire saoudien au Yémen n'arrange évidemment rien.

Islam politique et pseudo-critique du Capital

Il y a une structuration commune à tous les courants historiques de pseudo-critique et de pseudo-alternative au capitalisme, a fortiori dans leurs versions « radicales », c'est de se présenter comme opposés à la totalité de l'ordre social en vigueur, comme des ruptures radicales dans le cours de l'histoire, alors qu'ils sont en réalité totalement immanents à ce mode de production, à la reproduction du rapport social capitaliste ; citons aussi bien le marxisme-léninisme que le fascisme et l'islam politique actuel du « rétablissement du Califat ». Le fait de voir le premier comme modernisateur et non religieux et les deux derniers comme rétrogrades et anti-sociaux est déjà une

de notre point de vue de classe, comme dynamique opposée à l'émergence du mouvement révolutionnaire. Tout ne peut s'expliquer par le degré de répression.

Les commentateurs attitrés nous agitent actuellement sous le nez, horrifiés, la « communauté des croyants » de l'Islam, dont nous sommes exclus (à moins de nous convertir bien sûr, rien de plus simple, dans l'Islam), comme si nos communautés fictives valait mieux, comme si nos fameuses « racines judéo-chrétiennes » (réécriture sélective de l'histoire de nos sociétés de classe, à savoir en « blanc », sans tache arabo-islamo-barbare) ne désignait pas une « communauté de croyants » ayant toujours traité avec des raffinements d'acharnement les infidèles, les hérétiques et les subversifs, comme si pour faire partie de la « communauté des citoyens », il ne fallait pas d'abord s'être converti à l'idéologie dominante et avoir avalé les plus indigestes et toxiques couleuvres marchandes, comme si l'apologie du marché, de la démocratie et de la science n'était pas le sommet de l'obscurantisme que l'humanité ait connu, comme si toutes les communautés fictives n'étaient pas de simples déclinaisons de la seule communauté de cette société, la communauté de l'argent.²³

Toute la pensée occidentale, dominante, s'ingénie à charger l'islam politique (ou « radical »), l'EI et son « rétablissement du Califat », de toutes les tares dont elle se dédouane, à particulariser et différencier « l'ennemi »

23. La *communauté de lutte*, seule communauté *réelle* dans cette société, n'est pas totalement une communauté de cette société, au sens où en son sein s'exprime aujourd'hui notre humanité, c'est-à-dire la négation révolutionnaire de la *totalité* de cette société. La communauté humaine réalisée, avec ses contradictions propres, mais humaines, c'est le *communisme*. Annoncer aujourd'hui « vivre le communisme » est à ce titre un contresens pratique et historique.

24. Quelques exemples exotiques: le souverain d'Angleterre est aussi le chef de l'Eglise anglicane, le souverain des Pays-Bas prête serment au cours d'une cérémonie religieuse à l'église et le président des USA prête serment sur la bible.

pour occulter tout ce qu'il possède fondamentalement en commun avec les forces d'encadrement sociales « occidentales », religieuses ou laïques, universalistes bourgeois (droits de l'homme et Cie), au nom desquelles se recrutent les troupes dans le monde pour la soi-disant « guerre contre le terrorisme ». De même, le rôle de la religion dans la pratique de l'EI comme facteur de cohésion, militairement mais aussi socialement (ce qui est amplement négligé dans les analyses dominantes), est dénigré comme étant une « instrumentalisation de l'islam », au nom de la bonne vieille séparation biblique entre « le bon grain » (la « bonne » religion « de paix », celle en fait qui est adaptée aux citoyens déjà soumis et résignés) et « l'ivraie » (l'opportunisme, l'endoctrinement, les « dérives fanatiques et violentes »... l'« islamisme »).

Il y a matière (y compris bibliographique existante), mais nous ne pourrons le faire dans le cadre de la présente contribution, à retracer l'histoire de l'islam, et plus précisément dans la période de son rapport au développement capitaliste, en remontant aux origines de cet « islam politique », en partant des rapports sociaux et non de la religion et de l'idéologie. On pourrait aussi retracer les formes du projet d'un Etat islamique, ainsi que les origines et le développement du « djihadisme ». Nous nous contenterons ici de poser quelques balises.

Quelques repères historiques

La fondation de la confrérie des Frères musulmans en Egypte en 1928, en pleine période de crise économique aiguë, constitue incontestablement un repère dans l'histoire de l'islam politique. Les Frères musulmans portaient déjà une conception de l'islam comme projet total: dogme et culte, patrie et nationalité, religion et Etat, spiritualité et action, Coran et sabre. Il s'agissait pour cette organisation à vocation internationale d'islamiser la société par le bas tout en visant la conquête du pouvoir et la fondation d'Etats islamiques, étape vers l'abolition des frontières

et l'avènement du Califat, universel, ce qui fait écho aujourd'hui.

La limite du projet d'un Etat islamique, comme de tout Etat se revendiquant d'une religion, réside dans le fait de se définir *moralement*, par la vertu exigée de ses dirigeants, fonctionnaires et sujets²⁴. A l'instar de l'« homme nouveau » issu de la « révolution » tel que revendiqué par l'Etat bolchevique (champion des supercheries théoriques « révolutionnaires ») ou par l'Etat fasciste (qui prétendait lui aussi inaugurer une nouvelle société sans classes), un Etat « religieux » ne peut que s'incarner dans un Etat capitaliste, sans aucune remise en cause de ses rapports sociaux (propriété privée, argent, marchandise, classes sociales, travail salarié...). C'est évidemment un paradoxe pour l'EI qui prétend se développer en-dehors et contre le modèle de société occidental. Les Frères musulmans y mettront une dose de keynésianisme, d'Etat-Providence, de social-démocratie, ce que l'on peut retrouver actuellement dans l'*Etat Islamique en Irak et en Syrie*.

L'islam politique se présente à l'époque comme la solution à la domination coloniale sous laquelle il voit le jour, dans un contexte de crise économique mondiale. Il développe logiquement un discours anti-impérialiste, anti-hégémonique, en tant que dérivatif des frustrations sociales. Toutefois, face à l'impuissance de l'islam politique à réellement contrer la domination coloniale, une partie de ce courant se radicalise quant aux méthodes préconisées. Au cours des années 1930, la notion de *djihad* s'infléchit dans un sens plus strictement militaire, associé à l'héroïsme des combattants prêts à mourir pour la cause. A la fin des années 1940 est développée l'idée de « *djihad total* », dont la mission est de restaurer la loi islamique dans toutes les enclaves possibles pour lutter contre la décadence de l'islam et l'influence néfaste du « matérialisme occidental » sur les croyants.

Au terme de la décolonisation de l'après-guerre, dans les années 1950 et 60, le développement accéléré des forces productives capitalistes dans les Etats nouvellement « affranchis » se fera principalement sous la férule d'idéologies laïques, modernisatrices, nationalistes,

panarabistes et socialistes : en Turquie avec Mustafa Kemal Atatürk dès 1922, Nasser en Egypte en 1952, le parti Baas en Syrie en 1963, en Irak en 1968 (lors du second coup d'Etat du parti Baas, cette fois avec Saddam Hussein), tandis qu'en Jordanie, en Arabie saoudite et en Iran, les monarchies joueront le même rôle de présider d'une main de fer au développement capitaliste. Au cours de cette période, l'islam politique se trouve impitoyablement réprimé par les Etats post-coloniaux. A son discours d'opposition au colonialisme succède donc une critique de la décolonisation et de ses ambitions « trahies ».

On l'a évoqué plus haut, l'année 1979 est marquée par la proclamation d'un Etat islamique (chiite), la République d'Iran, mais également par l'invasion russe en Afghanistan, qui va marquer un tournant dans les contradictions impérialistes. La résistance à l'occupation militaire russe va être canalisée et unifiée dans le djihadisme des *moudjahidines* afghans, issu idéologiquement de l'islam politique tel qu'il a évolué au cours du XXème siècle, c'est-à-dire durci au feu de la répression post-coloniale et imprégné de wahhabisme (variante du salafisme, vieux courant musulman prônant le retour à la « vraie religion »), sous le triple patronage bourgeois de l'Arabie saoudite²⁵, du Pakistan comme base arrière pour la guérilla anti-russe, et des Etats-Unis, dont les stratégies ont directement compris qu'en finançant les djihadistes afghans, en les poussant sur le terrain de la « libération nationale », leurs montagnes deviendraient le Viet-Nam du régime soviétique jusqu'à précipiter sa chute, ce qui fut effectivement le cas dans la même décennie. On peut ressortir nos vieilles cassettes vidéo pour revoir les potes du héros américain « Rambo » à l'époque, ces *moudjahidines* barbus et enturbannés, qui seront à l'origine... des Talibans et d'Al-Qaïda.

25. L'Arabie saoudite contemporaine a commencé à financer ce courant wahhabite au début des années 1970 par un flux continu de pétro-dollars ; sa zone d'influence s'étend aujourd'hui de l'Ouest africain à l'Indonésie.

Dans la foulée de la crise structurelle du Capital qui se déclenche dans les années 1970, c'est au tour de la modernisation capitaliste post-coloniale accélérée de se prendre les pieds dans le tapis d'Orient, ce qui devient particulièrement manifeste dans les années 1980. Suivra l'effondrement de la rente pétrolière au milieu de cette décennie, la spirale de la crise de la dette, les plans d'ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale, précipitant la chute drastique du revenu moyen par habitant au Moyen-Orient, y compris en Arabie saoudite. En 2007-2008, la hausse des prix alimentaires (et la difficulté pour les Etats de soutenir les prix à la baisse dans le contexte de crise) suscitera la vague de lutte (mal) connue en tant qu'« émeutes de la faim », tandis qu'en 2010-2011, ce sont les dévaluations brutales et une nouvelle flambée des prix qui provoqueront les révoltes du « printemps arabe ».

Les revendications de l'islam politique de ces décennies 1970-2010 se structureront autour de la crise, par un activisme social à l'instar de toutes les officines social-démocrates, religieuses ou non. En réponse aux frustrations sociales, à l'instabilité générale et à la terreur d'Etat, l'islam politique se développe sous des formes plus populaires, sous le drapeau du « néo-fondamentalisme » qui revendique un retour mythique à l'orthodoxie et aux « sources » de la religion. C'est à cette période également que plusieurs régimes laïcs post-coloniaux sentent le moment arrivé de brandir soudainement le Coran (Saddam Hussein en Irak, Muamar El Kadhafi en Libye, Yasser Arafat en Palestine... comme par ailleurs le régime de Poutine l'a fait en Russie avec l'Eglise orthodoxe). On pourrait aussi évoquer le FIS algérien, évincé de sa victoire aux élections en 1992 et les années noires de massacres sous vrais et faux drapeaux qui s'en suivirent en Algérie (150.000 morts et des milliers de disparus entre 1992 et 1997), à coups de groupes armés, de milices paramilitaires et d'escadrons de la mort. Quant aux nouveaux succès de l'islam politique dans les urnes dès 2012, ils n'ont pas constitué la prolongation des révoltes du « printemps arabe » mais au contraire, on l'a évoqué, le symptôme

de leur enterrement, jusqu'à nouveau désordre. En Egypte, après la chute du clan Moubarak en 2011, les militaires n'ont jamais lâché la main sur le maintien de l'ordre et les affaires mais ont coopté (en juin 2012) un président issu des Frères musulmans, Mohamed Morsi. Un an après, face au protestations sociales massives dans tout le pays, l'armée le congédiera tout en abattant à nouveau une féroce répression sur notre classe et en déclarant la Confrérie hors-la-loi, ce qui revient toujours à la garder au frais comme carte de rechange ultérieure.

Enfin, **dans les pays occidentaux, l'islam politique (ou « islamisme »), en rupture avec l'islam institutionnalisé et « intégré », se nourrit évidemment de l'effondrement social, de la ghettoïsation et des polarisations sécuritaires et répressives entretenues par l'Etat** contre les figures combinées de l'étranger, du jeune et du terroriste, selon le paradigme bien connu de « l'ennemi intérieur ». Ou dit autrement, l'islam politique se nourrit sur le terrain de la guerre sociale, en vampirisant le rejet (même latent) de cette société. Ainsi que nous y reviendrons plus loin (au sujet de la « radicalisation »), la religion, en particulier ses versions « radicales » qui s'adressent aux prolétaires en rage contre la merde qu'on nous déverse et nous impose, n'a pas la capacité qu'on lui prête de créer du « fanatisme » mais bien de *retourner* les ruptures et révoltes en obnubilation idéologique, en cette impuissance illuminée qu'on appelle « fanatisme ».

Société terroriste et attentats

Repassons à présent par la case des attentats « islamiques » dans les métropoles européennes. La sociologie, la psychologie et autres sciences de la dissection de notre déshumanité mobilisent des bataillons entiers (et c'est le cas de le dire) de spécialistes, d'analystes, de commentateurs, de journalistes... qui occupent littéralement le terrain pour nous expliquer l'indicible : comment des « terroristes » peuvent-ils s'en prendre au cœur pacifié de métropo-

les européennes (il y eut Londres, Madrid, Paris et maintenant Bruxelles, capitale de la Belgique et de l'Europe), comment peuvent-ils venir tuer de sang-froid des innocents en pleine rue, en plein concert, dans les transports en commun ? Ceci dit, l'indignation est comme toujours sélective : Beyrouth n'a pas fait la une, la veille de Paris en novembre 2015, et que pèsent les 75 morts au Pakistan (dont 30 enfants) une semaine après les 35 morts de Bruxelles en ce mois de mars 2016 ?

Toute la focalisation sur les individus qui en bout de chaîne appuient sur la gâchette ou se font exploser nous distrait de l'essentiel, évidemment, car elle passe sous silence le terrorisme consubstancial à cette société, au capital, à la marchandise, qui se reproduit comme totalité en produisant industriellement l'individu taillé pour et par le marché, cet « entrepreneur de lui-même » à la fois cynique, détaché, banallement cruel, agressif, impuissant et animé de fantasmes compensatoires de toute-puissance dont l'Etat voudrait contrôler l'assouvissement, dans l'abrutissement aux jeux vidéos ou dans les rangs des armées. Mais des « amoks » aux « attentats », ça dérape...

Cette même focalisation sur les individus oublie également ou s'attarde peu sur le fait qu'une bonne partie de ce qu'ils appellent « terrorisme » touche principalement les prolétaires dans les pays déjà ravagés par la guerre²⁶, et que les Etats soi-disant « en guerre contre le terrorisme » ont eux-mêmes recours aux massacres

« sous faux drapeaux » contre les populations pour les terroriser, les manipuler et discréditer les organisations de lutte. Enfin, les mêmes questions sur les horreurs dont est capable tout individu « embigadé » ne sont jamais appliquées à « nos » soldats, qui tuent, déchiquettent, torturent, terrorisent, violent et prostituent des enfants, etc.²⁷ et pas davantage aux responsables militaires et policiers de « nos » Etats et de « nos » grands alliés de par le monde avec lesquels nous entretenons bien sûr « un dialogue constructif dans le domaine des droits de l'homme » (ainsi que dans le domaine du renseignement, de la torture et de la contre-insurrection, nous l'évoquions plus haut). Un jeune qui s'engage dans une armée nationale, sous les drapeaux de la paix et de la démocratie, sera perçu comme ayant trouvé un bon boulot, le cas échéant avec un brin de ferveur citoyenne ou d'idéalisme humanitaire. Et quand il pètera les plombs sur ses concitoyens à son retour des champs de bataille, on parlera de « syndrôme », de « traumatisme », de laxisme quant au port d'arme... bien plus que des guerres elles-mêmes.

A Madrid au moins, après les attentats dans des trains de banlieues en 2004, les prolétaires ont répliqué dans la rue par un cinglant « VOTRE GUERRE – NOS MORTS » (repris dans l'un ou l'autre texte en France suite au 13 novembre 2015), tandis qu'à Londres en 2005 comme à Paris et Bruxelles dix ans après, l'ambiance, aussi écoeurante que le sang versé, était à défendre « le cours de la vie normale », et « notre mode de vie », « contre la peur », « contre le fanatisme ».²⁸ Au prix du sang s'ajoute celui de la sueur. En France comme en Belgique en ce début 2016, l'Etat nous présente une facture de la « sécurité » suite aux attentats, une facture de « la crise migratoire » (facture répressive et de marchandage sécuritaire aux frontières de l'Europe), principalement liée aux guerres au Moyen-Orient, et une facture militaire pour « résoudre la crise »... en continuant à contribuer à ces mêmes guerres. « *Il va falloir que les citoyens s'habituent à faire des sacrifices, à consentir sur les libertés individuelles, de réunion, etc., et puis des sacrifices à faire sur les politiques sociales* » (le général français Vincent Desportes, novembre 2015).

26. De plus, les attentats et massacres perpétrés à travers le monde sous le drapeau de l'Islam tuent principalement des prolétaires considérés comme musulmans.

27. Affirmer par exemple que le nombre de morts dans les attentats de Paris le 13 novembre 2015 équivalait au nombre quotidien de morts de la guerre en Syrie et de voir un lien entre l'un et l'autre a été qualifié d'« «excusisme » par le Premier ministre français Emmanuel Valls, comme une manière de « justifier » les attentats.

28. Voir « Sur les attentats du 11 mars 2004 à Madrid » dans notre revue *Communisme* n°57 (juin 2005).

Les aventures de la « radicalisation »

Tous les commentateurs patentés s'accordent en somme sur la version des flics et du gouvernement, se contentant d'épaissir l'écran de fumée, chacun son job. Or donc, ce sont des enfants de nos belles sociétés qui un jour ont mal tourné, se sont « radicalisés ». La belle affaire, la « radicalisation », et le « radicalisme », comme une mauvaise branche à couper, une infection qui tournerait mal, une tumeur sociale à extirper et... à bombarder. On a même parlé à l'occasion d'*« auto-radicalisation »*, comme on parle de l'*« auto-combustion »* d'un matériau. L'Etat met sur pied des programmes et cellules de « déradicalisation », comme il mène des campagnes de dératification ou de décontamination, et l'on nous annonce l'enfermement des « foreign fighters » revenus de Syrie comme l'on mettrait en quarantaine des pestiférés. Mais de quelle genre de peste sont-ils porteurs ? Une certaine expérience du maniement des armes ou des explosifs, le rejet de la société dans laquelle ils ont grandi, une haine des citoyens qui la font tourner et des flics qui la défendent ?

Ce que l'on nous présente comme la montée de la pire menace pour nos sociétés, que nous pourrions traduire par un forme particulière de contestation par les armes du monopole de la violence d'Etat, de surcroît selon un *modus operandi* (l'attaque soudaine de la foule, l'attentat kamikaze) impossible à contrer au moment de l'attaque, est en réalité, avant tout, le produit de la *défaite* de la contestation de l'Etat. Alors, qu'il s'agisse d'un pur produit des contradictions de cette société, d'un pur produit d'une conflictualité fondamentalement sociale (ouverte ou larvée, étouffée, putréfiée dans la conciliation, la citoyennisation...), certes oui, mais pour ainsi dire « reprogrammé », passé à la moulinette de cette société marchande.

Selon la pensée dominante, ces reconfigurations sont subordonnées à de grandes oppositions idéologiques « fondamentales », voire à l'affrontement historique entre la civilisation et ses ennemis.

Or, de notre point de vue de classe, ces reconfigurations permanentes constituent la mécanique même de cette société, que l'Etat n'a de cesse de nourrir et dont il tire son existence et sa force. Ces reconfigurations ne sont pas en elles-mêmes des effets des idéologies qui existeraient en soi dans cette société, la sous-tendant ou la surplombant, ces reconfigurations constituent au contraire le *détournement de la confitualité sociale* vers la conflictualité entre fractions « bourgeois », « impérialistes » (sur des bases idéologiques nationalistes ou pseudo-nationalistes mais aussi religieuses, communautaires, identitaires...), c'est-à-dire pour des projets totalement *immanents* à cette société, en concurrence à l'intérieur même de cette société, dans lesquels nous avons tout à perdre.

A l'opposé, le développement et l'approfondissement de la conflictualité sociale entraîne notre classe, au cours d'un processus tumultueux et épisodique qui culminerait évidemment dans la révolution sociale, à mettre en question cette société dans son ensemble, ses fondements (la dictature de la valeur, du Capital, du profit). Contrairement à ce qu'a toujours défendu la social-démocratie radicale, la révolution n'est pas l'accomplissement d'un Progrès qui serait à l'œuvre (mais contrarié) au sein de la société présente, elle est l'antagonisme irréductible à cette société, sa négation, elle est en ce sens déjà mue par la société sans classe, par la communauté humaine qui se déployera sur les cendres du vieux monde.

Là réside le paradoxe, pour l'Etat : ce qui débarque à nos portes sous l'étiquette commode du « radicalisme » violent est déjà intégralement aliéné par cette société, par l'Etat, il s'est conformé aux formes aliénées du religieux, il se revendique d'un universalisme confessionnel plutôt que révolutionnaire, d'une communauté de croyants plutôt que d'une réelle communauté de lutte, les séparations qui le définissent sont une victoire du Capital et l'Etat s'en sert encore et toujours pour creuser les divisions au sein de notre classe... et en même temps, l'Etat ne peut nier que dans ce processus, il perd prise sur certains de ses « sujets ».

Les Etats occidentaux (et leurs penseurs attitrés) mesurent en réalité fort mal l'irréductible fossé qui sépare leur discours de la perception qu'en ont les couches du prolétariat issues des vagues successives d'immigration, a fortiori lorsqu'il s'agit d'anciennes colonies ou zones d'influence. Pire, les Etats croient combler ce fossé en faisant preuve d'une suffisance, d'une arrogance, d'une foi sans limite dans leur suprématie idéologique et leur rôle civilisateur ancestral. Ils parlent sans cesse d'intégration comme s'ils avaient quoi que ce soit à offrir d'attrayant, ils parlent de « vivre ensemble » lorsqu'il s'agit en fait de soumission, de résignation, de partage de la misère et de sa gestion.

Cette arrogance étatique nourrit en miroir depuis des siècles, on l'a évoqué, des polarisations et encadrements idéologiques anti-occidentaux (qui produisent leurs propres récits et représentations idéologiques, notamment anti-impérialistes, communautaristes, identitaires, religieux ou pas...) mais suscite aussi, encore souterrainement, marginalement (comme le sont leurs expressions verbales et musicales, notamment dans le rap, celui qui ne passera jamais en télé), des réactions de classe qui pourraient devenir massives et explosives, ainsi que cela se produit dans les banlieues et devrait pouvoir en déborder. La question n'est pas, comme le caricaturent certains, de trouver là « un nouveau sujet révolutionnaire » ni de faire preuve de complaisance vis-à-vis des organisations social-démocrates qui prétendent représenter ces prolétaires puisque pour nous la révolution est affaire de classe, pas de sociologie. Lors de telles émeutes, comme en France en 2005, on a aussi vu diverses officines de la gauche pseudo-contestataire et de « l'extrême-gauche » prendre parti pour l'Etat et le rétablissement de l'ordre, au nom de la défense de « l'ouvrier » (implicitement blanc, discipliné, etc.), montrant de quel côté de la barricade elles se sont toujours trouvées.

Quant au terme de « radical », il y a belle lurette qu'il est galvaudé en politique et nous n'en ferons pas ici l'historique. Il est quand même à remarquer qu'à l'origine, le sens de la « radicalité » (que nous re-

vendiquons sans en faire un fétichisme) est directement lié à son étymologie et consiste à « prendre les choses à la racine ». Dans le langage politique commun, un « groupe radical » était censé développer une critique plus aiguë, plus profonde de la société, fut-ce spectaculairement, dans le champ social-démocrate. Dans un sens déjà plus dévoyé, le terme pouvait aussi porter alors simplement sur les moyens d'action, la « radicalité » désignant une forme d'action directe liée à des positions politiques, quelles qu'elles soient, d'ailleurs²⁹.

Dans le contexte actuel, l'usage de la « radicalisation » est éclairant quant à ses ressorts idéologiques, et il n'est pas abusif d'affirmer que ce genre d'uniformisation lexicale est encouragée avant que le mimétisme servile et grégaire ne fasse le reste, au même titre que le fut l'imposition du terme d'« indigné », certificat citoyen pour désigner les « bons protestataires », qui au jour venu de l'enterrement officiel des luttes (qu'il appartient à notre classe de démentir dans la rue) ont formé les rangs des électeurs des « nouvelles » gauches (Syriza, Podemos, etc.). Le fait qu'il soit communément admis aujourd'hui que lorsque l'on parle de « radicalisation » et de « radicalisme » menaçant « nos » sociétés, il soit en fait question d'une tentation pour la lutte armée (comme activité menée par des groupes spécialisés, militarisés, et par des individus inspirés par ceux-ci) sous l'influence d'un encadrement religieux, est une indéniable victoire de l'Etat.

Il y a là une « évidence » martelée à laquelle il convient de tordre le cou, celle de la « radicalité » présentée comme l'effet d'une religiosité qui « se politise » ou qui se « militarise ». La radicalité reste au contraire pour nous le signe de l'approfondissement d'un processus de révolte et de critique sociale (qui aboutit inévitablement à poser la question de la violence

29. Claude Guillon revient sur les choix lexicaux de l'Etat et décrypte ainsi, dans le cas de la France, « la construction idéologique de l'ennemi » et « l'invention de l'ultra-gauche, mouvance anarcho-autonome », dans *La terrorisation démocratique*, p.33 et suivantes.

ce), processus que la religion, tout comme d'autres encadrements politiques, vient justement capter, détourner, neutraliser, étouffer dans le « radicalisme ». Ceci ne doit pas être compris comme s'il y avait un parcours type, allant de la révolte sociale assumée à l'embrigadement religieux, mais plutôt en terme de dynamique et contre-dynamique sociale globale. **Le fait de pouvoir détourner très tôt ce qui aurait pu se développer comme révolte sociale, doublé du fait de donner le change, par l'offre d'un destin de substitution, héroïque et apocalyptique, concourt à faire apparaître erronément ces encadrements religieux comme étant eux-mêmes la source de la rupture, la cause du « rejet de la société », de la « radicalisation ».**

Soyez « Charlie », et plus vite que ça !

Comme processus qui capte les jeunes (25-35, à la grosse louche), loin des terrains de guerre dans lesquels d'autres sont plongés dès leur naissance, la « radicalisation » désigne ainsi actuellement l'évolution de personnes qui, en général sur un terreau social « d'exclusion » ou « peu favorisé » et incluant généralement des passages en taule, auraient petit à petit rompu avec la communauté nationale, démocratique, citoyenne (y compris avec leur propre famille dont la religiosité s'est adaptée, diluée) pour finalement la rejeter en bloc et ne plus se reconnaître que dans un destin guerrier messianique transnational (autrement plus excitant, il est vrai, que de chômer, dealer ou bosser dans un fast-food), au sein d'un courant religieux qui dénonce la compromission des pseudo-croyants « intégrés » et des imams institutionnels, courant qui se targue aussi de dénoncer l'arrogance raciste, marchande et meurtrière de « l'Occident » et les chaos qu'elle génère. A noter que des recrues socialement moins « défavorisées » ou de « classe moyenne » sans histoire se comptent aussi, on les monte en épingle comme s'ils vivaient hors de cette société ou que la misère n'y était que platement pécuniaire, tandis que les philosophes et sociologues

Extrême-confusionnisme... orienté

Dans le champ sémantique autour du « radicalisme religieux », les qualificatifs sont utilisés indifféremment et à tour de bras pour leur effet journalistique plutôt que leur qualité explicative : « traditionalisme », « intégrisme », « fondamentalisme », « fanatisme », « rigorisme », « obscurantisme »... qu'on appliquera d'ailleurs surtout à l'Islam. S'il était de bon ton de qualifier Oussama Ben Laden de « milliardaire saoudien islamiste fondamentaliste », on n'a jamais taxé Georges Bush père ou fils de « milliardaires texans chrétiens fanatiques et extrémistes ». De même, lorsqu'en juillet 2011, Anders Behring Breivik tue 77 personnes et en blesse 151 à Oslo et sur l'île d'Utoya, la presse ne l'a pas qualifié de « terroriste (ou d'extrémiste) chrétien ». Avant son identification et son arrestation, des immigrés se sont fait agresser comme s'ils y étaient forcément pour quelque chose, et après son arrestation, on a beaucoup parlé des

problèmes... d'immigration. Ainsi également, les partis israéliens qualifiés hier d'ultra-orthodoxes ou d'extrême-droite sont devenus la norme, de gouvernement en gouvernement, plus colonisateur et massacreur que les précédents. Au niveau politique plus général, le terme « extrémisme » s'avère encore plus idéologique que « radicalisme » car il a permis la mise en scène puissante et durable de « l'opposition des extrêmes » (de gauche et de droite) qui sont censés se rejoindre dans leur tentation de la violence et de la « dictature ». Que l'on songe au succès, en Europe en particulier, de la notion d'« extrême-droite », très confusionniste, son rôle idéologique étant d'occulter que le fascisme historique a toujours été de gauche, et que la gauche a toujours été pour l'ordre, et ce par tous les moyens. Les gouvernements socialistes passés et présents n'ont rien trahi ni inventé, pas plus que les autoproclamés « anti-système » et leurs « nouvelles convergences » entre valeurs de gauche et de droite. En politique bourgeoise, rien ne se crée, tout se recycle.

y trouvent matière à renchérir sur leur fonds de commerce, à savoir de partir des idées, de catégories et concepts plutôt que de la réalité matérielle et de la lutte des classes.

A propos de ce processus de « rupture » (certes aliéné et immanent à cette société, nous venons de le souligner avec force), le discours dominant insiste évidemment beaucoup sur l'influence de facteurs qu'il importe de présenter comme *exogènes*, comme extérieurs à la situation effectivement vécue : religion non indigène dans ses formes dites radicales, « solidarisation avec des conflits extérieurs au pays » sur une « base communautaire ». Il n'y aurait ainsi par exemple aucun lien entre la situation d'un prolétaire en Palestine et celle d'un prolétaire des banlieues métropolitaines européennes, aucun lien entre la possibilité pour l'Etat d'Israël de mener sa guerre d'occupation ainsi que son ac-

tion terroriste et contre-insurrectionnelle à travers le monde... et le soutien dont il bénéficie de la part de « nos » Etats (fut-il si bienveillamment « critique »), aucun lien entre le maintien coercitif de l'ordre social d'ici et là-bas... arguments pauvrement *sociologiques et juridiques* en somme, pour nier et désamorcer toute solidarité de classe³⁰.

30. Nous ne perdons pas de vue que d'autres médiations (sous bannière religieuse, nationaliste, de gauche mais aussi « anarchiste » ou libertaire, en version social-démocrate décomplexée) sabotent en permanence cette solidarité de classe, embrigadant les prolétaires dans le soutien « à la Palestine », c'est-à-dire à l'Etat et au nationalisme palestinien, plutôt qu'à la lutte de classe ici et là-bas, tout en ressassant le lieu commun bourgeois du « conflit israélo-palestinien ».

Ce décor étant planté, tant la dénonciation paranoïaque de la « menace islamique » au cœur de nos métropoles que les appels officiels à la tolérance et à la pacification sociale se complètent pour former un grand paravent idéologique.

Car au fond, quels que soient les revers de « nos » gouvernements dans leur « guerre contre le terrorisme », leur victoire de ces quinze dernières années ne réside-t-elle pas dans l'acceptation de cette campagne terroriste de l'Etat, comme mobile de guerre et de mobilisation permanente, comme vision du monde, le fameux « choc des civilisations », et ses axes catéchétiques du « bien » et du « mal » ?

Cette victoire idéologique n'est toutefois pas applaudie par tous, nous le rappelions plus haut, en particulier par ces sujets sur lesquels l'Etat perd prise dans une certaine mesure, disions-nous, c'est-à-dire dans les quartiers populaires et les banlieues tentaculaires, quadrillées par des flics de plus en plus militarisés, dans les territoires occupés ou bombardés, dans les camps de réfugiés de par le monde, et partout où notre classe lutte. Rappelons seulement la difficulté à imposer le « *Je suis Charlie* »³¹ dans tant d'écoles de la République française en 2015, et la susceptibilité de cet Etat qui continue à avoir la main lourde en matière de condamnations frénétiques (avec prison ferme, souvent) pour « apologie du terrorisme » à la moindre insoumission envers ce mot d'ordre orwellien ainsi qu'au moindre irrespect envers les flics ; des profs appellent les flics à l'école parce les propos tenus par certains jeunes au cours de « débats » en classe pourraient relever de la « gangrène radicaliste » à débusquer et extirper tandis que la dénonciation entre lycéens est encouragée.

Dans une volonté inquisitoriale envieuse des grandes heures paranoïaques du maccarthysme, tous les bons citoyens, apeurés, sont appelés à la vigilance et à la délation, et pas seulement à l'égard des « colis suspects » mais aussi contre tout acte, comportement ou dérapage verbal, autrement dit à *se délier de leurs voisins*. Lorsque « nos » dirigeants font l'apologie de la tolérance et de la cohabitation harmonieuse de tous sous la bannière de l'Etat et de l'Union nationale,

il ne s'agit évidemment que de réunir « le séparé comme séparé », car l'émergence d'une réelle communauté ne pourrait être que communauté de *lutte frontale* contre leurs drapeaux, contre toute leur clique de parlementeurs et d'exploiteurs !

Etat d'urgence et opportunités répressives

On l'a évoqué plus haut, en France et dans d'autres pays d'Europe en ce moment, suite aux récents attentats, les gouvernements ne se gênent pas pour ratisser large et intervenir (flics et/ou armée) contre toute contestation sociale, contre toute action un tant soit peu directe hors stricte légalité inoffensive, contre toute atteinte à la propriété privée (occupations, réappropriations...), selon des modes d'action « antiterroristes » et par tous les moyens juridico-policiers dont l'Etat s'arroge légalement et extra-légalement l'usage. Dans les quartiers populaires, les banlieues, les chiens sont lâchés. Des patrouilles sont mobilisées pour ratisser maison par maison, relevant les identités, repérant les fréquentations, débusquant au passage les cas de « fraude sociale » et raflant les sans-papiers. Des condamnations délirantes tombent, les grilles des tôles se referment dans leur sinistre claquement métallique, tandis que le « dehors » est de plus en plus carcéral et étouffant.

En France, la « Mobilisation générale contre le terrorisme » du 1er ministre français Emmanuel Valls en janvier 2015 annonçait déjà son cortège de mise au pas idéologique, de normalisation de mesures d'exception, de vote de crédits de guerre et d'armement, de durcissement du maintien de l'ordre et d'impunité accrue pour les flics et l'Etat en général. « L'état d'urgence » décrété au lendemain des attentats du 13 novembre (et prolongé depuis lors de trimestre en trimestre)³² a été directement utilisé pour tenter d'étouffer la contestation du sommet « COP21 », grand'messe de l'hypocrisie éco-responsable internationale présidée par Laurent Fabius et concélébrée par François Hollande, larmes de crocodile à l'œil et trémolo pathétique dans la voix. Pendant et au-delà de ce sommet, fin décembre 2015, on comptabilisait

déjà près de 3000 perquisitions (avec leur lot de brutalités et d'incidents, recensés sur divers « observatoires de l'état d'urgence ») et 400 assignations à résidence visant clairement la contestation sociale, sans parler des milliers de personnes refoulées aux frontières. Pendant ce temps, le citoyen dûment connecté continue, en un conformisme proprement fanatique, à arborer sur les réseaux sociaux le drapeau tricolore, trempé dans le sang de tant de répressions et massacres passés, de 1792, 1848, 1945 (Sétif, Madagascar)... en passant par la Semaine sanglante de 1871 jusqu'aux innombrables interventions guerrières françaises de par le monde, sans parler de l'impunité des meurtres policiers réguliers contre nos frères et sœurs de classe³³.

31. En référence au journal « Charlie Hebdo » et à l'attaque de son Comité de rédaction en janvier 2015.

32. L'état d'urgence a été créé et voté en France en 1955 dans le cadre de la guerre d'Algérie, durant laquelle il a été utilisé à 3 reprises (d'abord en Algérie puis sur tout le territoire métropolitain mais d'application pour les seuls Algériens). Il sera également appliqué en 1984 en Nouvelle-Calédonie face à la révolte des Kanaks, puis en 2005 en France métropolitaine lors des émeutes des banlieues. Il étend grandement le champ d'action policier et judiciaire (perquisitions, assignations à résidence, ces dernières étant notamment assorties de trois présentations quotidiennes au commissariat). En ce début 2016, le gouvernement français a fait modifier la loi de 1955 dans le sens de l'élargissement des assignations à résidence aux personnes pouvant constituer « une menace pour la sécurité et l'ordre public ». S'y sont ajoutées d'autres mesures telles que le port du bracelet électronique par certains assignés à résidence ou la possibilité pour le Ministère de l'Intérieur de bloquer des sites internet sous prétexte d'apologie ou d'incitation au terrorisme.

33. En France, la police tue en moyenne une douzaine de personnes par an. Même si c'est peu en regard des Etats-Unis ou d'autres pays dans le monde, chaque mort est évidemment un mort de trop. A noter que ce recensement n'est pas reconnu par l'Etat français qui n'en publie aucun donnée officielle, pas plus que la moindre évaluation de l'usage de la force publique et de sa panoplie d'armes (létale et prétendument non-létale).

Nous l'évoquions en introduction, sans pouvoir nous y attarder davantage ici, **l'actuel mouvement de lutte contre la « loi Travail » en France fait face aux mêmes dispositifs policiers et judiciaires élargis, adoptés depuis au fil des dernières décennies, dont certains spécifiquement activés depuis janvier puis novembre 2015.** Il devient assez clair que cet opportunisme répressif n'est pas exécuté à la sauvette, il s'inscrit dans la préoccupation majeure pour la « sécurité intérieure » telle que développée en France dans les cercles militaires et civils spécialisés après 1945, et il est pensé dans la durée³⁴. Il s'agit notamment d'habituer « la population » à cette présence militaro-policière, à ce que la forme habituelle d'intervention soit celle d'un assaut antiterroriste, à ce que nous assistons sans broncher à des rafles de « suspects », à ce que le secret entoure l'action policière et judiciaire, à ce qu'enfin le même appareil répressif puisse être utilisé dans la même indifférence, fermement encouragée, contre le bon vieil « ennemi intérieur », à savoir notre classe en lutte. Il s'agit aussi, cela a été affirmé explicitement, de nous faire accepter, « pour notre sécurité » bien entendu, les sacrifices nécessaires au financement sans cesse accru de cet appareil répressif et militaire vorace. L'Espagne a assurément pris ces dernières années une longueur d'avance sur bien des pays européens en la matière (interdiction de manifestation/regroupement contre les expulsions, interdiction de filmer ou photographier les flics, procès massifs suite à des actions de grève, etc.), ce qui ne veut pas dire que les prolétaires en lutte s'y sont soumis. A n'en pas douter, les voies de canalisation électorales comme *Podemos* sont plus efficaces en matière de démobilisation que les lois répressives.

34. A ce propos, voir l'étude approfondie de Matthieu Rigouste, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La Découverte, 2009.

35. Sur tout cela, voir CQFD n°139, janvier 2016, dossier « Au grand bazar de l'armement ».

36. <https://quartierslibres.wordpress.com/2015/11/23/la-violence-des-autres/>

A l'heure où les prolétaires des métropoles occidentales sont de fait devenus des victimes potentielles des guerres menées par « leurs » Etats ailleurs dans le monde, ce climat suffocant est encore utilisé pour nous asservir davantage, sous les caméras de surveillance et le traçage de nos moindres faits et gestes. Bien sûr, comme ils disent, « ceux qui n'ont rien à se reprocher » (ce qui devient de plus en plus difficile) « n'ont rien à craindre d'un surcroît de surveillance », et « tout à y gagner en terme de sécurité ». En d'autres termes, *citoyens, pour votre sécurité, vous êtes déjà morts !*

Quant à l'Etat d'Israël, il a fait de la Palestine un champ d'expérience exemplaire, mondialement reconnu. En plus de l'exportation d'un savoir-faire de longue date en matière de surveillance, de contrôle et de lutte contre la subversion, y fleurissent aussi des raffinements technologiques tels les barbelés israéliens qui se vendent dans le monde entier. On connaît moins le « skunk », ou « dirty water », une eau rendue chimiquement pestilentielle et tenace, projetée par les canons des autopompes des flics israéliens. Il y aurait aussi beaucoup à dire de la supercherie des armes dites non létales qui mutilent et tuent chaque année à travers le monde³⁵. Israël a en tout cas bien saisi l'opportunité de la fièvre médiatique antiterroriste dans les jours qui suivirent les attentats de novembre à Paris, comme en témoigne cet exemple : « *la nuit du 16 novembre, les forces de défense israéliennes ont de nouveau frappé. Lourdement armées de charges explosives, de fusils d'assaut et de gaz lacrymogène, les forces d'occupation sont arrivées au petit matin, en Jeep blindées, dans le camp de réfugiés de Qualandia, situé entre Ramallah et Jérusalem. Elles y ont fait sauter un appartement, causant des dommages dans les appartements de cinq familles. (...) Réveillés par la terreur, les habitants ne se sont pas vus proposer par Facebook d'activer le « Security check » permettant de rassurer leurs proches (comme à Paris le 13 novembre, ndlr). Après tout, ce genre d'acte de guerre les touche quotidiennement, il n'y a pas de quoi alarmer Facebook. En repartant de la scène de terreur, les occupants sont confrontés à une résistance de la population, exaspérée*

par la brutalité et l'insécurité quotidiennes. Des affrontements ont lieu pendant plusieurs heures, faisant de nombreux blessés parmi les habitants, mais aussi deux morts. Lors des manifestations qui ont suivi les funérailles de ces personnes, les forces d'occupation ont encore blessé au moins huit personnes, par des tirs à balles réelles ». Le même article « La violence des autres » du site Quartiers libres³⁶ cite le journal français *Le Monde*, peu après le 13 novembre, édifiant de parti-pris : « *En Israël, les attentats sont une réalité avec laquelle il faut régulièrement composer. Cette violence, la société tente de la conjurer au quotidien, en vivant, en sortant, en faisant tout pour que la vie suive son cours. Mais aussi en s'armant pour se protéger* ». Quel renversement... renversant. Faut-il rappeler les 1440 palestiniens morts dans l'opération « Plomb durci » menée par l'armée israélienne en 2008-2009, et jusqu'à près de 2000 supplémentaires (majoritairement des civils, tués jusque dans les refuges de l'ONU et dans les hôpitaux, selon les dires mêmes de MSF) au cours de l'opération « Bordure protectrice » dans la bande de Gaza en juillet 2014, sans parler des destructions massives et délibérées d'infrastructures et d'habitations par l'armée israélienne afin de pourrir encore plus la sous-vie des prolétaires de Palestine.

S'il fallait conclure... back to the future

L'« Occident », auquel nous avons beau ne pas nous identifier, existe de fait au yeux de tous ceux qui ramassent ses bombes sur la gueule, au gré de ses interventions guerrières permanentes, de ses coalitions humanitaires de gendarmerie mondiale, de son soutien à l'impunité des répresseurs, en particulier ceux des armées des Etats-Unis et de l'Etat d'Israël – rappelons que dans et hors de leurs frontières, le rôle international et contre-insurrectionnel de leurs troupes, agents et services secrets n'est pas un fantasme conspirationniste, tant s'en faut, et que ces pays ont imposé mondialement l'impunité de leurs ressortissants mobilisés sous leur drapeaux (ouverttement ou



cover) devant quelque juridiction internationale que ce soit. Non pas que nous attendions quoi que ce soit de ces tribunaux humanitaires, mais c'est révélateur de la chaîne de commandement au sein de la constellation des forces bourgeoises internationales. Et cela montre encore plus clairement qu'il n'y a que devant notre classe que leur impunité ne sera *jamais* respectée.

Le massacre à venir prendra une autre forme et sera d'une autre ampleur, il frapperà massivement, suite à l'inéluctable éclatement (fut-il partiel) de la bulle financière et spéculative mondiale, qui se traduira concrètement par une dévaluation catastrophique et inédite de la monnaie (et en particulier du dollar, étalon monétaire mondial qui vaut en réalité moins que le papier sur lequel il est imprimé, entraînant les autres monnaies dans sa chute), le blocage de l'accès aux banques pour le commun des prolos, etc. A l'heure qu'il est, nul économiste ne sait trop comment les marchés tiennent encore, si ce n'est qu'ils sont truqués, falsifiés, et que ça marche... alors les bourgeois se servent, et copieusement. La croissance elle-même est devenue strictement *croissance de la dette*, faute d'une valorisation réelle dans un cycle complet du capital, c'est-à-dire faute d'une croissance « auto-soutenue ».

On sait que la croissance de la Chine, tout comme le leadership économique américain, reposent sur la pompe à vide des Bons du Trésor américain. Depuis 5 ans, la Chine a assuré le tiers de la « croissance » mondiale en s'hyper-endettant elle-même, tandis que le taux de profit du Capital y dégringole. Au Brésil, la croissance du « niveau de vie » tant vanté en 2013 pour casser la lutte massive de notre classe s'est écrasé avec les indicateurs économiques au tapis. En Europe, c'est la fuite en avant de la Banque Centrale Européenne (BCE), dont chaque nouvelle thérapie sans résultat en appelle une autre, plus risquée que la précédente et sans rétractation possible. Après avoir acheté des obligations détenues par les banques privées, la BCE intervient à présent directement sur le marché (en partie via les banques centrales nationales pour limiter la mutualisation des risques car celle-ci ne plaît pas à l'Allemagne, notamment). « L'assouplissement quantitatif » (*quantitative easing*) entamé début 2015 a ainsi marqué le passage historique à une politique de « planche à billets », similaire à celle de la Banque fédérale américaine, en dépit des différences techniques invoquées pour rassurer sur la maîtrise du pilotage européen. Ce sont pas moins de 60 puis 80 milliards d'euros d'actifs (dettes souveraines, obligations d'Etat) qui sont rachetés sur les marchés *chaque mois* par la BCE (pour un total prévu de 1100 milliards) en échange de création monétaire, pour enrayer la déflation et « rendre confiance aux marchés », en vain jusqu'à présent. Il est actuellement question pour la BCE de sortir la « monnaie hélicoptère » de Milton Friedman, à savoir la « distribution de liquidités aux agents économiques », comme on jette au ciel des cartes de vœux... pieux.

Au prochain éclatement boursier en chaîne, foin alors des petits saucissonnages de mesures d'austérité, ce sera l'Etat de guerre, et c'est bien à cette crise sociale majeure que l'Etat (du moins ses stratégies les moins idiots) se prépare déjà, au niveau mondial. L'ambiance de militarisation et de « lock-out » post-at-

tentats laisse entrevoir comment l'Etat devra s'appuyer sur le levier citoyen pour tenter de casser la lutte de celles et ceux qui en même temps que leurs moyens de survie et leurs « biens » auront perdu leurs illusions sur cette société et n'auront plus grand chose à perdre. Partout où la lutte de notre classe n'est pas éteinte, partout où s'est maintenue une forme de communauté de lutte, l'Etat sait qu'il aura du fil (barbelé) à retordre et s'y prépare aussi.

En quoi, par exemple, les insurgés du « printemps arabe » auraient-ils le moins du monde vu leur condition s'améliorer dans cette société depuis 2011 ? Comment croire que leur révolte, comme tant d'autres, ne renaîtra pas de ses cendres ? En Tunisie en janvier 2016, cinq ans après le suicide d'un vendeur ambulant qui avait mis le feu aux poudres, l'Etat peine à nouveau à juguler le mouvement de révolte qui s'étend d'une ville à l'autre, sous couvre-feu. L'armée réprime dans la rue, le gouvernement tunisien promet 5000 emplois (de flics?) et le président français annonce un soutien d'un milliard d'euros à la Tunisie (qui sait, en armes « non »-létale *made in France*?). Et que pourraient sortir de leur chapeau les Etats du Cône Sud latino-américain pour faire rentrer chez eux les prolétaires qui expriment leur rage dans les rues (voir à ce sujet les matériaux présentés en fin de cette revue) ?

Ce à quoi se prépare les Etats, en dépit de pouvoir la tuer complètement dans l'oeuf, c'est à l'émergence, à la réurgence d'une *réelle radicalité*, hors de tous ces encadrements qui alimentent les guerres bourgeoises, en-dehors et contre ces terreurs multidimensionnelles. La réelle hantise de l'Etat, ce n'est pas la « radicalisation » caricaturale dont il fait aujourd'hui la promotion comme épouvantail pour citoyens atterrés, la réelle hantise de l'Etat, c'est la *radicalisation de classe*, c'est la mise à nu et l'attaque frontale de son strict cynisme calculateur bourgeois et du moteur aveugle de cette société, la dictature du profit !

***En dernier ressort,
nous sommes
la crise du Capital !***

L'Etat Islamique, projet de société.

Au-delà des clichés déversés pour faire de l'Etat Islamique (Etat Islamique en Irak et en Syrie, ou au Levant, EIIL ou EI en abrégé) une simple force d'occupation barbare et fanatique shootée aux pétro-dollars de contrebande, on ne peut le saisir dans sa réalité sans prendre en compte toute sa dimension de projet social, de réhabilitation de l'Etat et d'une communauté d'adhésion, de surcroît à prétention supra-nationale. Derrière son vernis idéologique de moralisation (religieuse) de la société, le projet social de l'EI est bien évidemment plateument bourgeois, capitaliste et se met en place à coups de terreur militaire et policière intensive, mais ce qui s'en dit en Occident met exclusivement le focus sur les aspects de conquête et de répression (traits bien peu originaux, faut-il le dire) et occulte systématiquement que le rétablissement de l'ordre qu'il impose est aussi une source d'adhésion pour des populations vivant depuis des décennies dans cette « toile d'araignée », dans ce chaos guerrier, soumises au racket des diverses fractions et tribus se disputant les dividendes du commerce de guerre et de la corruption, sous les bombardements des diverses coalitions et le terrorisme des Etats-gendarmes internationaux engagés dans la région.¹

La stratégie de déstabilisation sociale et de terreur (enlèvements, disparitions et assassinats...), basée sur un travail de renseignement exemplaire (indics, infiltration, officines religieuses...), qu'opère l'EI dans les zones dont il veut prendre le contrôle avec le minimum de forces engagées n'est qu'une phase de son extension et de son renforcement (contrôle des check-points stratégiques, élimination des autorités locales qui ne lui font pas allégeance, contrôle des flux marchands, levées de taxes et d'impôts). Passée la conquête et les représailles

brutales contre les fractions rétives au nouveau pouvoir, l'EI veille à stabiliser la situation en passant des accords politiques et commerciaux avec les pouvoirs régionaux et les tribus², en assortissant le rétablissement de l'ordre de la remise en service d'infrastructures d'utilité sociale (santé, transports, enseignement...), d'institutions judiciaires chargées d'assurer une forme de « concorde sociale » (pour faire respecter la propriété privée, les affaires et l'Etat, bien entendu) et en veillant enfin à assurer un approvisionnement régulier en denrées de base tout en contrôlant leurs prix (répression drastique de la spéculation, du marché noir, etc.), gage de paix sociale. Le fait que ses troupes soient rémunérées régulièrement (et au-dessus de la moyenne des autres armées, même si les salaires payés par l'EI ont été diminués suite aux attaques de la coalition visant ses ressources financières) évite également les pillages et l'hostilité populaire qui s'en suit. Le parallèle est troublant avec les doctrines de contre-insurrection globale (militaire et civile) développées par les Etats colonisateurs et gendarmes.

On diffuse en boucle sur les médias occidentaux les vidéos de mises en scène de terreur publiées par l'EI ou qui lui sont attribuées (exécutions et atrocités spectaculaires, rien de bien plus horrible que ne le pratique par exemple notre grand allié saoudien) tandis qu'elles ne représenteraient que 2% de leur production d'images, le reste étant consacré à leurs faits de guerre (50%) mais aussi à la reconstruction, à la vie sociale. De même, l'on ne parle que du recrutement de combattants étrangers, passant sous silence l'appel international constant vis-à-vis de candidats à l'immigration, à l'installation, à la fondation de familles, d'autant plus si les candidats (masculins) possèdent des compétences recherchées pour soutenir le développement social (médecins, enseignants...) ou contribuer à des secteurs économiques clefs (informaticiens, ingénieurs...). L'enjeu bien compris par les dirigeants et cadres de l'EI est de solidifier

une économie qui ne soit pas que guerrière, assurant à la fois des exportations régulières (on parle toujours du pétrole mais l'EI exporte aussi céréales, coton, phosphate, ciment etc.)³ et soutenu par la consommation intérieure. A nouveau le langage n'est pas neutre, à propos de l'EI il conviendra d'appeler le commerce des matières premières « trafic », « contrebande » et « pillage des ressources » (sur le même pied que la revente d'antiquités, aubaine de courte durée) et la taxation des entreprises « racket » et « extorsion de fonds » (certes, par chez nous les grosses entreprises ne paient quasiment pas d'impôts, bénéficient de nombreux « incitants » publics et jonglent avec la fiscalité et ses évasions).

Enfin, tandis que l'Occident vend et vante une « émancipation de la femme » intégralement conformée à la société marchande, l'EI a beau jeu d'y opposer le rôle révolutionnaire dévolu à la femme dans son projet, en tant qu'épouse « respectée » et mère au foyer bénéficiant d'allocations spécifiques et à qui revient le rôle crucial de peupler le Califat.

C'est bien cette dimension sociale qu'il s'agit pour les autres Etats de travestir à tout prix parce que le programme de « l'ennemi » ne peut en rien ressembler au leur, surtout s'il entend l'appliquer avec plus de brio et de conviction. De même, l'orthodoxie religieuse revendiquée par l'EI, tant en opposition à l'Occident qu'aux autres pratiques de l'islam rejetées comme corrompues, est utile à tous les protagonistes pour entretenir leurs « différences », tout comme le rejet qu'affiche l'EI vis-à-vis du nationalisme et de la « démocratie », attribués à l'idéologie occidentale.

Bien sûr, entre le programme et son application, entre les visées de moralité publique et la réalité bien plus prosaïque de la communauté de l'argent et de tout appareil d'Etat, entre la communauté des croyants et la réalité des classes, entre le Coran et les cours de la Bourse, il y a comme un léger hyatus que l'EI, comme tout Etat, ne pourra pas combler magique-

ment. Il est également difficile de dire quel sort vont lui réserver les deux coalitions qui sont officiellement engagées contre lui, en dépit de l'utilité de l'EI d'un point de vue bourgeois (intérêt contre-insurrectionnel mais aussi en matière de remodelage opportun de vieilles frontières et d'homogénéisation forcée de la population), car ainsi vont les aléas tortueux de la géopolitique bourgeoise. Il y a la coalition arabo-occidentale hétéroclite de 22 pays (qui vise plutôt à se débarrasser de Bachar al-Assad) et parallèlement, la coalition réunissant la Russie, l'Iran et le régime syrien de Bachar al-Assad, associés avec Israël (ennemi juré de l'Iran...) et la Jordanie (tous deux alliés des Etats-Unis...), visant plutôt à sécuriser le sud de la Syrie et à maintenir le régime de Damas. Autant dire que chaque allié est en conflit avec un autre et qu'aucun pays du Golfe ne veut envoyer de troupes au sol, ce qui les mouillerait trop dans leurs contradictions, entre eux et par rapport à l'EI.

La Russie a d'ailleurs beau jeu de se vanter qu'elle-même et ses alliés sont les seuls à respecter le droit international conformément aux résolutions de l'ONU, liant toute intervention à une demande du régime syrien. « Nous intervenons contre la crise en Syrie, pas contre le régime » affirme le président Poutine, rappelant à l'appui les effets désastreux des « changements de régime » par la force des armes étrangères comme en Irak et en Libye, bien au-delà des mandats onusiens qui tinrent lieu d'alibi. A noter qu'Israël avait précédemment soutenu l'option anti-Assad et « l'Armée Syrienne Libre »⁴, et plusieurs sources indiquent qu'Israël continue à soutenir discrètement les combattants du Front Al Nosra, logistiquement et par l'accueil de combattants blessés. En fin de compte, au rythme de la mort tombant du ciel, des tirs croisés, des cessez-le-feu sélectifs et de leur non-respect dont tous les bellicards se renvoient la responsabilité, on peut se demander qui à part sans doute certains États-majors sait en-

core qui bombarde qui dans ce merdier sanglant...⁵

La question sociale s'invite aussi dans ce processus, et l'on sait que les informations à ce sujet sont encore plus lacunaires et filtrées (par tous les camps) que les informations militaires. En novembre 2015, les habitants de Manbij, dans la province d'Alep, ont manifesté leur colère dans les rues pour protester contre les obligations imposées par l'EI et en particulier l'enrôlement forcé et l'envoi au front de jeunes hommes dont beaucoup ne sont pas revenus. Début mars 2016, à Raqqa, ville située sur l'Euphrate, dans le Nord de la Syrie, proclamée capitale de l'EI (et que l'armée syrienne a tenté en vain de reprendre depuis 2013), ce sont 200 miliciens enrôlés sous le drapeau de l'EI qui se sont mutinés et sont passés « du côté de la population », les aidant à reprendre plusieurs quartiers de la ville. Des affrontements de rue ont eu lieu entre les habitants et les djihadistes de l'EI. La presse (qui comme l'Etat a horreur du « vide ») les présentent évidemment comme des partisans du régime de Bachar El Assad brandissant le drapeau syrien, mais il est probable qu'une partie de ces troubles et mouvements ne se rangent pas aussi facilement dans le camp nationaliste syrien.

Quoi qu'il en advienne au cours de cette année 2016, sans doute décisive pour le projet de l'EI, il semble assez clair que son attractivité (en particulier dans la zone qu'il contrôle en Irak), son influence, la dynamique d'allégeance qu'il suscite au sein du djihadisme international (parmi lequel des cellules terroristes mais aussi de véritables armées à visées califales, comme en Libye notamment)⁶ ne seraient nullement annihilés par le démantèlement de sa base territoriale au Moyen-Orient, que du contraire peut-être, avant tout pour les populations qui repasseraient ainsi sous le joug syrien et irakien au prix d'une énième bonne couche de massacres et de revanches étatiques (pour avoir « soutenu » l'EI, avoir combattu -volontairement ou non-

sous son drapeau ou simplement y avoir vécu) et, internationalement, à travers le récit de ce martyr collectif à venger, du flambeau de l'EI à reprendre.

1. A contre-courant du discours dominant, voir l'analyse de Tristan Léoni, *Califat & Barbarie* (novembre 2015) sur dd21.noblogs.org, ainsi que de Henri Simon, *Terrorisme : une guerre à l'échelle du monde*, publié en deux parties dans *Echanges* n°152 & 153 (été et automne 2015).

2. Ce terme de " tribu " est effectivement utilisé dans ces pays pour recouvrir une réalité subsumée aux rapports sociaux capitalistes, désignant des structures de pouvoir qui tirent leur légitimité du passé mais ne constituent pas une survie anachronique et attardée telle qu'elle prend sens implicitement dans l'imaginaire occidental.

3. Fin 2015, l'EI contrôlait 60% du pétrole syrien, une dizaine de centrales électriques (des accords secrets lient l'EI au régime syrien pour le partage de la production énergétique dans le pays, parallèlement à la poursuite de la guerre qu'ils se mènent militairement ; des contrats et des balles, rien de nouveau...), 10% du pétrole irakien (dont le reste de la production est majoritairement passé aux mains de compagnies chinoises, cette dernière décennie), près de la moitié de l'orge et du blé produits en Irak, et le plus gros des terres céréalières syriennes (voir " Terrorisme : une guerre à l'échelle mondiale ", 2ème partie, dans *Echanges* n°153 – Automne 2015).

4. Contrairement à ce qui en a souvent été dit au nom de la défense de la lutte, l'*Armée syrienne libre*, conglomérat de brigades d'obédiences diverses chapeautées par un Etat-major établi en Turquie, n'a pas été l'expression de notre classe et de sa dynamique à l'époque (auto-défense contre la répression de Damas et auto-organisation des déserteurs de l'armée nationale) mais au contraire l'instrument bourgeois de la reprise en main, de la militarisation de ce processus insurrectionnel, au profit d'une reconfiguration en guerre civile, sponsorisée par l'OTAN, Israël et leurs alliés. A ce propos, et sur le processus d'*« islamisation »* de l'ASL, voir le texte sur le Rojava, dans la présente revue : « pour le prolétariat au Rojava ce fut clair dès le début : l'*Armée Syrienne Libre* et le *Conseil National Syrien* étaient des appareils bourgeois d'encadrement et de liquidation de la lutte prolétarienne ».

5. Une anecdote parmi d'autres, en février 2016, la milice *Fursans al Haq* (*Chevaliers de la droiture*), armée par la CIA, a été décimée dans la ville de Marea (à 30 km au Nord d'Alep) par les *Forces démocratiques syriennes*, coalition à majorité kurde... soutenue par le Pentagone.

6. La liste s'allonge des pays dans lesquels sont actifs des groupes se réclamant de l'*Etat Islamique* : Arabie Saoudite, Egypte, Indonésie, Liban, Libye, Tchétchénie, Turquie, Yémen ainsi qu'en Afrique subsaharienne notamment avec le groupe *Boko-Haram* (voir *Echanges* n°153).

Les Sociétés Militaires Privées (SMP)

« Tout pays où l'esclavage est établi doit fréquemment s'attendre à des insurrections et des troubles, principalement lorsque les esclaves forment la majorité des habitants ; mais la colonie hollandaise de Surinam a été particulièrement infortunée en ce point... » (Jean-Gabriel Stedman, capitaine mercenaire envoyé par les Pays-Bas pour mener une campagne de cinq ans contre les esclaves révoltés, 1797).

Parmi toutes les formes de mobilisation de troupes coercitives déployées dans le monde en opérations extérieures sous divers statuts juridiques, citons les Casques bleus, la Légion étrangère française ou espagnole, les commandos SEAL, la Delta Force, les Bérets Verts, les SAS britanniques ou australiens, les Gurkhas népalais, les Rangers et Marines nord-américains, les commandos serbes, les troupes fidjiennes et les SWAT.

Depuis plusieurs dizaines d'années dans beaucoup de pays occidentaux, le service militaire obligatoire, trop cher à l'entretien, a été suspendu. La crise étant passée par là, il a fallu restructurer l'entreprise militaire comme il en va de toute entreprise capitaliste qui se respecte. La plupart des pays occidentaux se retrouvent ainsi en sous-effectifs au regard du travail de police international à assurer. C'est sur ce terrain que vont se développer les SMP, en particulier depuis les années 1990.

Hier, on les appelait les mercenaires : Garde Varangienne, Dix Mille, Grandes Compagnies, Lombards, Condottiere, Gardes Suisses, Lansquenets, Reîtres, Bachi-bouzouks, flibustiers, corsaires, boucaniers, pirates, Galates, Ronins, mosquetaires...

Les SMP d'aujourd'hui répugnent à ce terme péjoratif de « mercenaires » et leurs salariés sont devenus des *contractors*, des « conseillers de sécurité privés », des « civils sous contrat » ou encore des « travailleurs étrangers

oeuvrant à la reconstruction ». Ces sociétés sont des milliers dans le monde à se partager le marché. On y compte pas mal d'entreprises américaines et anglaises : les Military Professional Ressources Inc. (MPRI), DynCorp, Kellogg Brown and Root (KBR), Vinel Corp., Titan Corp., Academi (anciennement Blackwater jusqu'en 2009 puis Xe jusqu'en 2011)... mais aussi israéliennes (Beni Tal), françaises (Groupe Velours International, Défense Conseil International, dont l'Etat français est actionnaire à 50%) ou suisses (Ronin Security Group)... La Russie qui ne veut pas être en reste, a déposé une proposition de loi à la Douma pour légaliser les SMP.

Souvent fondées par d'anciens gradés militaires et encore encadrées par ceux-ci, les SMP sont composées de cadres militaires triés sur le volet et ayant fait leurs preuves comme assassins patentés dans maintes opérations (souvent contre-insurrectionnelles) de par le monde, et de troupes dont la majorité est recrutée sur place à moindre coût¹. « Nous coûtons moins cher, 80% de nos effectifs sont des employés locaux, payés au prix du marché local, quelques centaines de dollars. Et même si certains de nos salariés occidentaux touchent aux alentours de 1.000 dollars par jour, cela reste moins cher. » (Doug Brooks – président de l'International Peace Operations Associations qui regroupe une soixantaine de SMP américaines). Au-delà de cette donne économique, il faut savoir que les cadres des SMP présentent souvent un fanatisme idéologique et une détermination plus grande à assumer les sales besognes que ce n'est le cas dans les armées nationales.

C'est Bill Clinton, alors président des USA, qui donnera officiellement aux SMP une base juridique en engageant des mercenaires en tant que fournisseur fédéral. Et c'est en 1999, pendant la guerre au Kosovo, qu'ils feront leurs premières armes légalement. Le MPRI décroche la timbale, chargé d'entraîner les militaires croates. A partir de ce moment,

la vanne est officiellement ouverte, tous les gouvernements américains successifs développent l'affaire à leur façon. Les SMP recrutent d'anciens hauts fonctionnaires (tels un ex-commandant en chef des forces navales américaines en Europe et en Afrique, un ex-directeur général des opérations de la CIA...), et font des dons aux partis politiques en soutien de leur campagne électorale.

Bush fils ne fait qu'embrayer le mouvement impulsé par Clinton et va lui donner sa vitesse de croisière en Irak. En 2003, quand les tanks américains débarquent à Bagdad, ils amènent avec eux le plus important contingent de soldats privés jamais déployés dans une guerre dite moderne². En 2004, Paul Bremer, administrateur civil de l'Irak, émet un décret (l'Ordre 17) qui accorde l'immunité totale aux *contractors* travaillant pour les Américains en Irak. Dès 2008, ils sont plus nombreux que les soldats « réguliers ». Si Obama devait se démarquer politiquement de son prédécesseur en annonçant en 2011 le retrait officiel des troupes US d'Irak, c'est pour mieux concentrer ses troupes en Afghanistan, ce qui élargira encore le champ d'action des SMP. Mais le marché est lui-même en proie à une concurrence effrénée : en 2010, le président afghan Hamid Karzai annonce fermement vouloir faire le ménage dans la multiplication des SMP, connues pour tirer à vue sur la population et entretenir la corruption. Il s'agit en réalité pour le clan Karzai de redessiner le paysage du maintien de l'ordre dans le pays au seul profit de ses propres investissements dans le créneau.³

« Le boom des affaires de l'après-guerre en Irak n'est pas le pétrole, c'est la sécurité » (Le Times de Londres).

Loin d'être de simples supplétifs des armées ou d'être cantonnées dans la surveillance, les SMP bouffent à tous les râteliers en profitant de la « guerre globale contre la terreur ». Les SMP sont actives dans la maintenance, le ravitaillement, l'Internet, le déminage, la surveillance aérienne, la lutte anti-drogue,



ces de répression (polices, armées...). La California Analysis Center Inc. (CACI) est ainsi spécialisée dans le renseignement et les techniques d'interrogatoire de prisonniers et notamment active dans la sinistre prison d'Abu Ghraib. En 2009, la CIA engage Blackwater pour pister et assassiner des dirigeants d'Al-Qaïda. Ils ont leur propre bases militaires, leur propre matériel militaire dernier cri (avions, drones, bateaux...). Ils sont devenus un soutien indispensable aux armées nationales, ils travaillent pour la défense, la sécurité intérieure, interviennent sur les lieux des catastrophes.

Une haut responsable de Blackwater, très pragmatique, explique que « *personne d'entre nous n'aime l'idée que les catastrophes permettent de faire des affaires* » et que « *c'est un fait désagréable mais on n'y peut rien. Les docteurs, les avocats, les pompes funèbres, les journaux, gagnent leur vie grâce aux malheurs. Nous aussi, parce qu'il faut bien que quelqu'un s'en charge* ».

En 2005, les mercenaires armés de Blackwater et Dyncorp, dont certains fraîchement revenus d'Irak, sont les premiers arrivés à la Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina pour protéger la propriété privée face à l'auto-organisation des prolétaires livrés à eux-mêmes, sans soins ni approvisionnement de la part de l'Etat. Les SMP sont également engagées pour sécuriser les activités des organisations humanitai-

l'image de celles-ci (au même titre que pour bien des entreprises) que d'être protégées par des troupes régulières. Pour redorer leur blason, les SMP créent d'ailleurs leurs propres organisations caritatives, notamment en 2001, l'International Peace Operation Association (IOPA), regroupant 54 SMP (dont DynCorp et MPRI).

Dans leurs publicités, Blackwater (devenu Academi suite à son implication dans divers dérapages meurtriers en Irak et en Afghanistan) propose de louer des soldats issus des meilleures armées du monde aux gouvernements et organisations privées et revendiquent un programme international du maintien de la paix dont les soldats sont « *formés à la gestion des foules par des techniques non meurtrières et du personnel militaire formé aux opérations dans les zones sensibles* ».

L'engagement des SMP offre de multiples avantages aux États qui les emploient, à savoir : limiter l'envoi de troupes nationales au sol, mener plus discrètement des opérations qu'on ne veut pas voir liées à l'armée régulière, cacher le coût humain des guerres car les employés des SMP morts en opération (ils représentent par exemple 25% des militaires morts en Irak) ne sont pas pris en compte dans la comptabilité officielle. Les frais collatéraux, en partie encore assumés par l'Etat national pour l'armée régulière, sont complètement

privatisés dans le cas des SMP : il n'est pas nécessaire de payer des pensions aux veuves, de prendre en charge les soins et la réhabilitation des blessés. Enfin, le personnel des SMP reste sur place en moyenne 4 à 5 ans contre 6 mois pour la rotation des troupes régulières ; ils connaissent donc mieux le terrain. En cas de « bavures » (ils sont très nerveux, ces chiens de guerre privés), la SMP disparaît et renaît sous un autre nom pour continuer son business tranquillement.

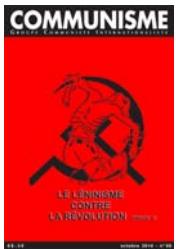
L'importance prise par les SMP dans l'activité militaire mondiale ne manque évidemment pas d'inquiéter certains bourgeois, soucieux de mener leurs guerres... démocratiquement. « *Il est extrêmement dangereux qu'une nation commence à sous-traiter son monopole de l'usage de la force et de la violence pour soutenir sa politique étrangère ou ses objectifs de sécurité nationale* » (Joe Wilson, ambassadeur en Irak avant 1991). De notre point de vue de classe, les SMP sont un secteur répressif de plus dans l'arsenal de l'Etat, d'un point de vue mondial, tandis que les réformistes y voient une remise en cause du monopole de la violence par l'Etat, une privatisation de l'une de ses prérogatives centrales. C'est un peu le même cirque gesticulatoire qu'au sujet de la monnaie et des Banques Centrales.

1. Par exemple, en Afghanistan, en 2009, sur 104.100 mercenaires, 9% étaient américains, 16% d'expatriés d'autres nationalités et 75% d'afghans engagés au prix local. Le premier produit d'exportation des Balkans (Bosnie-Herzégovine, le Kosovo ou Serbie) sont des mercenaires.

2. Lors de la 2ème guerre punique (218 – 202 av JC), l'Empire romain comptait plus de 400.000 mercenaires sur un total de 700.000 soldats.

3. Ainsi, l'*Asia Security Group* est dirigé par Hashmat Karzai, cousin du président, et la *Watan Risk Management* par Ahmed Rateb Popal et Rashid Popal, deux frères et cousins de Hamid Karzai.

NOS PUBLICATIONS



ORGANE CENTRAL DU GCI EN FRANÇAIS N° 66

- LE LÉNINISME CONTRE LA RÉVOLUTION
PARTIE 2: LE LÉNINISME, LIQUIDATEUR DE LA RUPTURE COMMUNISTE



ORGANE CENTRAL DU GCI EN ARABE N° 6

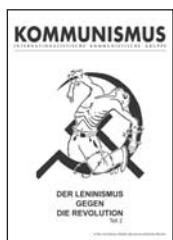
- EDITORIAL SUR LE PROGRÈS
- CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES LUTTES ACTUELLES
- QUELLE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL?
- "ILS NOUS PARLENT DE PAIX..."
ILS NOUS FONT LA GUERRE!" TRACTS DU GCI



ORGANE CENTRAL DU GCI EN ESPAGNOL N° 65

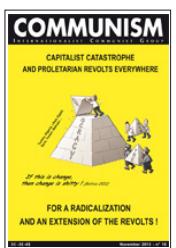
CONTRE LA DÉMOCRATIE ET LES GUERRES IMPÉRIALISTES

- NOTES SUR LA DÉMOCRATIE
- CAPITAL, DÉMOCRATIE, DICTATURE DU PROFIT
- GUERRE SOCIALE ET TOILE D'ARaignée EN SYRIE
- QUELQUES MATERIAUX ACTUELS DES LUTTES PROLÉTARIENNES EN AMÉRIQUE LATINE



ORGANE CENTRAL DU GCI EN ALLEMAND N° 7

- LE LÉNINISME CONTRE LA RÉVOLUTION (PARTIE 2)



ORGANE CENTRAL DU GCI EN ANGLAIS N° 16

- CAPITALIST CATASTROPHE
AND PROLETARIAN REVOLTS EVERYWHERE.



ORGANE CENTRAL DU GCI EN KURDE N° 5

- ÉLÉMENTS CONTRADICTOIRES DE LA RÉVOLTE EN TUNISIE
- CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE: VIVE LA RÉVOLTE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT !
- LA VAGUE DE MANIFESTATIONS ATTEINT AUSSI L'IRAK ET LE KURDISTAN
- APPEL AUX MANIFESTANTS DE SOULEMANIA ET D'AUTRES VILLES DU KURDISTAN ET D'IRAK
- LES ÉMEUTES DE LA FAIM SONT DES LUTTES PROLÉTARIENNES.
- L'ANTI-TERRORISME C'EST LE TERRORISME DE L'ÉTAT.
- EN EGYPTE, LES LUTTES PROLÉTARIENNES S'AFFAIBLISSENT ET LA BOURGEOISE SE RÉORGANISE
- HAÏTI: SAUVE LES MEUBLES!
- NOTES SUR LES ACTUELS MOUVEMENTS PROLÉTARIENS EN AFRIQUE DU NORD ET AU MOYEN-ORIENT.
- REGARD SUR LES IDÉOLOGIES CONSEILLISTES RÉFORMISTES.



ORGANE CENTRAL DU GCI EN GREC N° 3

- NOTES CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE
- A PROPOS DE L'APOLoGIE DU TRAVAIL
- VALORISATION/DÉVALORISATION: L'INSURMONTABLE CONTRADICTION DU CAPITAL



ORGANE CENTRAL DU GCI EN TURC N° 2

- CONTRE L'ÉTAT
- PRÉSENTATION DES "GLOSSES MARGINALES"
- GLOSSES CRITIQUES MARGINALES (MARX)
- A PROPOS DE L'ÉTAT LIBRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE
- L'ÉTAT, LA POLITIQUE, LA DÉMOCRATIE... DÉFENDUS PAR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE



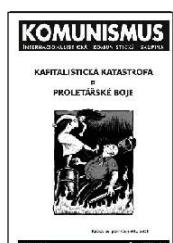
ORGANE CENTRAL DU GCI EN RUSSE N° 1

- PRÉSENTATION DU GROUPE - PRÉSENTATION DE LA REVUE
- CONTRE LE MYTHE DES DROITS ET LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
- NOTES CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE
- VERS UNE SYNTHÈSE DE NOS POSITIONS + DIFFÉRENTS TRACTS



ORGANE CENTRAL DU GCI EN HONGROIS N° 7

- GUERRE OU RÉVOLUTION
- VOYAGE EN IRAQ
- LUTTE DE CLASSE EN IRAQ - INTERVIEW D'UN VÉTÉRAN
- IRAQ - CHRONOLOGIE DE LA LUTTE DE CLASSE AU 20ÈME SIÈCLE
- ACTION DIRECTE ET INTERNATIONALISME
- CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE :
LA SEULE ALTERNATIVE C'EST LA GUERRE CONTRE LE CAPITAL



ORGANE CENTRAL DU GCI EN PORTUGAIS N° 5

- TENTATIVES BOURGEOISES DE CANALISATION DES LUTTES PROLÉTARIENNES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ET LUTTE INVARIANTE POUR LA RUPTURE PROLÉTARIENNE
- GÈNES 2001: LE TERRORISME DÉMOCRATIQUE EN PLEINE ACTION
- PROLÉTAIRES DE TOUS PAYS: LA LUTTE DE CLASSE EN ALGÉRIE EST LA NÔtre!
- UN BON CITOYEN



ORGANE CENTRAL DU GCI EN TCHÈQUE N° 3

- CATASTROPHE CAPITALISTE ET LUTTES PROLÉTARIENNES
- L'ANTITERROrisme EST LE TERRORISME DE L'ÉTAT.
- QUI SONT DERrière LES RÉVOLTES EN AFRIQUE DU NORD?
- CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE: VIVE LA RÉVOLTE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT !

Si vous voulez prendre connaissance
de nos approfondissements programmatiques,
nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues :

Communisme, Comunismo, Communism...

5 numéros : 20 \$ / 15 €

Il vous est également possible de prendre mieux connaissance
des positions de notre groupe en vous procurant nos

Thèses d'orientation programmatique
en français, en espagnol, en anglais, en allemand ou en arabe, au prix de 4 \$ / 3 €

<http://gci-icg.org>

info@gci-icg.org
<http://gcinfos.canalblog.com>



DICTATURE DU PROLÉTARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIÉ

Il en va de même avec la démocratie qu'avec le Capital: son assimilation à la liberté de choisir, au supposé meilleur mécanisme de décision sociale basé sur la majorité des participants n'est rien de plus qu'une vision bourgeoise et intéressée. De plus cette vision est limitée (non historique), exclusivement politique (elle n'est ni globale, ni sociale) et prend comme présupposé ce qui, en réalité, est le résultat (relativement récent) d'un long processus historique. On prend appui sur le droit des individus et sur les décisions de ces individus comme si ces derniers avaient toujours existé alors qu'en réalité ces individus sont le produit de siècles d'échange marchand et de séparation violente de l'être humain avec sa communauté originelle. On « oublie » ni plus ni moins que cet **individu libre et démocrate** n'existe pas dans le passé mais qu'il est l'**excrément de siècles de terrorisme d'État**.